

UNAMIR

HUMANITARIAN ASSISTANCE-  
CONTINGENCY PLAN

3-12 JULY 1995

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED  
RH/WG APR 2009

UN ARCHIVES

SERIES	<u>S-1120</u>
BOX	<u>45</u>
FILE	<u>5</u>
ACC.	<u>1998/0278</u>

## **TABLE RONDE SUR LE RWANDA**

**Kigali 6 - 7 Juillet 1995**

**Revue à mi-parcours**

**Déclaration de S.E. Faustin TWAGIRAMUNGU, Premier Ministre  
de la République Rwandaise**

---

**Excellences, Mesdames, Messieurs,**

A l'occasion de la revue à mi-parcours de la Table Ronde pour le Rwanda, il me plaît encore une fois de vous présenter, au nom du Gouvernement et du Peuple Rwandais, tous nos remerciements envers les pays et Organismes Internationaux d'avoir répondu, aussi massivement et favorablement qu'à Genève à notre invitation.

Je voudrais réitérer notre sentiment de gratitude à l'endroit du PNUD pour sa contribution immense et l'animation quotidienne dans le suivi technique de la Table Ronde tenue à Genève en janvier 1995 et ce, depuis sa préparation jusqu'à ce jour.

A travers la générosité des pays et Organismes que vous représentez, je voudrais garder une pensée de reconnaissance envers toutes et tous ceux qui oeuvrent sur le terrain, aux côtés des populations rwandaises, en soulageant leur souffrance qu'il s'agisse des centaines d'ONGs ou autres structures de bienveillance qui se dépensent pour le bien du peuple Rwandais si durement éprouvé.

**Excellences, Mesdames, Messieurs,**

Il m'a été donné de vous présenter à Genève en janvier dernier les axes majeurs de notre politique à suivre pour favoriser la réussite du programme de réhabilitation, de reconstruction, d'insertion sociale et de relance socio-économique du pays.

L'étape actuelle, 6 mois après, peut-elle conduire à quels constats ?

Il serait opportun d'apprécier en toute objectivité l'action gouvernementale menée en relevant les faits saillants de succès, les mesures en cours non encore abouties ainsi que les obstacles qui en constituent le frein.

Je puis vous rassurer néanmoins que la détermination de notre Gouvernement, qui n'a pas encore fêté son premier anniversaire, la volonté de tous les acteurs impliqués dans ce processus et votre soutien actif, nous permettent d'espérer d'atteindre les objectifs, que nous nous sommes fixés et déclarés devant la Communauté Internationale il y a six mois à Genève.

**Excellences, Mesdames, Messieurs,**

L'évaluation actuelle ne peut se faire que par rapport à l'état des lieux hérités par ce Gouvernement. Le pays était économiquement, exsangue, socialement traumatisé et politiquement vulnérable, suite au drame indescriptible, la guerre, le génocide, les massacres et l'exil de milliers de Rwandais, drame vécu par le peuple Rwandais et qui bouleversera la conscience universelle.

### **1. Retour des Réfugiés**

Ce projet reste prioritaire pour le Gouvernement et c'est la première urgence. Le Gouvernement ne cesse pas d'appeler les réfugiés au retour dans leur pays, de mener des négociations sur le plan bilatéral dans la sous-région, des contacts multilatéraux, en Afrique et à travers le monde, de solliciter l'appui de vous tous, pour voir réglé enfin ce problème qui est un préalable à la paix au Rwanda autant qu'à l'essor de la vie économique et du progrès social dans notre pays.

Au bilan, près de 600.000 des anciens réfugiés rwandais sont rentrés et de Réfugiés et Déplacés de 1994 sont de retour malgré la propagande fort nuisible et le terrorisme toujours en vigueur exercés par les responsables du régime sanguinaire banni qui les maintiennent toujours en otages.

Nous pouvons assurer la Communauté Internationale que s'il était possible d'isoler les gens innocents des criminels, le problème serait facilement réglé. A cet effet le Gouvernement doit dresser une liste de présumés criminels.

Il estime néanmoins que l'instauration effective du Tribunal International pour le Rwanda pourra contribuer à favoriser le retour de ces compatriotes qui seront réinstallés dans leurs biens laissés au Rwanda l'année passée.

Les différentes initiatives prises par le Rwanda ou conjointement avec lui en vue d'atteindre cet objectif se résument comme suit:

-La rencontre à ce sujet des Chefs du Gouvernement Rwandais et Zaïrois en Octobre 1994 au Zaïre;

-La conférence de Nairobi sur les Réfugiés dans la sous-région tenue à Nairobi en Janvier 1995; au cours de laquelle un plan de rapatriement a été établi. La session ministérielle de l'OUA en Février 1995 qui en adopta une résolution pertinente.

-La conférence de Dar-Es-Salaam sur la problématique des Réfugiés rwandais et burundais.

-Ma visite au Burundi et particulièrement ma visite du camp de Réfugiés de Magara au nord de ce pays, en juin dernier qui a consacré un communiqué assez clair à ce sujet ainsi que la création d'une commission tripartite Rwanda-Burundi et HCR, et dont la première réunion vient de donner ses conclusions;

-La visite du Vice-Président de la République Rwandaise et Ministre de la Défense au Burundi également en juin 1995;

-Le sommet des Chefs d'Etat de l'OUA tenue à Addis-Abéba du 26 au 28 juin 1995 où le chef de l'Etat Rwandais a renouvelé la même préoccupation;

-Les rencontres bilatérales et multilatérales où le Chef de l'Etat et tous les plénipotentiaires de ce pays appellent avec insistance au retour des Réfugiés rwandais à rentrer, tout en rejetant toute complaisance à l'égard des criminels, tristement distingués dans la préparation et l'exécution du plan de génocide et des massacres;

-D'autres forums internationaux non-formels où sont débattus honnêtement les problèmes de nos Réfugiés.

Le Gouvernement Rwandais vient de proposer que quiconque parmi les Réfugiés souhaitant retourner au Rwanda peut venir séjourner en toute quiétude et retourner rendre compte à ces compatriotes restés à l'extérieur.

Cette approche constitue une ouverture humaine et responsable. Elle exclut toute conditionnalité car tous les Rwandais doivent rentrer dans leur pays. Ils y ont tous l'espace où vivre égaux en droits et en devoirs. Et à ce sujet, nous restons ouverts à tout dialogue pouvant contribuer à la solution de cette situation douloureuse dans les camps des Réfugiés.

## **2. La sécurité intérieure**

Nous croyons toujours que la sécurité pour tous dans tout le pays doit être assurée par le Gouvernement. Nous réaffirmons qu'elle constitue un préalable à la réconciliation nationale et partant, à la relance économique. Elle est assurée à la mesure de nos moyens pour combattre les infiltrations et incursions des anciennes milices devenues permanentes à nos frontières. Dans notre pays, plus d'un observateur a été témoin des dérapages qui auraient fait penser que le Gouvernement n'est guère préoccupé par la sécurité à l'intérieur. Il s'agit bien sûr des dérapages et ce ne peut être des projets délibérés du gouvernement. Celui-ci fait tout pour établir un contrôle plus efficace qui malheureusement est handicapé par l'absence des outils et moyens nécessaires.

Dans moins d'un an depuis la mise en place du Gouvernement, les structures s'organisent lentement mais sûrement. L'administration civile à la tête des préfectures est réalisée et le processus de mise en place de l'administration communale est en cours. Le système judiciaire reste défaillant, mais relativement opérationnel dès lors que la formation accélérée des magistrats non juristes et des inspecteurs de la police judiciaire permet déjà de redéployer ceux-ci à travers le pays. Les tribunaux militaires sont opérationnels : les délits, crimes et autres abus relevés au niveau de l'armée sont sévèrement punis. La Police communale est relancée dans les communes du pays. Le dialogue, la concertation et la confiance établissent progressivement avec les observateurs de droit de l'homme au Rwanda. De plus la formation accélérée des gendarmes grâce à la MINUAR continue à l'Ecole Nationale de la Gendarmerie.

Le système n'est pas encore parfait. L'intention et la détermination du Gouvernement est de tendre vers cet objectif de réussir la Paix sociale.

### 3. Système judiciaire

Malgré l'insuffisance en nombre et en qualité du personnel judiciaire disponible, des efforts notables sont en cours : trois cents magistrats non juristes sont à former et seront déployés à travers les Parquets à l'intérieur du pays. 127 inspecteurs judiciaires sont déjà formés. Une nouvelle promotion de 150 inspecteurs de la police judiciaire est en cours de formation grâce à l'appui de la coopération internationale. Les premiers 100 magistrats non juristes commenceront leur formation le 17/7/1995. De plus 50 greffiers sont en cours de formation.

Le Gouvernement Rwandais a fait appel aux pays et organismes amis pour pouvoir bénéficier d'une assistance technique en la matière. Des financements seront bientôt obtenus, nous l'espérons, pour permettre un fonctionnement minimal acceptable du système judiciaire au Rwanda. Nous sommes toujours préoccupés par la promotion de la Justice au Rwanda, et nous remercions les partenaires qui prennent ce secteur parmi les priorités dans leur coopération avec le Rwanda.

Au niveau des équipements et des infrastructures, la situation reste préoccupante et nous lançons un appel pressant pour venir à la rescousse.

La magistrature pour être entièrement opérationnelle sur le plan institutionnel, attend la mise en place de la Cour Suprême et le Conseil Supérieur de la Magistrature dont les membres sont presque en cours de désignation. La concertation est fort avancée sur la question de procédure entre les institutions compétentes.

Le génocide et les massacres ayant plongé le pays dans une situation imprévisible, et le nombre de suspects s'accroissant, les maisons de détention sont sursaturées. L'on dénombre plus de 45.000 détenus qui sont nourris, soignés. Une extension de bâtiments pénitentiels est en cours par endroits.

Des procès doivent se dérouler très prochainement avec l'assistance de magistrats qui viendront de l'extérieur. Les présumés coupables avérés innocents, une fois remis en liberté, permettront de désengager les prisons.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

La réforme de la législation pour être adaptée à un véritable Etat de droit reste la préoccupation urgente de notre Gouvernement. Des travaux préparatoires sont en cours d'initiation et nous pensons que cette réforme verra prochainement le jour.

#### **4. Processus de démocratisation**

Dans l'esprit de l'Accord de Paix d'Arusha, l'on se félicite que sur les 4 institutions prévues, il reste à mettre en place la cour Suprême et le Conseil Supérieur de la Magistrature et dont la procédure est en cours.

Le Gouvernement rwandais voudrait indiquer comme par le passé que les Partis MRND et CDR et leurs satellites se sont disqualifiés pour mériter leur prise en compte dans les institutions de gestion du pouvoir au Rwanda. Les éléments, pris individuellement et après jugement, seront traités comme tels mais sans conditions préalables. Nous leur demandons toutefois de faire des déclarations de condamnation du génocide et des massacres dans notre pays.

Le processus de démocratisation ne reposera pas uniquement sur les institutions que nous mettons en place pendant la période transitoire de quatre ans restants. Il ne réussira véritablement plutôt que si le rapatriement des réfugiés, la réconciliation nationale, la reconstruction du pays et la relance de notre économie devenaient effectifs.

Il convient de réaffirmer solennellement qu'aucune négociation n'est envisagée sur le plan Gouvernement ni par quelques institutions étatiques que ce soit avec des associations naissant par ici et par là et dont l'identification peut brouiller les esprits mal avertis. Nous voulons inviter les rwandais à rentrer dans leur pays, recouvrer leurs biens personnels ou familiaux, participer à l'effort commun de reconstruction du pays et répondre de ses actes chacun en ce qui le concerne. Nous confirmons une fois de plus que le dialogue et les contacts avec tous les réfugiés qui le désirent sont à soutenir.

## **5. Respect des libertés fondamentales**

Le Gouvernement Rwandais reste résolument déterminé à respecter le contenu de l'Accord de Paix d'Arusha, réadapté à nos réalités politiques lequel Accord fait partie intégrante de la Loi Fondamentale et qui consacre le respect des libertés fondamentales. Les syndicats se réorganisent, les associations participent au débat public, la liberté de culte est sacrée, la presse reprend son épanouissement. L'Etat de droit que nous ambitionnons, ne peut s'affermir aussi facilement et rapidement après une telle tragédie comme celle vécue au Rwanda. Des efforts immenses sont prometteurs d'un avenir rassurant.

Du point de vue des instruments internationaux, le Gouvernement examine avec le Parlement les Conventions Internationales relatives aux droits de l'homme et de la personne et auxquelles le Rwanda n'était pas parti ou y avait émis des réserves, afin d'apprécier et d'adhérer totalement.

## **6. Règlement des litiges de propriété**

Le Gouvernement continue à résoudre les conflits d'occupation de propriétés d'autrui. Les réfugiés qui rentrent ont la possibilité de réintégrer leurs biens. Des parcelles sont accordées en ville, comme des terrains en campagne dans le but d'y aménager et d'installation sans nuire au respect du principe de la propriété privée.

Des sites de réinstallation des réfugiés ont été identifiés et accueillent déjà bon nombre de nos compatriotes essentiellement anciens réfugiés surtout dans l'Est et le Nord-Est du Pays.

Des pourparlers sont en cours de finalisation sur le plan pratique entre le Rwanda et le Burundi afin d'accueillir les réfugiés qui rentrent et dont l'Etat rwandais a la responsabilité d'installer, d'entretenir avant qu'ils ne soient capables de se prendre en charge eux-mêmes. Ces pourparlers se feront également avec la Tanzanie et le Zaïre. Ici nous voudrions particulièrement remercier la Banque Mondiale qui a envoyé une mission dans notre pays, laquelle mission nous a transmis un rapport préliminaire sur différents moyens d'identification de divers sites à travers le pays.

Nous réitérons notre appel en direction de la communauté internationale pour nous assister dans la mise en place d'infrastructure de base nécessaires : les routes, les écoles, les hôpitaux, le raccordement en eau courante et en énergie électrique.



L'Etat reste convaincu que la réinstallation des nouveaux réfugiés dans leurs propriétés est l'une des garanties pour leur retour.

Nous saluons les partenaires préoccupés déjà par ce souci et qui participent à cet effort.

#### **7. Par rapport à la formation de l'armée nationale**

Il vous souviendra que dès le 25 janvier 1995, un millier de militaires, de l'ancien régime de tous les échelons ont réintégré les rangs de l'armée Patriotique du Rwanda. D'autres contingents en session de préparation pourront bientôt rejoindre les troupes et le commandement de l'APR.

Vous êtes tous témoins de nos appels incessants aux militaires de l'ancien régime qui n'ont pas trempé dans le génocide et les massacres à rallier les troupes gouvernementales. Il y en a parmi eux des braves soldats, officiers et sous-officiers qui arrivent continuellement au pays et nous pensons que le mouvement s'amplifie.

Les militaires actifs au sein de l'APR et appartenant hier à l'ancien régime, sont placés à tous les échelons du commandement de l'Armée et les efforts continueront dans ce sens.

#### **8. La réconciliation nationale**

Travail de longue haleine et de patience, la conduite visant à réussir la réconciliation nationale, après une période dont le degré de tragédie n'a pas d'égale, est souvent un gageure. Le processus doit passer l'éradication de l'impunité et l'instauration d'une justice saine.

Une dynamique encourageante s'est formée pour faire vivre et promouvoir le respect des valeurs positives, les vertus de la justice, de la morale et de l'équité. De vastes programmes sont lancés à travers des forums d'idées, des séminaires et des ateliers ainsi qu'à travers les disciplines scolaires de base jusqu'à l'Université ou d'autres formes d'éducation formelle.

Le Gouvernement remercie les partenaires extérieurs qui participent à cet effort nationale.

## 9. Le jugement des auteurs présumés du génocide

Le Rwanda a salué l'adoption par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, de la résolution n° .... ayant consacré le Tribunal International pour le Rwanda.

955

Le Tribunal International devra donc collaborer avec les tribunaux rwandais et le jugement des coupables permettra de détendre la situation et favoriser une véritable réconciliation nationale.

Le Gouvernement rwandais renouvelle son appel auprès de la communauté internationale afin de faciliter l'arrestation des criminels pour répondre devant le tribunal d'une part, et d'aider le Rwanda, par une assistance, matérielle et en ressources humaines, à renforcer l'organisation de son système judiciaire d'autre part.

**Excellences, Mesdames, Messieurs,**

Depuis la mise en place du Gouvernement en juillet 1994 et depuis surtout la tenue de la Table Ronde de Genève en janvier 1995, force est de constater, non sans fierté que le tissu économique qui renaît et l'appareil productif du pays fonctionnent à des rythmes encourageants et c'est grâce à l'action de vous tous et à l'effort du peuple rwandais en particulier. Mais beaucoup reste à faire dans le domaine de l'agriculture et de l'Elevage, base de notre économie.

Dans notre programme présenté à Genève en janvier dernier, nous disons et disons toujours que pour relever les défis auxquels le Rwandais fait face, il importe de restaurer la paix civile, de réaliser la réconciliation nationale, de réhabiliter l'appareil productif et de rétablir le fonctionnement des institutions.

Peut-on rappeler que les objectifs prioritaires de ce programme sont:

- a) Le cadre macro-économique du pays et les besoins de financement des opérations de l'Etat;
- b) La restauration des capacités de gestion de l'Etat et la dynamisation de la participation des acteurs nationaux;
- c) La réinstallation et réintégration des personnes réfugiés et déplacées;

- d) La réhabilitation des infrastructures;
- e) La relance des activités productives et la protection de l'environnement;
- f) La réhabilitation des secteurs sociaux.

**Excellences, Mesdames, Messieurs,**

Je voudrais saisir cette opportunité pour remercier tous partenaires au développement du Rwanda que vous représentez ici aujourd'hui se sont engagés à financer ce programme à hauteur d'environ 70% et qui ont accepté d'appuyer, sous le leadership du PNUD, le processus de coordination et de suivi de son exécution.

Aussitôt après la conférence de Genève, le cadre institutionnel de coordination et de suivi du programme a été mis en place et fonctionne sur trois niveaux bien coordonnés à savoir:

- Le comité de Suivi;
- Le comité Technique Intersectoriel,
- Le Secrétariat Technique Permanent.

Nous remercions la communauté des bailleurs de fonds qui contribuent financièrement et techniquement du Secrétariat Technique Permanent et nous espérons continuer à bénéficier de cette assistance même après la prochaine Table Ronde en janvier 1996.

Au bilan, s'il fallait examiner l'état d'exécution du programme convenu à Genève en janvier 1995, il conviendrait de retenir que six mois après, des nombreuses actions encourageantes ont été menées et aboutissent à des résultats encourageants. Un certain nombre de domaines ne sont couverts par interventions- celles-ci varient selon les préférences sectorielles des bailleurs à telle enseigne que l'attention des participants à cette conférence devraient se préoccuper de l'équilibre à établir dans le financement des secteurs et des sous-secteurs.

Si à Genève, les annonces atteignaient un montant de 586,8 millions \$ US, celui-ci a dû être révisé suite aux suppléments apportés et aux ajustements de change, pour arriver au montant de 797,9 millions \$ US dont 94,5 millions d'ors programme, à la date du 25 juin 1995.

A ce stade, faut-il relever, en ce qui concerne strictement le Programme, les résultats suivants:

- 665,6 millions \$ US ou 94,6% des annonces représentent les programmes et les projets effectivement en cours de négociation ou approuvés;
- 400,5 millions \$ ou 56, 9% des annonces représentent les projets approuvés;
- 154,2 millions \$ ou 21,9% des annonces représentent les décaissements effectués par les bailleurs;
- 102,1 millions \$ ou 14,5% des annonces constituent le montant mobilisé à ce jour au Rwanda.

Les cadences d'approbation, de décaissement et de mobilisation des moyens sont donc très lentes pour les causes multiples.

La conférence pourra nous indiquer, au bout de ces deux jours de travail, la meilleure démarche à suivre pour nous permettre de mobiliser effectivement tous les fonds promis afin qu'à la Table Ronde suivante - celles du début 1996, nos performances soient les meilleures possibles dans l'exécution de ce programme.

Faut-il retenir aussi que certaines opérations pourront s'étendre sur plus d'une année à cause de leur nature, de la technicité et/ou du caractère interdépendant dans l'exécution des autres projets en corrélation les uns avec les autres.

Nous remercions vivement les partenaires qui ont manifesté leur empressement dans la mise en oeuvre de leurs annonces faites à Genève. Notre gratitude va aussi à l'endroit de ces agences et organisations qui, nuit et jour et avec des difficultés de terrain connues, ne ménagent aucun effort pour exécuter les éléments constitutifs de notre Programme global.

Des secteurs sont inégalement financés : - Le Sous-Programme Appui Financier connaît un taux d'engagement meilleur par rapport au total des contributions confirmées. L'on constate cependant que de nombreux arriérés vis-à-vis des institutions financières ne sont pas encore couverts.

Il faut rappeler que les besoins exprimés à Genève étaient fondés sur la couverture minimale du déficit budgétaire tel qu'il était anticipé à la fin de 1994.

Il sied donc de porter une appréciation nouvelle sur les montants actualisés.

- Le Sous-Programme Réinsertion connaît un afflux faible des bailleurs par rapport aux besoins exprimés; encore que la très faible partie mobilisée ne l'est en réalité qu'à travers le volet d'aide humanitaire réalisé dans le cadre de l'appel consolidé inter-agences.

Le Gouvernement et la Banque Mondiale viennent d'achever une vaste étude sur la réinstallation des réfugiés. L'objectif prioritaire consiste à aménager des sites nouveaux pour y installer de nouveaux réfugiés rapatriés (600.000 personnes)

Cette installation conditionne donc le retour des nouveaux réfugiés et des personnes déplacées dans des conditions évitant des heurts potentiels. Le Gouvernement préparera très prochainement des dossiers techniques couvrant l'aménagement de sites prioritaires.

- Le sous-Programme Réhabilitation, avec 120 millions de dollars d'engagés soit 40% du chapitre, connaît des déséquilibres sectoriels importants dont il convient de corriger la dynamique mais en procédant aussi rationnellement que possible.

La gestion de l'Etat, les infrastructures, le secteur rural, l'industrie et le commerce, le secteur social appellent des interventions urgentes et massives. Les besoins sont encore immenses à combler bien qu'on constate des efforts réalisés en faveur de la Justice, de la réhabilitation du pays, des bâtiments publics de l'intérieur du pays, des voies routières et des systèmes d'alimentation en eau potable ou la fourniture d'énergie électrique.

Les dossiers d'exécution de plusieurs projets spécifiques de développement rural sont en cours de confection.

Ils prendront la suite des opérations d'urgence pour s'intégrer dans un développement durable. La réhabilitation et la relance des entreprises surtout les petites et moyennes n'a pas progressé, ni physiquement ni en ressources humaines.

Le crédit n'est pas encore organisé. Les besoins de secteur privé doivent être reformulés de manière coordonnée. Notre Chambre de Commerce et d'Industrie du Rwanda, en concertation avec l'Administration s'activent à faire la synthèse d'un document de politique à mener dans le cadre de cette promotion.

Un appel pressant est lancé pour venir à la rescousse du secteur social dont les besoins sont toujours difficiles à satisfaire, particulièrement dans le domaine de l'enseignement secondaire et supérieur. Les rentrées scolaires permettent de constater que, pour 51 écoles sur 112 écoles secondaires que comptait le pays avant 1994 auxquelles on ajoutera une quinzaine devant ouvrir d'ici peu, l'équipement et le matériel sont dérisoires, font même complètement défaut par endroits, sans parler de la qualité des enseignants qui n'atteint pas les normes requises sur le plan de formation pédagogique appropriée.

Les groupes vulnérables, la jeunesse, la santé, la promotion féminine et la famille ont toujours des besoins dont la réponse n'est pas encore proportionnée à leur ampleur.

**Excellences, Mesdames, Messieurs,**

Notre Conférence est destinée à apprécier l'actif du Gouvernement par rapport à ses engagements. Nous sommes à sa disposition pour donner les réponses appropriées qui ne sont pas toutes satisfaisantes mais qui contiennent un début de satisfaction et même des progrès sensibles selon les chapitres. Nous avons la détermination, la volonté et le courage de persévérer dans la voie de cette réussite. Vous débattrez des plans d'action sectoriels à travers les différents ateliers et nous en assumerons les recommandations.

Cette revue à mi-parcours est aussi l'occasion d'écouter avec plaisir, attention et reconnaissance, la voix de nos amis, nos partenaires et bailleurs de fonds qui l'ont déjà manifesté à plusieurs reprises, leur nouvelles promesses, leurs recommandations et conseils pour nous aider à atteindre notre objectif.

Leurs annonces pour le second semestre 1995 seront enfin appréciées par le peuple Rwandais et toute la Communauté internationale comme une nouvelle preuve de solidarité.

Pour conclure, nous aimerions que les travaux de cette revue à mi-parcours soient un véritable cadre d'évaluation et de diagnostic approfondis appelé à formuler des observations et des recommandations de nature à permettre tant à nous mêmes, Gouvernement Rwandais d'abord ainsi qu'à nos amis-partenaires et bailleurs de fonds de s'investir davantage dans l'accomplissement et dans la réussite du Programme que nous nous sommes fixés, afin que les Rwandais, tous les Rwandais puissent vivre dans un pays sans drame, sans suspicion, et partagent les mêmes sentiments de dignité. Le Rwanda en a besoin - les Rwandais en ont besoin et nos amis étrangères nous le souhaitent.

Vive la paix, la reconciliation nationale et le développement du Rwanda.

Vive l'amitié et la Coopération Internationale.

**Je vous remercie.**

PROGRAMME D'ACTION POUR LE RAPATRIEMENT , LA REINSTALLATION  
ET LA REINSERTION DES REFUGIES ET DES PERSONNES DEPLACEES.

DECLARATION DU MINISTRE DE LA REHABILITATION ET DE  
L'INTEGRATION SOCIALE

Dr JACQUES BIHOZAGARA

Distingués délégués,  
Mesdames et Messieurs,

Le Programme de rapatriement , de la réinstallation et de la réinsertion des réfugiés et des personnes déplacées constitue l'une des grandes priorités du gouvernement en raison de son implication sociale et politique sur l'avenir du Rwanda.

Malgré les contraintes diverses, le bilan à ce jour a permis de jeter les bases sereines d'un retour massif des réfugiés et la réinsertion des centaines de milliers de réfugiés vivant dans des conditions précaires en milieu rural et urbain.

Mais depuis Janvier 1995, quelle a été le bilan?.

372.000 personnes ont été rapatriés dont 240.000 nouveaux réfugiés. Près de 400.000 personnes déplacées qui vivaient dans les camps sont tous rentrées chez eux et bénéficient en ce moment d'une assistance pour relancer la production et réhabiliter leur habitat.

Depuis quelques mois, nous observons un mouvement important de retour surtout en provenance du Burundi et de la Tanzanie tandis que les déplacements sont lents au Zaïre.

Sur le plan politique , le gouvernement a déjà initié une série d'accords tripartites entre les pays d'accueil des réfugiés pour accélérer le rapatriement des 1.530.000 réfugiés éparpillés entre le Burundi , le Zaïre et la Tanzanie.

La conférence des chefs d'Etat de la sous -région en Janvier à Nairobi, la conférence de Bujumbura sur les problèmes des réfugiés dans la sous-région , ainsi que les visites des hautes autorités dans la sous -région ont fourni des occasions pour clarifier la position de notre gouvernement sur la question à savoir :

- Le droit inaliénable de tous les Rwandais à retourner dans leur patrie.
- La garantie et la sécurité des biens et des personnes
- L'Equité et l'Egalité devant l'assistance; et l'appui au développement



A Genève, la Communauté des bailleurs avait faiblement répondu aux demandes de soutien en faveur du programme de réintégration sociale: 40 millions de dollars pour 273 estimés nécessaires. La situation ne s'est guère améliorée depuis et moins de 30 millions ont été décaissés à ce jour. Encore devons nous formuler une observation valable pour tous les programmes que je vais évoquer ici: une large part de ces fonds déboursés par des bailleurs bilatéraux a transité par des agences d'exécution et des ONG sans que nous soyons bien informés sur leur utilisation.

Il est vrai que, parallèlement au programme de réhabilitation, des opérations d'aide humanitaire ont été exécutées ou sont en cours d'exécution par des agences spécialisées telles que HCR, PAM, UNICEF, FAO et OMI, pour un montant de près de 200 millions de dollars, et ont souvent recoupé des composantes du programme de réhabilitation. Sur ces opérations non plus, le Gouvernement ne dispose pas toujours d'autant d'informations qu'il le souhaiterait. C'est un point sur lequel nous reviendrons.

Venons en maintenant à ce que nous avons appelé le programme de réhabilitation. J'aimerais d'abord attirer ici votre attention sur un changement d'optique de notre Gouvernement et notamment de mon département, chargé de la planification et de la coordination. Il y a huit mois, quand nous préparions le programme que nous allions présenter à Genève, nous étions situés dans un environnement d'urgence caractérisé par un contrôle limité de la chose publique, la méconnaissance de la situation réelle de notre pays et la faiblesse de notre Administration. Il nous fallait parer au plus pressé dans une perspective à court terme. Le Programme reflétait ces contraintes.

Depuis lors, nous pouvons nous autoriser à prétendre que notre Gouvernement reprend petit à petit la situation en mains et la perçoit mieux. Nous souhaitons dès lors sortir de la logique de l'urgence et nous resituer dans une optique de développement national à moyen et à long terme. Aussi, quand certains de partenaires nous ont proposé de reprendre des programmes antérieurs à la guerre, avons-nous accepté sans réticences de les renégocier avec eux. Dans certains cas, d'ailleurs, les annonces de Genève, sans l'avoir indiqué explicitement, incluaient la reprise de ces programmes.

C'est ainsi que le Programme que nous allons examiner pendant ces deux jours va déjà au delà de celui que nous avons proposé à Genève et intègre des actions de développement plus vastes que la simple réhabilitation. D'où ce montant de 900 millions de dollars de contributions extérieures, dont 500 millions engagés, qui constituent aujourd'hui le programme de développement du Rwanda à moyen terme.

Les infrastructures sociales ont été très endommagées par la guerre. Nous avons fixé comme objectif dans notre programme d'atteindre l'année prochaine le niveau de services prévalant avant la guerre et d'en améliorer si possible la qualité et les performances. Nous avons estimé nos besoins de réhabilitation minimale des secteurs sociaux à 110 millions de dollars en 1995.

Depuis, nous avons reçu des promesses pour 130 millions, mais 40 millions seulement ont été formellement engagés et une dizaine décaissés, principalement en faveur de l'Enseignement primaire et secondaire et de la Santé (encore une fois, sans mentionner les interventions des agences et des ONG qui nous sont très mal connues). Les départements de la Famille, de la Jeunesse et des Affaires Sociales sont négligés. Il en est de même de celui de l'Enseignement Supérieur et de la Culture. Cette situation nous préoccupe. Comment pouvons-nous parler de réconciliation et de reconstruction de l'économie sans prendre en compte les besoins de formation et de mobilisation sociale des acteurs de celles-ci? Pour qui reconstruire cette économie si nous négligeons les producteurs et les consommateurs

de demain? D'ailleurs, la réconciliation n'est-elle pas l'aboutissement de la réhabilitation? Ne faut-il pas la considérer comme un résultat de la relance du développement plutôt que comme un préalable?

C'est ce que le Gouvernement a voulu montrer en donnant la priorité à la reprise de l'enseignement. Aujourd'hui, avec près d'un million d'élèves, les écoles primaires ont retrouvé 75% de leurs effectifs d'avant-guerre et les écoles secondaires plus de la moitié. L'Université a plus d'étudiants qu'avant avril 1994. Ces résultats ont été obtenus avec pratiquement les seules ressources nationales, en dépit des dommages subis par les bâtiments et de la réduction des corps enseignant et académique.

Nos partenaires ont été plus présents dans le domaine des infrastructures. Nous nous félicitons des résultats obtenus. Si les décaissements sont encore très limités, cela se comprend pour des activités qui demandent des études préalables. Mais sur la base des négociations en cours et des engagements déjà pris, le programme de travaux publics sera totalement couvert, en matière de routes, de réhabilitation de bâtiments publics dans la capitale et dans l'intérieur et sans doute de réhabilitation des réseaux de distribution d'eau.

Certains services publics comme la distribution d'électricité, Radio Rwanda, les télécommunications, la Régie des aéroports et le transport public de personnes sont parvenus à un niveau de reprise satisfaisant dans un temps fort court. Mais on notera que seule l'entreprise publique d'électricité a bénéficié d'une aide importante. Les autres services ont été rétablis le plus souvent avec les ressources propres des entreprises responsables, ce qui est un signe encourageant dans la perspective de leur privatisation. Par contre, les services postaux n'ont été rétablis qu'à Kigali.

Dans l'ensemble, les activités menées dans le secteur des infrastructures ont bien répondu, avec ou sans aide extérieure, selon le cas, à l'objectif du Gouvernement qui était de donner aux entreprises les moyens d'exercer leur activité. La réussite de l'objectif de création d'emplois dépendra de la mise en route des programmes de réhabilitation à poursuivre et des programmes de constructions nouvelles reformulés.

En ce qui concerne la Gestion de l'Etat, le Gouvernement entendait rationaliser la gestion des ressources humaines, restaurer les capacités opérationnelles de l'Administration et renforcer ses capacités de gestion économique, financière et sectorielle. Sur le plan matériel, les contributions extérieures ont été importantes: elles ont couvert la réhabilitation d'une bonne partie des bâtiments ministériels et le rééquipement des départements en véhicules et bureautique.

Rappelons que le Gouvernement s'est engagé à limiter à 50% la reconstitution des effectifs de l'Administration, mesure qu'il s'agira de compenser par une amélioration qualitative des ressources humaines, ce qui reste encore à entreprendre.

C'est dans le domaine de la Justice, avec la formation de magistrats, l'amélioration des conditions d'incarcération et divers autres soutiens au département concerné, que les apports d'aide extérieure ont été jusqu'à présent les plus significatifs pour la reconstitution d'un Etat de droit. Mais ils sont encore insuffisants. Tout autant que l'opinion internationale, le Gouvernement est préoccupé par les retards enregistrés pour le jugement des génocidaires et les risques d'inéquité qui pourraient en découler.

Services sociaux, infrastructures et services publics tendent tous à offrir aux opérateurs économiques les conditions les meilleures pour la relance et le développement de l'activité économique proprement dite. Malgré une reprise sans...

doute insuffisante mais incontestable de ces services, l'appareil productif reste paralysé.

La production vivrière estimée dépasse à peine la moitié du niveau normal. La production agricole tournée vers l'exportation a chuté de près des deux-tiers. Seules une trentaine d'entreprises manufacturières sur cent ont repris leur activité à un niveau d'ailleurs assez proche du niveau antérieur. Les activités commerciales sont bien relancées. Les services financiers ont repris (deux sociétés d'assurance sur trois et trois banques sur cinq) mais seulement au niveau de leurs sièges dans la capitale.

Le lent redémarrage des secteurs productifs entraîne un accroissement préoccupant du chômage, que risque d'aggraver le retour progressif des réfugiés anciens et nouveaux.

Le programme de réhabilitation comprenait un montant de 50 millions de dollars en faveur d'un fonds de relance des entreprises. En dehors de la confirmation de quelques minces lignes de crédit à la Banque Rwandaise de Développement, cette composante n'est pas couverte. Outre le fait que cela compromet la relance des entreprises, on se demande comment les opérateurs privés pourront participer au processus de privatisation quand il sera mis en route.

Si la situation actuelle de la production agricole suscite des inquiétudes, les perspectives d'aide dans le secteur agricole sont encourageantes: nous enregistrons près de cent millions de dollars de promesses de financement dont plus de cinquante sont déjà engagés et couvriront la reprise prochaine de nombreuses interventions prioritaires. Dans cette logique, il convient que nos partenaires nous aident à éfiir une politique de prix agricoles à la production et créer un marché national des produits vivriers locaux.

Je terminerai ce bref état des lieux après un an de gouvernement d'Union Nationale par quelques mots sur la situation financière.

De janvier à avril 1995, les recettes de l'Etat se sont élevées à 4,4 milliards de FRW pour 9,9 milliards d'engagements, qui, avec 550 millions d'augmentation des arriérés de la dette, ont conduit à un déficit de 6 milliards. Le bas niveau des recettes publiques reflète le retard de la reprise des activités économiques. Les efforts d'adaptation des dépenses aux ressources disponibles ne sont pas parvenus à éviter ce déficit. En dépit des aides reçues pour l'apurement des arriérés extérieurs, de nouveaux arriérés ont été créés, constitués principalement par des arriérés de salaires et d'intérêts sur la dette. Quant aux impayés de la dette extérieure, ils se sont accrus de 60 à 69 millions de dollars. La dette intérieure se chiffrait déjà à la fin de 1994 à 45 milliards de FRW.

Avec 180 millions de dollars, les contributions annoncées à Genève dans le cadre de l'appui financier ont été globalement confirmées et même quelque peu accrus. Mais 107 millions seulement ont été engagés et 28 millions mobilisés.

Ces six premiers mois de l'année 1995 ont été consacrés à amorcer la reconstruction du pays. Au moment où nous en dressons le bilan, il s'agit aussi de définir les conditions dans lesquelles cette démarche va se poursuivre et comment elle peut, et doit, être améliorée.

Permettez-moi d'évoquer en quelques mots les priorités que le Gouvernement entend donner à son action et pour lesquelles il sollicite que l'appui de ses partenaires se poursuive et, parfois, s'amplifie. Ces grands thèmes seront débattus en ateliers au cours de ces deux journées, car nous avons pensé que leur importance justifie une réflexion approfondie.

Nous ne saurions trop souligner que le Gouvernement Rwandais souhaite dorénavant se placer dans une perspective de reprise du développement. La réconciliation nationale, que les hommes de cœur appellent de tous leurs vœux, ne sera possible que dans un contexte où chaque rwandais et chaque rwandaise aura sa place, contribuera au développement de la nation et recueillera les fruits de l'effort commun. La réconciliation est au bout de cette démarche, on ne peut exiger qu'elle la précède artificiellement.

Dans ce contexte, nous accordons une importance majeure au plan d'action pour la réintégration des réfugiés et personnes déplacées qui va vous être présenté. Nous demandons pour sa réalisation une contribution financière complémentaire. Mais n'oublions pas que presque rien n'avait été accordé à Genève et que ce plan doit être réalisé en étroite liaison avec le programme de réhabilitation qui s'adresse à tous les Rwandais sans distinction.

L'autre priorité concerne l'appui au secteur de la Justice. Là aussi un plan d'action est présenté pour lequel plusieurs contributions nous ont déjà été promises. C'est un élément important de la Capacité de Gestion de l'Etat pour lequel un programme vous sera soumis, concernant plus spécifiquement la Gestion Economique.

L'atelier sur l'appui financier évoquera, comme les deux suivants, le problème des procédures de décaissements et des procédures d'aide en général. En effet, tant pour les infrastructures et les secteurs productifs que pour le secteur social, les promesses et même les engagements de nos partenaires tardent à se concrétiser sur le terrain.

Le Gouvernement, interpellé par la population, s'autorise à son tour à interpeller ses partenaires. Le Rwanda, comme d'ailleurs l'ensemble de cette région d'Afrique, traverse une crise exceptionnelle. A une situation exceptionnelle, pouvons-nous vous demander d'unir vos efforts pour répondre par une approche exceptionnelle. Evitons de retomber dans les travers d'un mode de coopération qui a fait son temps et n'est plus adapté. Considérons la nation Rwandaise comme un tout qui sollicite notre intérêt dans toutes ses composantes, sans exclusive et sans préjugé.

On souhaite de la part de notre Gouvernement, et nous y souscrivons bien volontiers, qu'il offre au monde extérieur la transparence dans ses actions. Pouvons nous de notre côté demander à nos partenaires la même transparence dans leurs relations avec le Rwanda.

Si j'évoque en dernier lieu le débat que nous voulons lancer, comme dans d'autres pays, sur la problématique de l'aide humanitaire, complémentaire et non concurrente de l'aide au développement, ce n'est pas parce qu'il est de moindre intérêt. Bien au contraire, nous estimons que nos travaux doivent commencer par l'examen de ce thème, associé avec celui de la coordination entre les bailleurs et entre ceux-ci et le Gouvernement. Nous savons que plusieurs de nos partenaires partagent nos préoccupations à ce sujet et nous voulons leur donner l'occasion de les exprimer à nos côtés.

En dépit de l'appui précieux que lui apportent certains membres de la Communauté Internationale et certaines Organisations Internationales ou privées, que nous remercions solennellement ici, notre pays souffre encore, un après le drame exceptionnel qu'il a vécu, d'une sensation d'isolement et d'incompréhension. Je forme des vœux pour que les travaux de cette Conférence, à travers des échanges de vue positifs, aident le Rwanda à retrouver sa place dans le concert des Nations.

Je vous remercie.

**REPUBLIQUE RWANDAISE**

**CONFERENCE DE TABLE RONDE**

**REVUE A MI PARCOURS**

**(Kigali, 6-7 Juillet 1995)**

VERSION PROVISOIRE  
RWA/RT/MTR/1995/8  
3 Juillet 1995  
Original: Français

---

**Secteurs Sociaux**

**Ministère du Plan**

**Programme des Nations Unies pour le Développement**

RAPPORT GENERAL SUR LE PROGRAMME DE REHABILITATION  
ET DE RELANCE SOCIO-ECONOMIQUES

LES SECTEURS SOCIAUX  
(Draft, 1er juillet)

1. L'ENSEIGNEMENT

1.1. Rappel des objectifs

L'objectif général exprimé à la Table Ronde était de retrouver dès 1996 le niveau de services prévalant avant la guerre et d'en améliorer la qualité et les performances. La réhabilitation sociale, favorisée par une stratégie d'éducation et de mobilisation sociale était considérée comme le fer de lance de la réconciliation nationale. La participation active des populations bénéficiaires et la promotion du secteur privé devaient sous-tendre cette stratégie.

1.2. Réalisations

Le Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire a poursuivi avec succès les efforts qu'il avait entamés aussitôt après la mise en place du Gouvernement.

On rappellera que l'enseignement primaire avait rouvert ses portes dès septembre 1994, en accueillant 760.000 élèves, leur permettant ainsi d'achever l'année scolaire 1993-94, interrompue par les événements d'avril 1994. A la fin du trimestre, ces effectifs atteignaient 800.000 enfants, soit environ 65% des effectifs d'avant-guerre.

En mars 1995, l'examen de fin d'études primaires a été organisé en quatre langues (français, anglais, kiswahili et kinyarwanda) pour permettre aux élèves de toutes origines d'y participer.

La nouvelle année scolaire a commencé en janvier 1995 et se poursuivra sans interruption jusqu'en septembre, ce qui permettra de retrouver un calendrier scolaire presque normal dès la prochaine rentrée. Les effectifs inscrits sont à présent de 941.000 enfants, en augmentation de 17.5 % et atteignant les trois-quarts des effectifs d'avant-guerre. Ces effectifs représentent environ 16% de la population présente, ce qui peut légitimement faire penser que le taux de scolarisation des classes d'âge correspondantes dépasse légèrement le taux antérieur qui était de l'ordre de 65%.

Il faut porter ces résultats remarquables d'abord au crédit du Miniprisec, car ses ressources étaient très limitées. Le Programme de Genève estimait à dix millions de dollars les besoins minimaux de réhabilitation et de rééquipement: on se trouve loin de compte. Les intervenants ont été surtout des ONG, parmi lesquelles on citera Adra, Aide et Action, Coop et Save the Children. Le HCR est intervenu par sur financement de la Banque Mondiale, l'ACCT a contribué à la réfection des toitures en préfecture de Cyangugu.

Le Miniprisec ne dispose pas d'information détaillée sur toutes ces interventions.

Par contre, on peut évaluer avec plus de précision, physiquement sinon en valeur, les apports matériels:

- l'UNICEF a offert:
  - 6.000 Coffres d'Urgence pour l'Enseignement, couvrant les besoins en matériel d'autant d'enseignants et de 480.000 élèves;
  - du matériel de bureau à tous les inspecteurs d'arrondissement et des véhicules pour dix d'entre eux,

et a contribué aux examens de fin d'études primaires pour 1,7 MFRW de matériel et 1,8 MFRW de carburant;

- l'ONG Aide et Actions a distribué du matériel scolaire à 150 écoles primaires dans les quatorze communes, réparties dans presque tout le pays, qu'elle aidait déjà avant la guerre;
- la France et la Rhénanie-Palatinat ont fait don de fournitures scolaires;
- l'ACCT a offert 90.000 manuels (produits par l'Imprimerie scolaire nationale) dont 29.000 ont été livrés;
- l'Allemagne a contribué pour 38,8 millions de FRW aux examens de fin d'études primaires.

Le Miniprisec est préoccupé par le niveau de formation des enseignants du primaire: le taux de qualification moyen des 17.125 instituteurs est de moins de 50% alors qu'il était de 60% des 22.000 en activité avant-guerre. Dans le premier cycle, ce taux tombe à 27 %.

L'enseignement secondaire a repris moins rapidement que l'enseignement primaire. Toutefois, dès la mise en place du Gouvernement, dix établissements ont rouvert leurs portes pour abriter d'octobre 1994 à février 1995 une session spéciale organisée à l'intention de 3.850 finalistes de l'enseignement secondaire, dont 3.000 ont obtenu un diplôme en fin de session.

L'Union Européenne (à travers la Fondation Rwanda 2000) et l'Allemagne ont contribué au succès de cette session, toutes deux par une aide alimentaire et la seconde en fournissant une prime à 200 professeurs.

Par la suite, l'administration s'est efforcée de rassembler les moyens de relancer l'ensemble du réseau d'enseignement secondaire, constitué avant-guerre de 112 établissements publics et libres subsidiés comptant 60.000 élèves et 168 écoles privées aux effectifs mal connus.

Les premières écoles ont commencé à fonctionner le 18 avril 1995 et aujourd'hui, l'objectif du Gouvernement de rétablir dès cette année scolaire 60% du potentiel est en passe d'être atteint avec 51 établissements en fonctionnement et 30.500 élèves et 66 établissements et 40.000 élèves sous peu. Les effectifs enseignants ont été reconstitués au niveau de 1.650 personnes (pour 2.000 avant-guerre), de niveau inégal et souvent insuffisant.

Le premier semestre secondaire prendra fin le 22 septembre et le second semestre s'étalera du 9 octobre 1995 au 26 janvier 1996.

Le Programme de réhabilitation prévoyait 6,5 millions de dollars pour la réhabilitation des établissements secondaires. Cet objectif n'a pas été mieux atteint que celui de l'enseignement primaire. On notera cependant:

- une contribution de l'Union Européenne à la réhabilitation du Groupe scolaire de Butare: 0,250 MECU
- la réparation de 16 écoles par la Rhénanie-Palatinat,
- la réfection de quelques écoles par le HCR sur fonds de la Banque Mondiale



et le rééquipement par l'Union Européenne (Fondation Rwanda 2000) des dix écoles ayant abrité les finalistes du secondaire.

En ce qui concerne les écoles privées, le Fonds de soutien n'a pu être constitué mais elles ont bénéficié, à l'instar des écoles publiques, d'une aide alimentaire (non chiffrée) du PAM, du CICR et de la Fondation Rwanda 2000.

L'Administration Centrale de l'Enseignement Supérieur et de la Culture souffre d'un extrême dénuement de moyens matériels de fonctionnement. Cette administration a presque reconstitué ses effectifs jusqu'au niveau d'avant-guerre (82 agents sur 97), car les autorités financières ont admis qu'elle pouvait le faire pour couvrir ses besoins effectifs. Mais ce personnel manque cruellement de moyens de travail, le Ministère ayant très peu bénéficié jusqu'à présent des aides au rééquipement qui ont favorisé d'autres services.

L'enseignement supérieur a été très sérieusement touché par les événements de 1994. Des dégâts considérables ont été enregistrés dans les campus de Butare et de Ruhengeri, à la Faculté de Droit de Kigali, à l'Institut Supérieur d'Agriculture et d'Elevage de Busogo.

Les activités académiques ont repris le 2 avril 1995 au campus de Butare, où toutes les Facultés ont été rassemblées, mais elles aussi dans une situation de dénuement indicible. Avec plus de 3.000 étudiants (dont un quart d'étudiantes) dans les 11 facultés, écoles et instituts, les effectifs sont aujourd'hui plus importants qu'avant la guerre, quoique un millier d'étudiants aient été massacrés <sup>1/</sup>:

	89/90	1995
Agronomie	142	129
Droit	201	407
Ecole Normale Supérieure <sup>2/</sup>		55
E.S.T.M.	132	157
Lettres	440	361
Médecine	162	226
Sciences	294	177
Sciences appliquées	102	172
Sciences économiques <sup>3/</sup>	514	1003
Sciences de l'Education	198	179

Le corps académique a été sévèrement frappé par la guerre: il ne compte plus aujourd'hui que 130 professeurs contre 276 auparavant, dont quarante ont péri. Le personnel administratif qui comptait 1.330 personnes a été réduit à 570.

Malgré cette situation difficile, le Ministère de l'Enseignement Supérieur a rencontré peu de soutien dans ses efforts pour relancer l'Université.

---

<sup>1/</sup> Les informations sur les effectifs par faculté portent sur 2.866 inscrits. Les effectifs de l'Ecole Supérieure de Santé Publique et Nutrition ne sont pas compris; l'I.S.A.E. de Busogo n'a pas repris.

<sup>2/</sup> L'E.N.S. n'offre encore qu'une année d'étude.

<sup>3/</sup> Cette faculté compte quatre sections: Sciences économiques, Gestion, Sciences sociales et l'Institut d'Administration Publique.

L'UNICEF a fourni une petite aide de 20.000 \$, assortie de deux véhicules; le PNUD a fourni deux véhicules également. Un séminaire et une conférence, le premier sur l'aide d'urgence et la reconstruction du système éducatif, la seconde sur la politique d'éducation au Rwanda ont été financées par l'UNESCO.

Par ailleurs, et surtout, l'Université a pu redémarrer grâce à un prélèvement de 325 millions de FRW sur les fonds de contrepartie de la Belgique, du Canada et de l'Union Européenne, ce qui a pu couvrir les premiers salaires et bourses d'études des étudiants. Mais depuis, l'Université ne subsiste que par miracle.

Les autorités actuelles ont hérité du lourd handicap laissé par la mauvaise réputation de l'Université du Rwanda en matière de gestion: la multiplication des Campus et un personnel administratif pléthorique en avaient fait l'une de Universités les plus coûteuses du monde avec un enseignant pour 86 étudiants; cette situation était aggravée par les ingérences politico-ethniques et l'insuffisant développement des filières techniques.

Il importe de noter qu'aujourd'hui, l'on tente de corriger ces travers par:

- la réduction des coûts (accroissement des effectifs et amélioration de la ratio professeurs/étudiants (1/236), remplacement des bourses d'études par des prêts/bourses, promotion de l'expertise universitaire),
- la démocratisation de l'enseignement supérieur,
- le regroupement géographique des facultés,
- la réforme des programmes...

La Recherche, assurée par l'Institut de Recherche Scientifique et Technologique, n'a repris elle-même que sur une faible subvention gouvernementale de 30 millions FRW; les effectifs du personnel ont été réduits de 105 à 70 personnes.

Le Gouvernement s'efforce de définir de nouvelles orientations de la Recherche:

- définition d'un plan national et mise en place d'un fonds national de subventions,
- mise en place d'un système de gestion informatisée,
- inventaire du potentiel scientifique et technologique.

### 1.3. Priorités et perspectives

Il reste beaucoup à faire pour la réhabilitation de l'enseignement.

Pour le Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, la réfection et le rééquipement des écoles et la formation des enseignants demeurent les priorités. Concernant ce dernier point, la formation continue des enseignants et l'élaboration de programmes nouveaux, adaptés et allégés seront à privilégier. L'adaptation partielle du réseau à une population scolaire utilisant une autre langue est également nécessaire.

Le Miniprisc se préoccupe spécialement du niveau de formation des enseignants et souhaite donner une priorité à leur formation. Le problème est aggravé du fait que beaucoup d'enseignants rapatriés ne sont pas au fait des programmes et des méthodes en vigueur dans le pays. Diverses actions vont commencer bientôt sur financement de:

- l'Allemagne:
- la Banque Mondiale (premier projet sectoriel d'éducation):
- l'UNICEF:

Le programme de formation 1995 s'adressera à 11.200 enseignants du primaire et 900 du secondaire.

Le premier projet sectoriel d'éducation financé par la Banque Mondiale a été interrompu par les événements de 1994. Le Gouvernement et la Banque se sont mis d'accord pour le restructurer et le reprendre en quatre composantes, couvertes par un financement de 1,42 milliard de FRW:

1. la formation des enseignants du secondaire (déjà citée plus haut),
2. la réhabilitation de 3.000 salles de classe primaires en deux phases de 1.000 et 2.000 unités,
3. la fourniture de mobilier à ces classes (table et chaise, tableau noir, armoire et 10 pupitres par classe),
4. la fourniture de manuels et matériel scolaires.

De son côté, l'Allemagne a donné son accord pour:

- la reprise du Service mobile d'encadrement pédagogique (SMEP); les deux volets de ce projet (formation continue des enseignants du primaire et élaboration de programmes et manuels dans les domaines des sciences, de l'hygiène et de la technologie) représentent un apport de: 3,0 MDM
- le rééquipement de base de 12 écoles secondaires dans les préfectures de Butare, Cyangugu, Gikongoro et Kigali pour une valeur de: 0,1 MDM
- la réfection d'urgence de quatre écoles techniques, l'amélioration de leurs conditions matérielles et de la formation qu'elles dispensent, pour un total, étalé sur trois ans de: 4,0 MDM

Le programme de réhabilitation de l'Union Européenne couvre la fourniture de mobilier à 64 écoles secondaires dans l'ensemble du pays.

Enfin, la restructuration du portefeuille de la Banque africaine devrait couvrir:

- la construction et l'équipement de l'école technique de Gitarama pour: 1,3 MUC
- la réhabilitation de 37 écoles secondaires pour: 6,4 MUC

Le Ministère évalue actuellement dans le détail le coût de la réhabilitation des écoles, mais les premières estimations montrent que le budget alloué risque de ne pas suffire aux besoins de réhabilitation des 37 établissements, d'autant plus que le montant global du projet de la BAD (10 MUS\$) devra être réparti entre l'enseignement primaire et secondaire et l'enseignement supérieur.

En matière de constructions scolaires et de formation, le programme de travail du Miniprisec au cours des prochains mois est donc chargé, avec plus de 16 millions de dollars de financements acquis ou en négociation.

Le Ministère souhaite un appui pour effectuer, dans le courant du semestre, une consultation portant sur la mise à jour de la situation des réseaux primaires et secondaires, publics et privés, en matière de réhabilitation et d'équipement ainsi que pour l'établissement de la carte scolaire.

L'avenir demeure très bouché pour l'enseignement supérieur, en faveur duquel le 16 millions de projets proposés dans le Programme de réhabilitation sont loin d'être couverts.

Une contribution des Fonds fiduciaires du PNUD d'un total de 1,4 million de dollars sera répartie entre la réhabilitation pour 400.000 \$ et le fonctionnement (salaires du corps enseignant et bourses d'études) pour un million.

Le Programme Education de la Banque Africaine de Développement consacrera trois millions de dollars à l'U.N.R. dont la plus grande partie pourrait être dévolue à la réhabilitation des Facultés des Sciences (appui institutionnel et rééquipement).

Rappelons que les besoins exprimés au début de l'année s'élevaient à plus de 10 millions, dont:

- réhabilitation	8.800
- appui institutionnel	500
- réforme du système de gestion	1.000

On estime le total des besoins à près de 20 millions, dont 14 pour l'Université et 4,5 pour la Recherche. Ce montant dépasse sans doute largement les ressources nationales ou extérieures mobilisables, mais une réflexion sur l'avenir de l'institution paraît nécessaire. On est en droit de se demander, et cela est valable pour tous les niveaux d'enseignement, quelle serait la signification d'une politique de réhabilitation et de relance de l'économie qui n'intégrerait pas la formation des producteurs et des consommateurs de demain.

## 2. LA CULTURE

On oublie généralement que le Ministère en charge de l'Enseignement est aussi le Ministère de la Culture. Il est bon de rappeler ici les termes par lesquels le Gouvernement avait exprimé dans le document de la Table Ronde les objectifs de sa politique culturelle:

"Promouvoir un développement culturel national et authentique, axe sur les meilleurs valeurs de la culture rwandaise et se démarquant du culte de la violence [à travers] la mise en oeuvre d'un programme d'éducation pour la paix."

Après les événements qu'a vécus le Rwanda, ces objectifs étaient non seulement raisonnables mais correspondaient aux impératifs de réconciliation et de reconstruction de la société rwandaise. Il est paradoxal qu'aucun projet en rapport avec la réconciliation nationale et l'éducation pour la paix et la démocratie n'ait reçu de soutien de la part de la Communauté internationale: la seule aide reçue par le Gouvernement dans ce domaine s'est limitée à une subvention de 8.770 US\$ de l'UNESCO pour l'organisation à Kigali en mai dernier d'un séminaire dans le cadre de "l'Année internationale pour la Tolérance".

En dépit des engagements nuls des partenaires du Rwanda en faveur du secteur culturel à la Conférence de Genève, bilan que rien n'est venu corriger depuis, mais compte-tenu de la place privilégiée dont devrait bénéficier la culture dans le processus de reconstruction nationale, le Gouvernement ne peut que réitérer et amplifier ses demandes de soutien qui concernent notamment:

- la réhabilitation du Musée du Rwanda (qui a rouvert ses portes dès juillet 1994, mais se trouve dans un état lamentable),
- la réhabilitation de la Bibliothèque Nationale,
- la création d'un Centre national de langues.

En général, le Gouvernement souhaite:

- promouvoir des activités d'enrichissement, de conservation et de diffusion de la culture rwandaise,
- éduquer la population rwandaise en matière de droits de l'homme et de démocratie (création d'un Centre d'éducation pour la paix),
- promouvoir l'éducation aux valeurs positives de la culture rwandaise et universelle par l'introduction dans le cadre de l'enseignement supérieur d'un programme sur l'éducation aux droits de l'homme.

**MEETING OF HEADS OF AGENCIES (12 JULY 1995)**

*PROVISIONAL AGENDA*

1. Secretary-General's Visit to Rwanda
2. Letter to the Minister of Rehabilitation on the IOC
3. Transitional Arrangements between the Office of the UN Resident Coordinator and UNREO
4. Standardization of Conditions of Service and Remuneration for Regular UN Staff Working in Rwanda
5. Other Items

[the draft, from  
Ken? from]

**REPUBLIQUE RWANDAISE**

**CONFERENCE DE TABLE RONDE**

**REVUE A MI PARCOURS**

**(Kigali, 6-7 Juillet 1995)**

VERSION PROVISOIRE  
RWA/RT/MTR/1995/4  
3 Juillet 1995  
Original: Français

---

**Réintégration des Réfugiés et Personnes Déplacées**

**Ministère du Plan**

**Programme des Nations Unies pour le Développement**

## INTRODUCTION

L'objectif de ce rapport est de présenter un résumé de l'état d'avancement du sous-programme pour la réinsertion des réfugiés et des personnes déplacées ainsi que le Plan d'Action du Gouvernement pour les 2 années à venir. Ce document servira de base aux discussions du groupe de travail lors de la Revue à Mi-Parcours de la Conférence de Table Ronde.

## 1 - OBJECTIFS ORIGINAUX

### 1.1 - Situation

Les événements qui ont affecté le Rwanda d'avril à juillet 1994 ont eu un impact sur les mouvements de population dont on ne trouve pas d'exemple en un temps si court et à une telle échelle par rapport à la population totale d'un même pays. A cela s'est ajouté le retour d'une partie de la diaspora de longue date rentrée après trente ans d'exil.

Les massacres perpétrés d'avril à juillet 1994 coûtèrent la vie à un million de personnes. En Novembre 1994, on estimait à 1,8 million le nombre de réfugiés récents, dont la majeure partie se trouvait au Zaïre tandis qu'il restait encore 400 000 personnes déplacées dans les camps de l'ex-zone Turquoise.

Jusqu'en Décembre 1994, le retour d'environ 1 200 000 réfugiés a été enregistré dont 600 000 anciens réfugiés et 600 000 nouveaux réfugiés (350 000 provenant du Zaïre, 150 000 de Tanzanie et 100 000 du Burundi). Même si l'on constatait un mouvement de retour spontané évident des réfugiés nouveaux, ce mouvement restait limité.

### 1.2 - Stratégie du Gouvernement

Compte tenu de ces larges mouvements de population le Gouvernement a fait du retour et de la réintégration sociale des populations encore réfugiées ou déplacées une priorité du Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et de la relance socio-économique. Les problèmes auxquels le Gouvernement devait faire face concernaient:

- Le maintien de la sécurité intérieure afin de créer un climat de confiance,
- La défense des droits de propriété, ruraux, urbains, détenus avant les événements d'avril 1994 et la résolution des conflits,
- Le rapatriement, l'installation et la réinsertion des réfugiés "anciens",
- Le rapatriement et la réinstallation des réfugiés "nouveaux",
- L'aide au retour des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

### 1.3 - Objectifs

Le "Programme de Réconciliation Nationale et de Réhabilitation et Relance Socio-Economiques" présenté par le Gouvernement à la Table Ronde de janvier spécifiait les objectifs suivants pour 1995:

- Installation de 700 000 réfugiés anciens déjà rapatriés à la fin de 1994 et rapatriement et installation de 300 000 autres réfugiés anciens d'ici fin 1995
- Rapatriement et réinstallation de plus de 2 millions de réfugiés nouveaux dont 500 000 déjà de retour, 900 000 au cours du premier semestre, 400 000 au cours du second semestre et 500 000 après 1995.
- Transport et réinstallation de 400 000 déplacés et assistance pour la restauration des habitations de 1,8 million autres.

### 1.4 - Programme d'action

Le programme d'action comprenait 2 composantes mises en oeuvre sur plusieurs années en



fonction du rythme de retour et des capacités d'absorption du pays:

- La composante "Installation" pour les réfugiés anciens pour \$170 millions dont 50% à la charge des bénéficiaires
- La composante "Réinstallation" pour les réfugiés nouveaux pour \$178,5 millions

A cela s'ajoutait le renforcement du MINIREISO ainsi qu'un fonds d'étude et d'enquêtes pour \$5 millions.

## **2 - CONTEXTE**

Globalement il est estimé que la population présente en Mai 1995 représentait 70% du total de la population d'avant Avril 1994, 5 480 000 contre 7 750 000, 1 100 000 personnes ayant été tuées, 1 700 000 étant toujours réfugiées à l'extérieur (Estimation HCR - 10%), 750 000 anciens réfugiés étant rentrés et 390 000 s'étant déplacées intérieurement.

Le mouvement spontané de retour des nouveaux réfugiés enregistrés a diminué d'une manière importante au cours des derniers mois, lié entre autre aux événements de Kibého, alors que le rapatriement des 1 700 000 réfugiés vivant toujours en dehors du pays (1 050 000 au Zaïre, 4 000 en Ouganda, 470 000 en Tanzanie et 188 000 au Burundi) est essentiel pour la stabilisation de la région et le processus de reconstruction du Rwanda.

## **3 - MODIFICATION DES OBJECTIFS ORIGINAUX**

La fermeture des camps de personnes déplacées intérieurement a accru le besoin d'appui à la réinstallation tandis que le ralentissement des retours spontanés justifiait de nouvelles mesures.

## **4 - RESULTATS**

### **4.1 - Résultats financiers**

Avec \$40 millions pour \$274 millions demandés; les annonces faites à Genève, dont d'ailleurs une partie ne correspondait pas directement au contenu, ont faiblement répondu aux besoins exprimés par le Gouvernement. A ce jour, \$62,4 millions sont affectés dont seulement \$48,8 millions engagés. Parmi celles-ci le projet BAD "Aménagement du Mutara" et l'engagement japonais pour les agences des Nations Unies représentaient près de 70%. Sur ce total, \$29,3 ont été décaissés et la partie mobilisée, de l'ordre de \$3,1 millions l'a été le plus souvent par le truchement du programme d'aide humanitaire réalisé dans le cadre de l'appel consolidé inter-agences.

On notera que des opérations d'importance ont été conduites dans ce cadre en particulier par le HCR (\$9.5 millions déboursés de 1/08/94 au 31/12/94 avec un budget de \$25 millions pour 1995), par le PAM (contribution 1/07/94 - 31/05/95 de \$80 millions), par l'UNICEF (contribution 1/07/94 - 31/05/95 de \$49,5 millions), par la FAO (contribution de \$7.3 juillet 94-Déc. 95 non compris \$11 millions pour les intrants agricoles) et l'OIM (contribution 01/07/94 - 31/05/95 \$4,6 millions).

A cela il convient d'ajouter les activités des ONGs, le plus souvent de type humanitaire, sur lesquelles peu d'informations sont disponibles.

### **4.2 - Résultats opérationnels**

Au cours des 5 premiers mois de 1995, un retour spontané au pays d'environ 372 000 réfugiés a été estimé à partir des observations dans les communes, dont 132 000 anciens réfugiés et 240 000

nouveaux réfugiés. Néanmoins le HCR enregistrait, sur la même période, le retour de 137 000 réfugiés dont 23 000 nouveaux -  
Sur la même période l'ensemble des déplacés internes ont été réinstallés

Il est probable que l'objectif de 300 000 réfugiés anciens rapatriés sera atteint fin 1995. Toutefois concernant les réfugiés nouveaux l'objectif de rapatriement n'a pas été atteint. Au mieux, seuls 240 000 sur 900 000 personnes attendues sont revenus au cours du premier semestre.

En matière d'installation permanente, hormis environ 15 000 familles installées au Mutara et environ 1 300 familles installées à Rwinkwavu, la majorité des réfugiés anciens, actuellement, s'abritent toujours provisoirement dans des maisons inoccupées, dans des infrastructures collectives, chez des proches ou sous des abris provisoires. Parallèlement, une partie non négligeable des réfugiés nouveaux et des personnes déplacées se trouvent, du fait des destructions, dans une situation similaire de précarité.

#### **4.3 - Contraintes**

La portée limitée des résultats du programme de réinsertion s'explique entre autre par une réticence au retour des réfugiés nouveaux liées aux conditions de vie dans les camps, à l'encadrement dont ils font l'objet, ainsi qu'à l'information insuffisante sur les conditions de sécurité à l'intérieur du pays.

Ces résultats sont aussi liés à la faiblesse des réponses de la communauté internationale lors de la Table Ronde qui, sans aucun doute, a limité le gouvernement dans la mise en oeuvre son programme de réinstallation.

En particulier, la perception par la communauté internationale que toute amorce de solution du problème des réfugiés nouveaux actuellement présents dans les camps à l'extérieur du pays passe par un ensemble de mesures spécifiques pour l'installation permanente et la réinsertion des réfugiés anciens est encore insuffisante.

### **5 PLAN D'ACTION**

Le Plan d'Action proposé par le Gouvernement entend définir un cadre d'intervention général répondant aux besoins immédiats des personnes à réinsérer tout en jetant les bases d'un redémarrage économique du Pays dans contexte de réconciliation nationale.

Il s'inscrit en droite ligne dans l'application des accords d'Arusha et en particulier il s'appuie sur:

**- Le droit inaliénable au retour**

Tous citoyens rwandais a un droit inaliénable à retourner sur sa terre.

**- La garantie et la sécurité des biens et des personnes**

La restitution des biens des citoyens rwandais ayant quitté le Pays depuis moins de 10 est garanti, ans lors de leur retour, par les accords d'Arusha. Le Gouvernement entend traiter, en priorité, ce problème en garantissant les conditions d'une installation permanente des rapatriés revenus sans terre ou sans maison et en définissant un cadre juridique pour les occupations temporaires.

**- Un programme de réconciliation global**

La réinsertion des rapatriés et des réfugiés est un problème global ne se limitant pas aux seules actions d'installation physique (habitat) des personnes revenant sans biens sur les sites d'installation choisis. La réinsertion effective et durable de l'ensemble des victimes ne pourra s'effectuer qu'à travers un processus de développement socio-économique touchant prioritairement les zones les plus sensibles et s'étendant progressivement à l'ensemble du Pays.

- **L'équité et l'égalité devant l'assistance et l'appui au développement**

Certes l'installation des rapatriés est une question d'urgence, mais ces actions doivent s'insérer dans un ensemble d'interventions bénéficiant, d'une manière équilibrée, au développement socio-économique des différentes composantes de la population, rapatriés, déplacés, réfugiés encore à l'extérieur et personnes en place.

- **La préservation de l'environnement et des ressources naturelles**

Le Gouvernement a conscience de la pression considérable que l'installation de 120 000 familles et à terme de 40 000 autres fait peser sur les ressources naturelles du Pays.

- **La prise en compte des capacités d'absorption du Pays.**

La réintégration et la réconciliation de l'ensemble des composantes du peuple rwandais est un processus à long-terme. Néanmoins, en fonction du caractère d'urgence, des besoins des bénéficiaires, des capacités d'exécution, les interventions se concentreront sur certains types d'actions et certaines zones du pays.

### **Objectif**

Ce Plan a été élaboré sur la base des différentes études et propositions existantes articulées dans le cadre d'une stratégie cohérente et à travers une concertation aussi étroite que possible entre les différents ministères, les agences, les bailleurs de fonds et les autres intervenants.

Ainsi défini, il constitue un document opérationnel pour le démarrage rapide d'un ensemble d'actions coordonnées entre elles et dans le temps permettant, dans le cadre d'une stratégie globale, l'intégration et la complémentarité des différentes contributions tant techniques que financières.

Il convient toutefois de préciser que, la situation générale étant évolutive, il doit être perçu comme un outil qui devra être régulièrement réactualisé en fonction de l'évolution des besoins et des études, et développé de façon à intégrer de nouvelles propositions.

Les besoins du Pays en matière d'installation, de réhabilitation et d'appui au développement sont considérables. Environ 160 000 familles dont probablement 130 000 rurales et 30 000 urbaines sont ou seront à terme à installer de manière permanente. L'habitat existant ainsi que les infrastructures socio-économiques et économiques sont dans des proportions variables à réhabiliter. Le tissu urbain, hormis la capitale, est très réduit. Le système économique est profondément perturbé, le système bancaire est très affaibli. La reconstitution du tissu social requière un effort considérable. Une attention toute particulière devra être portée aux associations, groupements, jeunes, femmes, groupes vulnérables.

### **Stratégie**

Il apparaît clairement que toute amorce de solution du problème des réfugiés nouveaux actuellement présents dans les camps à l'extérieur du pays passe par un ensemble de mesures spécifiques pour l'installation permanente et la réinsertion des réfugiés anciens tout en prenant en compte les besoins spécifiques de réinsertion des réfugiés nouveaux et de réhabilitation du pays, ceci s'inscrivant dans un contexte de développement durable et équilibré du Pays.

Le succès de cette démarche repose sur la mise en oeuvre d'un ensemble d'actions coordonnées, couvrant les besoins élémentaires immédiats des rapatriés et personnes déplacées, préservant le potentiel social, initiant un redémarrage économique et s'inscrivant dans le durable. Mises en oeuvre en priorité sur certaines zones d'intervention et suivant un calendrier déterminé, elles s'articuleront autour d'aides spécifiques pour l'installation et d'appui de type social et économique touchant l'ensemble des populations des zones concernées et pour certaines d'entre-elles le pays entier. Pour ce faire, et compte tenu de la situation présente, le Plan d'Action s'appuiera sur 4 axes stratégiques:

- Stabiliser et sécuriser la population

Cet axe regroupera des actions destinées à favoriser le retour et la satisfaction des besoins primaires, retour au pays, habitat stable et garanti, nourriture,

- Préserver les potentialités de développement

Cet axe regroupera des actions destinées à garantir les bases sociales d'un redémarrage progressif de l'activité nationale en matière d'éducation, de santé et d'organisation sociale.

- Dynamiser la reprise du pays

Cet axe regroupera des actions destinées à permettre la réactivation d'une activité économique autonome en matière de production agricole, de petites et moyennes entreprises, de services (transport, crédit, .), de préservation des ressources naturelles et de l'environnement, et de mobilisation des ressources humaines,

- Garantir la durabilité du processus

Enfin, la durabilité du processus ne pourra être garantie qu'à travers un appui réhabilitant les structures institutionnelles nécessaires.

## Contenu

Le Plan d'Action a vocation à couvrir l'ensemble du pays et de peuple rwandais Néanmoins pour des raisons d'urgence, de capacité de mise en oeuvre et de maîtrise du processus cette première phase se concentrera sur 7 zones d'intervention, 5 rurales et 2 urbaines, couvrant les différents sites d'installation actuellement retenus. Il concernera, dans une première phase, à divers degrés environ 1 100 000 ruraux et 25 000 urbains. En particulier, les zones d'interventions retenues couvrent 50% des réfugiés en Tanzanie et 75% des réfugiés en Tanzanie.

Il convient de souligner que la capacité d'accueil réelle des sites déjà identifiés, et seuls pris en compte dans cette première phase, est supérieure aux estimations utilisées pour cette première phase. De plus, un ensemble de sites diffus pour une superficie d'environ 50 000 ha et une capacité d'accueil estimée à 30 000 familles a été identifié et est en cours d'étude.

Sur les 2 premières périodes (24 mois), le Plan d'Action entend répondre à l'installation permanente de :

- - 24 950 familles rurales par la viabilisation des sites et la construction de maisons ainsi qu'à la rénovation de 17 500 autres. A cela s'ajoute la construction de 2 100 classes et la rénovation de 1 950 autres ainsi que la construction de 5 centres de santé et l'extension ou la rénovation de 7 hôpitaux pour répondre aux besoins d'équipement des populations nouvellement installées et de rénovation des populations environnantes.
- - 1 620 familles en milieu urbain et la rénovation de 2 400 maisons ainsi que la construction de 33 classes

De plus, une provision pour l'installation de 30 000 autres familles rurales sur les sites diffus en cours d'étude a été budgétisée pour les période 2 et 3.

Des actions de développement socio-économiques seront mises en oeuvre à travers 5 projets de réintégration et de développement couvrant en partie les préfectures de Byumba (Zone 1 Mutara), de Kibungo (Zone 2 Kibungo), de Kigali (Zone 3 Bugesera), de Butare (Zone 4 Butare-rural), et de Gisenyi (Zone 5 Gisenyi). Ces projets se concentreront sur des actions de développement, animation rurale, association et groupement, vulgarisation, promotion du crédit et des petites entreprises, environnement et d'appui aux communes. Ils assureront aussi le suivi des actions de construction et de rénovation d'habitat et d'infrastructure socio-économique en étroite concertation avec les structures communales. Cet ensemble d'actions touchera un potentiel d'environ un 1,3 million de ruraux.

Enfin des actions à vocation nationale prendront en charge le crédit, l'habitat urbain, l'identification et l'étude de nouveaux sites d'installation, le cadre législatif foncier, l'urbanisation secondaire, l'environnement, l'élevage bovin, la communication, ainsi que les ressources humaines et les migrations

régionales.

## **Financement**

Pour cette première tranche le coût total s'élève à \$204 millions. Parmi ce montant il convient de distinguer un montant de \$138,0 millions s'adressant directement à des actions de réintégration des populations et qui sont du ressort du sous-programme 2 et \$67,0 millions s'adressant plus particulièrement à des actions de développement et donc du ressort du sous-programme 3. Parmi ces dernières un certain montant des engagements déjà pris devrait être orienté en priorité sur les zones de réintégration et de développement retenues dans le plan d'action.

Pour cette première phase du Plan d'Action, actions de réintégration et de développement incluses, un financement de 93,9 millions est requis pour la 1<sup>o</sup> année, de 73,2 millions pour la seconde année et de 37,0 millions pour la 3<sup>o</sup> période.

## **Méthodologie**

La méthodologie repose sur

### **- Approche intégrée**

Combinaison d'actions d'urgence à caractère humanitaire et d'actions à court et moyen-terme ayant un caractère de développement durable et se renforçant mutuellement tant au niveau des zones d'intervention qu'au niveau national.

### **- Approche participative,**

Compte tenu de l'ampleur de la tâche de reconstruction, quel que soit l'action des pouvoirs publics et de la communauté internationale, la contribution décisive sera celle de la population.

### **- Approche "Economie de marché"**

Les mécanismes de mise en oeuvre du Plan d'Action s'inscriront dans le cadre du développement et du renforcement du marché.

### **- Approche planifiée**

Le Plan d'Action est établi sur une durée de 4 ans. Les priorités des actions sont définies suivant 3 périodes de mise en oeuvre (1<sup>o</sup> année, 2<sup>o</sup> année, années ultérieures) en fonction du caractère d'urgence, de la capacité d'absorption et d'exécution du milieu et du niveau d'élaboration des dossiers.

### **- Capacités nationales**

Dans un souci de pertinence des actions, de durabilité et de renforcement des structures locales et des services publics le Plan sera mis en oeuvre, d'une manière privilégiée au travers des différentes structures locales, communales et nationales.

## **Modules**

Les actions sont regroupées sous forme de modules cohérents et opérationnels. Compte tenu des propositions actuellement identifiées ils sont au nombre de 19.

### **Module 1 - Site d'installation rural**

Ensemble d'actions couvrant la viabilisation (eau, voirie), l'installation sur les sites et la rénovation de l'habitat à la périphérie sur les 5 zones rurales. Ce module touche 72 000 familles rurales dont 25 000 installations et 17 000 rénovations les 2 premières années et 30 000 au cours des 2 dernières périodes pour un montant de \$68,0 millions dont \$40,9 la première année.

### **Module 2 - Site d'installation urbain**

Ensemble d'actions couvrant la viabilisation l'installation et la rénovation de l'habitat à la périphérie sur 2 zones urbaines. Ce module touche 3 900 familles urbaines dont 1 600 installations pour un montant de \$6,9 millions dont \$4,1 la première année.

**Module 3 - Infrastructures sociales**

Ensemble d'actions couvrant la construction, la rénovation, l'équipement et la formation des infrastructures sociales tant sur les sites d'installation qu'à la périphérie des 5 zones rurales et 2 zones urbaines d'intervention. Ce module couvre la construction de 2 100 classes et la rénovation de 1 900 autres ainsi que la construction de 5 centres de santé et la rénovation ou l'extension de 7 hôpitaux et de 38 centres de santé. La fourniture de médicaments et d'équipements est prévue ainsi qu'un fonds pour d'autres micro-réalisations (ponts, pistes, ...) à définir. Le montant requis est de \$28,7 millions dont \$12,6 millions la première année.

**Module 4 - Projet de Réintégration et de Développement**

Les 5 zones d'intervention sont couvertes par les Projet de Réintégration et de Développement intervenant en matière de d'animation rurale, d'organisations rurales, de vulgarisation agricole, d'infrastructures (habitat, Sociale), de crédit et de PME ainsi que de formation professionnelle. Le montant total requis est de \$6,9 millions dont \$4,0 millions la première année.

**Module 5 - Crédit PME**

Afin de favoriser le développement du crédit en limitant le risque des banques, un fonds de garantie d'un montant de \$15,0 millions dont environ \$5,0 millions pour l'élevage sera constitué.

**Module 6 - Ressources humaines**

Afin de pallier le manque de ressources humaines et de faciliter le retour, un ensemble de mesures couvrant l'identification d'emplois vacants et de candidats potentiels réfugiés à l'extérieur et leur retour sera mis en oeuvre. Ce module touche 270 familles pour un montant de \$2,7 millions dont \$2,2 millions la première année.

**Module 7 - Appui aux communes**

Ensemble d'actions couvrant l'équipement et la formation du personnel communal des 18 communes rurales et 2 urbaines des zones d'intervention pour un montant de \$1,0 million dont \$0,9 million la première année.

**Module 8 - Projet Habitat**

Une assistance technique sera fournie auprès du MINIREISO pour la coordination et le suivi des actions de viabilisation et de construction en milieu urbain. Un montant de \$2,3 millions est requis dont \$2,1 millions la première année.

**Module 9 - Appui MINIREISO**

Assistance technique au MINIREISO en matière de programmation, planification, suivi des activités, ainsi que d'identification et d'étude des sites d'installation pour un montant de \$1,6 millions dont 1,3 million la première année.

**Module 10 - Ressources naturelles**

En vue d'assurer une gestion rationnelle des ressources naturelles un appui institutionnel sera apporté au MINETO. Un montant de \$1,6 million est requis dont \$0,6 la première année.

**Module 11 - Elevage bovin**

Un ensemble d'actions destinées à réduire la pression du cheptel sur le Mutara, et améliorer l'état sanitaire des animaux et à favoriser la reconstitution du cheptel dans les autres régions est proposé pour un montant de \$1,0 millions dès la première année.

**Module 12 - Transport**

Un appui au secteur privé des transports en terme de gestion, maintenance ainsi qu' une amélioration ponctuelle du réseau routier sont prévus pour un montant de 1,5 millions.

**Module 13 - Législation foncière**

Une assistance technique pour l'élaboration d'un cadre juridique pour l'occupation temporaire des biens et des terres est proposée pour un montant de \$0.3 millions.

**Module 14 - Mobilisation sociale**

Compte tenu des graves traumatismes sociaux engendrés par les récents événements, un appui institutionnel est à apporter auprès des organismes sociaux. Un montant de \$7,8 millions est requis dont \$3,1 millions la première année.

**Module 15 - Communication**

Afin de favoriser l'information, en particulier des réfugiés, sur le processus de réhabilitation et de réconciliation nationale, un appui est prévu auprès de la radio nationale pour un montant de \$0.9 millions dont 0.55 millions pour la première période.

**Module 16 - Migrations régionales**

Mise au point d'une banque de données sur les migrations sous-régionales, les réfugiés, rapatriés et leurs caractéristiques pour un montant total de \$1,1 million dont 0,66 million la première année.

**Module 17 - Pôles de développement secondaires**

Les possibilités d'installation en zone rurale ainsi que le développement de Kigali étant limités, le développement d'une politique d'urbanisation secondaire devrait favoriser l'installation des populations urbaines. Un montant de \$0,45 million est requis.

**Module 18 - Structure de pilotage**

Une assistance technique pour l'appui et le pilotage de l'ensemble du Plan d'Action est requise pour un montant de \$3,0 millions dont \$1,7 pour la première année.

**Module 19 - Sites diffus**

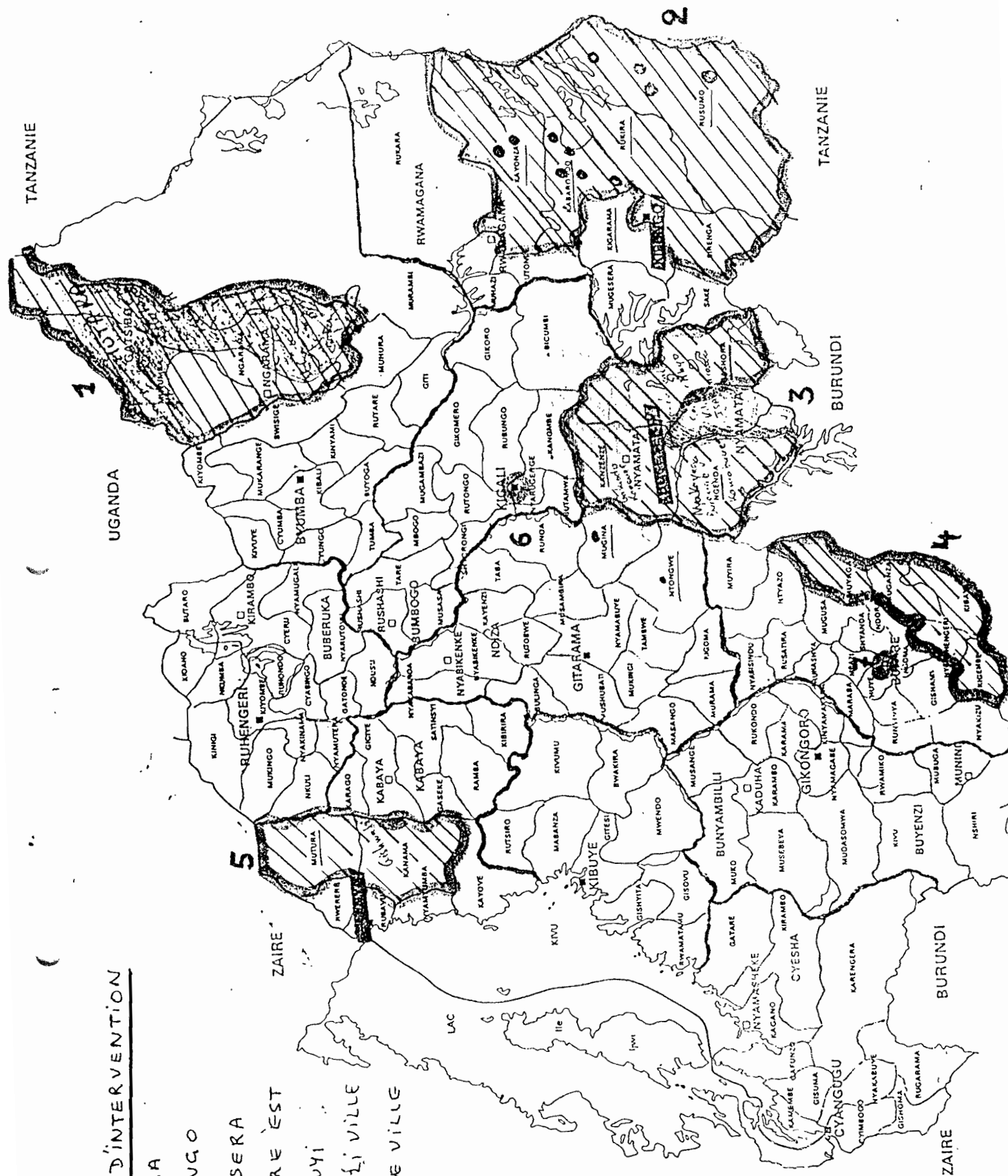
Afin de prendre en compte les besoins d'installation rurale de 30 000 familles sur site diffus en cours d'identification, une enveloppe de \$46,9 millions a été budgétisée dont \$0,45 millions la première année (Etudes).

En élaborant ce Plan d'Action, la volonté du Gouvernement est de fournir un cadre stratégique cohérent permettant une synergie des différentes interventions. Son attente est un démarrage concret du programme de réintégration prenant en charge les aspects les plus urgents et s'inscrivant dans un processus de développement bénéficiant à l'ensemble du peuple rwandais dans un contexte de réconciliation nationale.



## ZONES D'INTERVENTION

- 1 MUTARA
- 2 KIBUNGO
- 3 BUGESERA
- 4 BUTARE EST
- 5 GISENYI
- 6 KIGALI VILLE
- 7 BUTARE VILLE





Plan d'Action pour le Rapatriement, la Réinstallation  
et la Réinsertion des Rapatriés et Personnes Déplacées

REALISATIONS et BENEFICIAIRES

TYPE	UNIT.	MUTARA	KIBUNGO	BUGESERA	BUTARE RUR	GISENYI	Tot. Rural	Kigali-Ville	Butare Ville	Tot. Urb.	TOTAL
Plan d'aménagement	Ha.	75 000	21 300	7 400	0	14 600	118 300	35	18	53	118 353
Eau - Ménage	Ménage	16 485	46 480	4 860	17 500	6 600	91 925	1 800	600	2 400	94 325
Eau - Bétail	Tête	32 500	4 720	1 200	0	12 000	50 420	0	0	0	50 420
Construction	Maison	8 125	8 205	2 020	0	6 600	24 950	1 200	600	1 800	26 750
Rénovation	Maison	2 950	3 140	5 200	3 595	2 600	17 485	2 040	238	2 278	19 763
Kit agricole	Unit	16 485	46 480	4 860	17 500	6 600	91 925	0	0	0	91 925
Classes neuves	Cl.	444	564	493	320	260	2 081	22	11	33	2 114
Classes rénovées	Cl.	456	395	442	320	315	1 928	0	0	0	1 928
Mobilier + Mat. didact.	Cl.	900	959	935	640	575	4 009	22	11	33	4 042
Elèves	El.	45 000	47 950	46 750	32 000	28 750	200 450	1 100	550	1 650	202 100
Hôpital - Extension	Hôp.	1	1	0	0	0	2	0	0	0	2
Hôpital - Rénovation	Hôp.	0	2	1	1	1	5	0	0	0	5
Centre de santé											
Construction	C.S.	2	2	1	0	0	5	0	0	0	5
Rénovation	C.S.	1	11	9	10	7	38	0	0	0	38
Poste médicale rénov.	P.S.	5	3	2	2	3	15	0	0	0	15
Médicaments	Hab.	300 000	320 000	312 000	216 000	192 000	1 340 000	0	0	0	1 340 000
Véhicules	Unit	6	6	2	2	2	18	0	0	0	18
Radios	Réseau	3	3	1	1	1	9	0	0	0	9
Credit	\$1 000	2 680	2 860	2 800	1 940	1 720	12 000	2 000	1 000	3 000	15 000
Emplois directs											
Temporaires	H*M.	177 000	240 000	72 000	54 000	97 000	640 000	26 000	12 000	38 000	678 000
Permanents	Homme	18 000	48 000	6 100	18 000	7 600	97 700	130	60	190	97 890
Santé + autres...											
Bénéficiaires											
Agriculteurs (71%)	Ménage	36 180	38 030	37 920	26 260	23 040	161 430	0	0	0	161 430
Éleveurs (24%)	Ménage	12 060	12 670	12 640	8 750	7 680	53 800	0	0	0	53 800
Autres (5%)	Ménage	1 760	2 630	1 440	990	1 280	8 100	3 440	930	4 370	12 470
Total	Ménage	50 000	53 330	52 000	36 000	32 000	223 330	3 440	930	4 370	227 700

Notes

Aux chiffres ci-dessus, il convient d'ajouter au niveau national:

- 1) les emplois créés par le crédit à l'habitat 43 200 H\*M. Temporaire  
les emplois créés par le crédit aux PME 10 500 permanents
- 2) les emplois créés dans le secteur Santé
- 3) les emplois générés par l'installation des 30 000 familles en sites diffus  
164 000 H\*M. temporaires  
32 000 emplois permanents

## BUDGET

ZONE	MODULE	1 <sup>e</sup> Période	2 <sup>e</sup> Période	3 <sup>e</sup> Période	Total	Réinsert.	Développ.
1 - MUTARA	1 - Site d'Installation Rural	14 931 000	4 339 000	575 000	19 845 000	17 546 000	2 299 000
	3 - Infrastructures Sociales	3 169 000	1 907 000	1 185 000	6 261 000	3 131 000	3 130 000
	4 - Projet Réinté & Développ	1 205 000	959 000	0	2 164 000	0	2 164 000
	7 - Appui Communes	145 500	19 500	0	165 000	0	165 000
	Total	19 450 500	7 224 500	1 760 000	28 435 000	20 677 000	7 758 000
2 - KIBUNGO	1 - Site d'Installation Rural	12 659 000	11 051 000	4 570 000	28 280 000	14 040 000	14 240 000
	3 - Infrastructures Sociales	3 395 000	2 652 000	1 532 000	7 579 000	3 528 000	4 051 000
	4 - Projet Réinté & Développ	695 000	519 000	0	1 214 000	0	1 214 000
	7 - Appui Communes	194 000	26 000	0	220 000	0	220 000
	Total	16 943 000	14 248 000	6 102 000	37 293 000	17 568 000	19 725 000
3 - BUGESERA	1 - Site d'Installation Rural	2 800 000	1 867 000	600 000	5 267 000	4 841 000	426 000
	3 - Infrastructures Sociales	2 374 000	2 415 000	1 442 000	6 231 000	2 743 000	3 488 000
	4 - Projet Réinté & Développ	559 000	398 000	0	957 000	0	957 000
	7 - Appui Communes	145 500	19 500	0	165 000	0	165 000
	Total	5 878 500	4 699 500	2 042 000	12 620 000	7 584 000	5 036 000
4 - BUTARE	1 - Site d'Installation Rural	2 222 000	1 980 000	0	4 182 000	1 557 000	2 625 000
	3 - Infrastructures Sociales	1 498 000	1 934 000	1 111 000	4 543 000	2 076 000	2 467 000
	4 - Projet Réinté & Développ	551 000	391 000	0	942 000	0	942 000
	7 - Appui Communes	242 500	32 500	0	275 000	0	275 000
	Total	4 513 500	4 317 500	1 111 000	9 942 000	3 633 000	6 309 000
5 - GISENYI	1 - Site d'Installation Rural	8 255 000	1 914 000	216 000	10 385 000	10 385 000	0
	3 - Infrastructures Sociales	1 909 000	1 220 000	771 000	3 900 000	2 642 000	1 258 000
	4 - Projet Réinté & Développ	1 041 000	790 000	0	1 831 000	0	1 831 000
	7 - Appui Communes	97 000	13 000	0	110 000	0	110 000
	Total	11 302 000	3 937 000	987 000	16 226 000	13 027 000	3 199 000
S/TOTAL RURAL		58 087 500	34 426 500	12 002 000	104 516 000	62 489 000	42 027 000
6 - Kigali-ville	2 - Site d'Installation Urbain	3 146 000	2 081 000	0	5 227 000	5 227 000	0
	3 - Infrastructures Sociales	154 000	0	0	154 000	154 000	0
	7 - Appui Communes	48 500	6 500	0	55 000	0	55 000
	Total	3 348 500	2 087 500	0	5 436 000	5 381 000	55 000
7 - Butare-ville	2 - Site d'Installation Urbain	964 000	741 000	0	1 705 000	1 705 000	0
	3 - Infrastructures Sociales	68 000	0	0	68 000	68 000	0
	7 - Appui Communes	48 500	6 500	0	55 000	0	55 000
	Total	1 080 500	747 500	0	1 828 000	1 773 000	55 000
S/TOTAL URBAIN		4 429 000	2 835 000	0	7 264 000	7 154 000	110 000
NATIONAL	5 - Crédit PME	15 103 000	60 000	28 000	15 191 000	0	15 191 000
	6 - Ressources humaines	2 199 000	541 000	0	2 740 000	2 740 000	0
	8 - Projet habitat	9 639 000	184 000	0	9 823 000	9 823 000	0
	9 - Appui MINIREISO	1 244 000	330 000	0	1 574 000	1 574 000	0
	10 - Ressources naturelles	645 000	418 000	284 000	1 347 000	0	1 347 000
	11 - Elevage bovin	686 000	0	0	686 000	0	686 000
	12 - Transport	1 463 000	0	0	1 463 000	0	1 463 000
	13 - Legislation foncière	288 000	0	0	288 000	288 000	0
	14 - Mobilisation sociale	3 120 000	3 120 000	1 560 000	7 800 000	5 000 000	2 800 000
	15 - Communication	740 000	180 000	0	920 000	920 000	0
	16 - Migrations régionales	663 000	438 000	0	1 101 000	1 101 000	0
	17 - Pôles de développement	0	487 000	0	487 000	0	487 000
	18 - Structure de pilotage	1 599 000	1 258 000	0	2 857 000	0	2 857 000
	19 - Sites diffus	0	11 724 000	35 171 000	46 895 000	46 895 000	0
	Total	37 389 000	18 740 000	37 043 000	93 172 000	68 341 000	24 831 000
GRAND TOTAL	1 - Site d'Installation Rural	40 867 000	21 131 000	5 961 000	67 959 000	48 369 000	19 590 000
	2 - Site d'Installation Urbain	4 110 000	2 822 000	0	6 932 000	6 932 000	0
	3 - Infrastructures Sociales	12 567 000	10 128 000	6 041 000	28 736 000	14 342 000	14 394 000
	4 - Projet Réinté & Développ	4 051 000	3 057 000	0	7 108 000	0	7 108 000
	5 - Crédit PME	15 103 000	60 000	28 000	15 191 000	0	15 191 000
	6 - Ressources humaines	2 199 000	541 000	0	2 740 000	2 740 000	0
	7 - Appui Commune	921 500	123 500	0	1 045 000	0	1 045 000
	8 - Projet habitat	9 639 000	184 000	0	9 823 000	9 823 000	0
	9 - Appui MINIREISO	1 244 000	330 000	0	1 574 000	1 574 000	0
	10 - Ressources naturelles	645 000	418 000	284 000	1 347 000	0	1 347 000
	11 - Elevage bovin	686 000	0	0	686 000	0	686 000
	12 - Transport	1 463 000	0	0	1 463 000	0	1 463 000
	13 - Legislation foncière	288 000	0	0	288 000	288 000	0
	14 - Mobilisation sociale	3 120 000	3 120 000	1 560 000	7 800 000	5 000 000	2 800 000
	15 - Communication	740 000	180 000	0	920 000	920 000	0
	16 - Migrations régionales	663 000	438 000	0	1 101 000	1 101 000	0
	17 - Pôles de développement	0	487 000	0	487 000	0	487 000
	18 - Structure de pilotage	1 599 000	1 258 000	0	2 857 000	0	2 857 000
	19 - Sites diffus	0	11 724 000	35 171 000	46 895 000	46 895 000	0
TOTAL GENERAL		99 905 500	56 001 500	49 045 000	204 952 000	137 984 000	66 968 000

**REPUBLIC OF RWANDA**

**RWANDA ROUND TABLE CONFERENCE**

**MID-TERM REVIEW MEETING**

**(Kigali, 6-7 July 1995)**

DRAFT  
RWA/RT/MTR/1995/2  
3 July 1995  
Original: English

---

**Summary Report**

**Programme of National Reconciliation, Rehabilitation and  
Socio-economic Recovery**

**Ministry of Planning**

**United Nations Development Programme**

## 1. INTRODUCTION

In January 1995, the Rwandan Government presented its "*Programme for National Reconciliation, Rehabilitation and Socio-Economic Recovery*" to the international donor community at a Round Table Conference organised by UNDP in Geneva. After a period of close to a year during which almost all developmental activity had been suspended, the Programme aimed to identify priority needs for rehabilitation of the country and restoration of the productive and social sectors.

Donor countries responded favourably to the presentation of the programme, and \$US 586 million was pledged to assist the Government in implementation, against expressed needs of \$US 764 million. The majority of donors who pledged support to the Programme provided broad indications on sectoral distribution, and stated that it would be necessary to conduct programming missions before committing resources to specific activities, or reorienting ongoing projects to respond to the new situation. The necessity to expedite the identification and appraisal process, in order to launch rapid rehabilitation programmes, was expressed by the Government at the Conference.

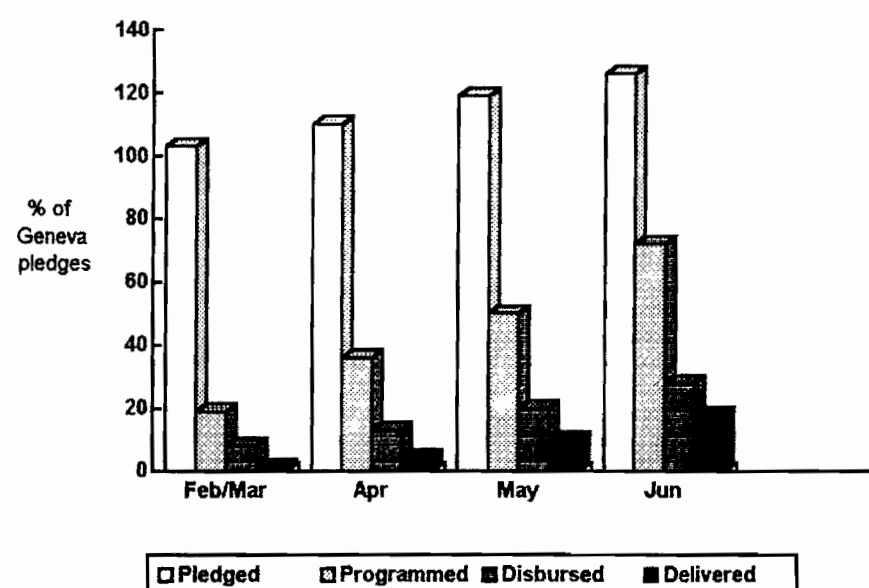
Participants at the Conference approved a proposal from the Government and UNDP, to hold an implementation review of the Round Table programme six months after the Geneva Conference. In that context, the present report aims to give a brief overview of the implementation of the Programme presented in Geneva, and provide details on resources mobilised for implementation.

## 2. RESOURCE MOBILISATION

Contributions pledged by the international donor community in support of Rwandan national reconciliation and rehabilitation have risen from \$US 586.8 million in January 1995 to \$US 797.9 million in June. The rise is due both to the depreciation of the dollar in relation to the European currencies, and to specific increases in pledged contributions from some donors, notably European countries, after the Geneva Conference. This figure also includes pledges for initiatives for which implementation will go beyond 1995, as well as \$US 94.5 million to support activities which fall outside the priorities identified in the Government proposal submitted to the Geneva Round Table Conference in January 1995.

The flow of resources to the country has proceeded as well as can be expected under difficult circumstances during the first half of the year. However, in view of the fact that, as of June 1995, only 27.5% of the Geneva pledges for the Round Table programme had been disbursed, and 18% delivered in Rwanda, concrete delivery on the ground has lagged somewhat behind the expectations of the Government. This is partially due to the country's weak absorptive capacity following the civil war, as well as to delays in the procedures of donors and international agencies for the programming and disbursement of funds. In addition, the security situation in the country and the Kibeho incident interrupted momentum, as certain donors suspended part of their aid amid questions regarding the prospects for a peaceful solution.

In recent weeks, the flow of resources has resumed and in fact increased, due to the positive outcome of the Independent Commission on the Kibeho events, and to the completion of donor procedures for the release of certain funds. The table below shows pledging, commitment, disbursement and delivery of funds, by month, in February - June 1995.



### 3. ROUND TABLE SUB-PROGRAMMES: SUMMARY OF PROGRESS

The objectives of the Round Table programme are grouped into three sub-programmes:

- *Financial Support*, to provide balance of payments support and assist in financing the 1995 budget deficit;
- *Resettlement of Refugees and Displaced Persons*, to promote the return to their communities of those displaced by the 1994 civil war, and to support resettlement of "old caseload" refugees who left the country since 1959/60;
- *Reconstruction and Development*, to restore productive economic activities to pre-crisis levels and to reactivate the provision of social services.

#### Sub-programme 1: Financial Support

Sub-programme 1 is proceeding fairly well in terms of commitment, with 60% of the needs expressed at Geneva programmed and signed with donors. The Government recently finalised the 1995 budget, with the support of the International Monetary Fund. The total value of external support necessary to cover the gap between budgetary revenues and expenditures (including settlement of internal and external arrears), is estimated at RFR 24.8 billion (\$US 99.2 million), against needs of \$US 160.6 million projected at the Geneva Conference.

This difference is due to the two-fold increase of expected government revenues (mainly due to higher coffee taxes), the greater than anticipated depreciation of the Rwandese Franc (increasing the value of customs taxes/external grants and loans), and the Government decision to service its debt only towards those international institutions that will disburse funds in Rwanda in 1995.

External support to the budgetary deficit will contribute \$US 100 million to cover current expenditure and payment of arrears to international lending institutions (ADB and IDA). This assistance has been provided through direct contributions from Germany, the Netherlands (UN Trust Fund), the United States, Belgium, Canada, Switzerland, and the United Kingdom; through counterpart funds from the World Bank and the ADB; and through counterpart funds generated from pre-war imports (the European Union, Canada and Belgium). At the moment, almost all funds necessary to cover the budgetary deficit are already committed, or will be in the near future. Reliable disbursement of pledged funds in future months is vital to avoid an increase in arrears. Disbursement of funds from the ADB is conditional on the payment of accumulated arrears of \$US 9.7 million before the end of July (of which, \$US 3.2 million will be covered by Canada and the Netherlands).

Donor pledges for support to the balance of payments are estimated at \$US 137 million, with commitments at \$US 80.6 million. Part of this amount will generate counterpart funds and is therefore included in the contribution to the budget deficit described above. Access to IMF resources of \$13 million (Compensatory and Contingency Financing Facility), is contingent upon approval by the IMF Executive Board, expected in September 1995.

Despite the favourable picture overall, the disbursement of a substantial part of funds programmed has been delayed due to, firstly, the length of time taken to agree to the appointment of a procurement agent for the Government, and, secondly, the obligation of international financial institutions such as the ADB and the IDA to insist on full payment of arrears before being able to recommence lending operations.

#### **Sub-programme 2: Refugee resettlement**

Conversely, both implementation progress and the flow of resources to sub-programme 2 present a cause for concern. In the five months since January 1995, UNHCR estimates that 137,500 refugees have returned to the country, of which 114,300 are "old caseload" refugees from 1959/60 and subsequent years of civil conflict, whilst 23,200 are "new caseload" refugees from the 1994 crisis. The majority of "old caseload" refugees have not found permanent resettlement, and are lodged in the unoccupied houses and are using the land of those who disappeared or fled in 1994, or with friends or family - a significant number of "new caseload" refugees and previously internally displaced are situated in similarly precarious circumstances. 1,900,000 refugees are estimated to remain outside the country: 1,065,000 in Zaire; 600,000 in Tanzania; 231,000 in Burundi; and 4,000 in Uganda. The continued existence of refugee camps near the Rwandan border has a destabilising influence, not only on Rwanda, but on the entire sub-region.

Yet only \$US 40 million has been pledged for this sub-programme, against needs expressed at Geneva totalling \$US 274 million. An additional \$US 20 million programmed in the sector, outside the priorities of the Government programme presented in Geneva, relates almost entirely to humanitarian relief rather than resettlement. The low level of pledges in Geneva was, to a certain extent, due to the lack of implementation precision in the plan presented by the Government. In recognition of this fact, the Government, with the support of UNDP, World Bank, UN-HABITAT and UNHCR has prepared a new programme of action for resettlement and reintegration, for presentation at the Mid Term Review. **The Government is requesting the international community, as a matter of urgency, to increase the amount of funds pledged for refugee resettlement in line with the concern expressed in Geneva regarding the refugee situation.**

### **Sub-programme 3: Reconstruction and Development**

Sub-programme 3 presents the best picture in terms of resource mobilisation, with 73% (\$246.8 million) of the pledges made at Geneva programmed, and 27% or \$89.9 million disbursed overall. However, since this sub-programme addresses longer-term developmental needs, implementation to date has focused primarily on needs assessment and project formulation. The priority for the second half of the year is to accelerate the delivery of aid already programmed, in order to increase the impact and visibility of development activities on the ground.

In addition, certain components of Sub-programme 3 have received more financial support than others, and this is reflected in implementation progress:

- **State Capacity Building.** With \$US 44.2 million pledged and \$US 26.1 million programmed, the support received for this component substantially exceeds the needs expressed at Geneva (\$US 17 million). However, the Government undoubtedly underestimated the amount of resources required to reconstitute key public sector institutions to lay the foundation for national governance, notably in the judicial sector, where over \$US 26 million has been pledged by the donor countries. Of the \$US 4.2 million received in the country, almost 75% relates to the judicial system. It is significant to note that the debate continues within the country between the government, legislature, donor countries and international organisations on the nature and extent of external involvement that the international community should undertake in the domain of **post-conflict peace-building** endeavours.
- **Rural Development.** This sector has also received pledges (\$US 92.5 million) in excess of the original Geneva budget (\$US 47 million). Agricultural production of basic foodstuffs now averages over 60% of pre-crisis levels, a considerable achievement in the timeframe, and basic agricultural extension services have been resumed. However, certain specific priority projects of the Geneva programme remain to be financed, and agricultural extension services are still well below pre-war levels.
- **Industry and Commerce.** Particularly rapid support has been provided for the restoration of tea production capacity, with over \$US 12 million received in the country. In contrast, little development has taken place within the private sector, due in part to the low level of credit and other developmental support provided, at \$US 8 million programmed and no funds disbursed, significantly below the \$US 50 million identified in the Geneva budget.

- *Infrastructure.* Disbursement has proceeded steadily in this sector, with \$US 13.4 million disbursed against needs expressed at Geneva for \$US 70 million. However, implementation progress has been somewhat regionally biased: while in Kigali the electricity grid has been partially restored to capacity and a number of public buildings rehabilitated, little progress has yet been delivered in other areas of the country.
- *Social sectors.* Most regions have seen the reopening of primary schools and clinics. However, in the health sector, this has been achieved largely through the activities of NGOs and international agencies, and a sustainable state capacity in this area is yet to be built. In the educational sector, budgetary constraints have limited progress in curriculum development, teacher training and provision of textbooks. An increase in effective provision of social services is particularly vital to address the needs of victims of the genocide (particularly youth and women), and returning refugees and the new resettlement and reinsertion programme to be launched in the second half of 1995. The social sectors are underfunded at present, with \$US 99.8 million pledged and \$55.8 million programmed against needs expressed at Geneva for \$US 112 million.



DRAFT

**FINAL COMMUNIQUE**

1. In accordance with the decision taken at Geneva in January 1995, the Round Table Mid-Term Review for Rwanda was held in Kigali on the 6th and 7th July. The delegation of the Republic of Rwanda was led by H. Mr. Faustin Twagiramungu, Prime Minister of the Government of National Unity. The delegation also included the President of the National Assembly, all other members of the Government, senior representatives from each Ministry and representatives of civil society organisations. The Review was organised with the support of the United Nations Development Programme (UNDP). The UNDP delegation was led by Mrs. Ellen Sirleaf Johnson, Assistant Administrator and Director of the Regional Bureau for Africa. Mrs. Sirleaf Johnson and H.E. Mr. Twagiramungu acted as co-chairs of the Mid-Term Review.

2. The following countries sent delegations to the Review: Australia; Austria; Belgium; Canada; China; France; Germany; Ireland; Italy; Japan; the Netherlands; Russia; South Africa; Spain; Sweden; Switzerland; the United Kingdom; the United States of America. In addition, representatives of the following international organisations participated: the African Development Bank; the Commission of the European Union; the International Committee of the Red Cross; the International Monetary Fund; the International Organisation for Migration; the Organisation of African Unity; the World Bank; the World Food Programme; the UN Assistance Mission in Rwanda, the UN Centre for Trade and Development; the UN Children's Fund; the UN Department of Humanitarian Affairs, the UN Education, Science and Culture Organisation; The UN Environment Programme; the UN Food and Agricultural Organisation; the UN Centre for Human Settlement/HABITAT; the UN High Commission for Refugees; the World Health Organisation; the UN Population Fund; the UN High Commission for Human Rights; the UN Department for Development Support and Management Services; the UN Office for Project Support. 15 national and international non-governmental organisations participated as observers.

3. Mr Juvénal Nkusi, the President of the National Assembly, welcomed the participants to the Round Table. He expressed the wish to see a new progress-oriented society born from the dramatic events experienced by Rwanda in 1994. He pointed out that reconciliation presupposes equitable and transparent justice. The President of the National Assembly stressed the duty of Parliament to be fully involved in the reconstruction process through the dynamic and swift reestablishment of national institutions.

4. The message from the Secretary General, read by the Special Representative to the Secretary General, H.E. Ambassador Shaharyar M. Kahn, stated that considerable progress has been made by the Republic of Rwanda along the path of recovery and development, just one year after the end of the civil war and genocide. This is a testament to the will and fortitude of the Government and of people of Rwanda. The new Round Table cycle, initiated in

Geneva in 1995, has proved to be an effective mechanism to mobilise and coordinate resources for the country, facilitating the development of a consensus between Rwanda and the international community. The Mid-Term Review constitutes an occasion for all parties concerned to reconfirm the pledges made at the Geneva Conference. The international community, in close collaboration with the Government, has developed a great number of cooperation programmes which, once implemented, will assist in consolidating peace and development in the Republic of Rwanda and the entire sub-region. Finally, the Special Representative expressed his appreciation for the efforts made by Government and UNDP to hold the Review as scheduled. The conclusions from the Review will be brought to the attention of the Secretary General of the United Nations on his forthcoming visit to the Republic of Rwanda.

5. Mrs. Johnson Sirleaf expressed her pleasure in noting the numerous signs of social and economic progress which had been achieved in a short period of time, but emphasised that much remained to be done in order to move from a situation of emergency relief to development. Recalling that the prosecution of the perpetrators of the genocide must be the first step in national reconciliation, she thanked the donor countries who have provided financial support to the International Tribunal and the Rwandan national justice system. She stressed that the refugee question remains a challenge to all parties, and poses threat to stability in the sub-region. Noting the close links between the strengthening of the national justice system and the return and resettlement of refugees, the Director urged the Government to prioritise these areas. She also confirmed UNDP's support for the request made by the Government for additional donor support for the programme of refugee resettlement, which was severely underfunded at the Geneva Round Table. Other elements of the Round Table Programme present a better picture in terms of donor commitments, but this must be translated into concrete delivery on the ground over the coming months. In this regard, she urged the donor community to make use of more national expertise and resources in implementation of their programmes, and to increase support to local administrative structures as well as the central administration. The Director concluded by vowing to find a way to double the resources delivered within the country to \$200 million before the end of the year, to identify funds to address the refugee situation and to ensure that the aid provided by donor countries results in maximum value added within Rwanda.

6. The Prime Minister thanked the countries and organisations present for their support, in particular UNDP for the follow-up assistance provided after the Round Table in Geneva in January. His speech addressed progress made to date, measures currently being implemented and constraints which the Government has faced in implementing the political programme presented at Geneva: 1) The return of refugees is still the primary objective of the Government; 2) The establishment of structures (and programmes?) to increase internal security is in progress; 3) The reform of legislation to ensure the complete reinstitution of the rule of law remains an urgent concern to the Government; 4) Significant progress has been made to ensure that fundamental human rights are respected throughout the country; 5) In the spirit of the Arusha Accords, the first steps

towards democratisation have been taken through the establishment of key political institutions; 6) The Government will continue to guarantee the property rights of all Rwandan citizens returning to the country; 7) The national armed forces are in the process of integrating military personnel from the previous army, where these are not accused of involvement in the genocide; 8) Encouraging steps have been taken towards national reconciliation, but this remains a long road; 9) The Government hails the adoption of the resolution to create the International Tribunal for Rwanda, and renews its appeal to the international community to facilitate the arraignment of persons accused of the genocide and to strengthen the national system of justice. Having recalled the priority objectives of the "Programme of National Reconciliation, Rehabilitation and Socio-economic Recovery", and the follow-up mechanisms agreed at the Round Table, the Prime Minister gave an overview of financial disbursements made to date, in relation to the commitments made by donor countries in Geneva. He stated that, whilst significant progress has been made in a number of areas, certain support remains outstanding, in particular in the area of private sector recovery, the establishment of credit mechanisms and the restoration of social services (but this is not all..?).

7, In his opening statement, read by the Prime Minister, the President of the Republic expressed his appreciation of the support extended by the international community in the implementation of the programme presented at Geneva, and described the achievements made by the Government since the Geneva conference. He placed particular stress on the concerted efforts made to improve the economic situation and the management of resources in the country, to restore operational capacity to the state, and to re-establish the availability of basic services. However, the President also underlined the fact that the translation of the significant commitments made by donors in Geneva into concrete activities on the ground has lagged, and this has limited the pace of rehabilitation. He therefore expressed the hope that financial commitments would be translated more quickly into tangible implementation actions over the second half of the year. In addition, the President of the Republic underlined the need for non-governmental organisations to coordinate their initiatives with the priorities of the country and the national sectoral strategies.

8. Following the statement of the President of the Republic, the Minister of Planning, H.E. Mr. Jean Berchmans Birara, presented progress made on the Programme of National Reconciliation, Rehabilitation and Socio-economic Recovery. He recalled the degree to which the economy had been disrupted by the war by the time the Government of National Unity was inaugurated in July 1994: loss of human life; destruction of resources; collapse of production and public services. He outlined actions taken in the different sectors of national life (?), both initiatives based on Rwanda's own resources and those based on aid from its development partners. He stated that strong progress has been made towards achieving pre-crisis levels of production and services in the road, water, energy and telecommunications networks, and with regard to agricultural production. In contrast, he stressed that the state of public finances remains a cause for concern, from the point of view of resources available, the public debt,

and the weak progress made in restoring social service infrastructure, developing human resources and reinstating industrial production. He expressed regret that the programme for resettlement of refugees and displaced persons has to date received very little support from Rwanda's partners in the international community. The Minister of Planning then summarised the priorities of the Government, which were to be discussed during the six conference working groups on financial support; the role and coordination of humanitarian aid; the strengthening of the justice system; state capacity building; refugee resettlement; and rehabilitation of infrastructure, production and social services. He concluded by expressing the hope that the Mid-Term Review would assist in decreasing Rwanda's isolation, through producing a more accurate appreciation of the situation within the country on the part of its development partners.

9. The working group on financial support offered an opportunity to the Minister of Finance, H.E. Mr. Marc Rugenera, to give a brief presentation of the economic situation in the country, focusing particularly on needs for budgetary and balance of payments support. To this end, the working group requested all donor countries who had announced their intention of providing financial support to Rwanda to provide the Government with a timetable for the disbursement of this support. From the information received, it appears that the Government is unlikely to experience treasury problems during 1995, provided that arrears owed to the African Development Bank are reimbursed. The working group expressed its satisfaction with the decision of the Government not to resort to an increase in the money supply in order to cover its budgetary needs, and recommended the adoption of a transparent budgetary policy and continued budgetary restraint on the part of each Ministry. The working group recognised that the procedures which donors are required to follow before disbursing funds are long and complex, and cause disruption in the flow of resources to the country. Given the particular conditions prevalent within the country, a recommendation was made to minimise the conditions linked to the release of financial support to the government. In conclusion, the working group noted its satisfaction with the technical assistance programme which will be launched in the second half of 1995 to strengthen the economic and financial management capacities of the state.

10. The United Nations Humanitarian Assistance Coordinator presented the humanitarian activities which have been supported by the international community in Rwanda since June 1994, and assessed the role and efficiency of humanitarian assistance. The working group recommended the establishment of regular coordination mechanisms between Governmental institutions and representatives of the international community, in order to increase the effectiveness of the assistance extended to the country. The working group also recommended state capacity building initiatives in the area of aid monitoring, and the distribution of regular information updates on resource mobilisation and the use of funds. The participation of local NGOs in the implementation of humanitarian programmes was supported. Continuity between rehabilitation activities and development must be strengthened, in a manner adapted to the situation in the country. Finally, the necessity to improve the coordination

framework between the Government and NGOs was underlined, and the working group agreed that follow-up discussions should be held on the issue.

11. The working group on rehabilitation of the system of justice, chaired by the Minister of Justice, H.E. Mr. Alphonse Marie Nkubito, offered an opportunity for the Government to report on progress made to date in this sector, and to present the Government Plan of Action for the second half of 1995. The workshop participants stated that they hoped the law enabling foreign magistrates to work in the country would be quickly adopted by the Government, in order that the trials of genocide suspects could begin as soon as possible. It was also recommended that arrest procedures be improved so as to avoid arbitrary arrests and limit the overcrowding of the prisons. In this context, the strengthening of the role and the means employed by the Commissions de Triage was also recommended. Given the acute problems experienced by the judicial institutions at all levels, an appeal was made to the donors to support the operating budget of the Ministry and to make more resources available to the judicial institutions, especially at the level of the prefectures. Lastly, in order to maximize efforts made in this sector, and giving due consideration to the tremendous needs the Government is called upon to satisfy, the rapid establishment of structures for inter-ministerial coordination and for the coordination of external assistance within the Ministry of Justice was recommended.

12. In the workshop on state capacity-building, the Cabinet Director of the Ministry of Public Administration, Mr. Gerard Gahima, presented the current situation and progress to date in the civil service. The working group identified the priorities for the sector as:

a) to complete physical rehabilitation (buildings and equipment) and move towards a greater emphasis on human resource development, where no assistance has yet been provided; b) to build capacity in local administrative structures; c) to build peace and security through demobilisation of child soldiers and adult members of the armed forces, and through training of the civilian police forces; d) to build management and administrative capacity in the social sectors; e) to ensure that national officials are empowered to design and manage development projects. Technical assistance policy was discussed, and it was agreed that more emphasis should be placed in future on using consultants and training institutions in the sub-region, including government to government exchanges and twinning of institutions. The working group agreed that strong coordination mechanisms should be established to coordinate training and technical assistance in the future, and it was agreed that follow up discussions would be held between the Government and the international community in this regard. Certain donors announced their intention to commit funds to local development, and to make up the shortfall in funding for the economic, financial and human resources management project coordinated by UNDP.

13. In the workshop on refugee resettlement, the Minister of Rehabilitation and Social Integration, H.E. Mr. Jacques Bihozagara, reviewed the various initiatives taken by the Government over the past six months for the purpose of encouraging the return of the refugees. He then presented the plan of action for the repatriation, resettlement and social reintegration of refugees and displaced persons. The workshop also recognized that objective information on the situation in the country

and in the communes played was of key importance to the return of refugees. A collaborative effort between the State and those agencies present in the camps was advocated in the workshop in order to lend support to this process. Given the pressure now put on natural resources, the workshop recommended that policies be drawn up for environmental preservation and that development programmes be devised which provide for the promotion of urban centres. In order to avoid instability and conflicts over land tied to the temporary occupation of property, the workshop proposed that refugees be permanently settled and that an appropriate judicial framework be adopted. Given the size of the task, the workshop stressed the key importance of public participation and the need to support all forms of public services in order to guide the programme. The workshop adopted the plan of action and recognized its positive impact on the process of national reconciliation and on the revitalization of productive activities. Finally, given the exorbitant cost of humanitarian assistance extended to the refugee camps over the past 18 months, it was recommended that this assistance be redirected to the inside of the country.

14. The first part of the workshop dealing with the social and productive sectors was presided by the Minister for the Family and Promotion of Women, Ms. Aloysie Inyumba. The observations made by participants confirmed the priorities identified in other workshops: the acceleration of disbursements; better coordination; better harmonization of the activities of NGOs with the policies of the concerned departments; co-management of funds and the establishment of more rapid procedures; the development of human resources, as much at the higher levels as at the primary and secondary levels; and the development of the cultural environment, seen as a key element in reconciliation. Due to a lack of time, the situation concerning infrastructure and the productive sectors was addressed only briefly by the Ministers of Agriculture, H.E. Mr. Augustin Iyamuremye, of Industry and Commerce, H.E. Mr. Prosper Higiro, of Environment and Tourism, H.E. Mr. Jean Népomuscène Nayinzira, of Public Works and Transport and Communications, H.E. Ms. Immaculée Kayumba. The workshop nevertheless stressed the enormous difficulties preventing the revival of many businesses as a result of an absence of credit and a lack of qualified workers. The need to turn to relatively expensive credit for the rehabilitation of infrastructure was deplored. The lack of means of transport, both public and private, vital to economic recovery, was noted. Other subjects of discussion at the workshop were the low level of funds made available to the Rwandese authorities and problems of coordination within the Rwandese administration, among donors, and between the Government and the international community.

15. Concerning the mechanisms for the coordination of the implementation of the programme for the development and rehabilitation of Rwanda, the Review was of the opinion that the mechanisms adopted at the Geneva Conference and since put into place by the Government and its partners should be maintained. Nevertheless, it was recognized that some of these mechanisms needed to be reinforced. The Steering Committee, presided by the Prime Minister and composed of ministers and leading donors, will continue to set overall policy. Four sectoral groups relating to the areas of State management, infrastructure, productive sectors, and social sectors will be guided by the ministries of Public Administration, Public Works, Planning, and Family



and Promotion of Women respectively. The Ministers will periodically inform the Prime Minister of the progress made in these sectors. Such progress will be continuously followed, at the technical level, by teams comprising representatives of all the departments belonging to a particular sectoral group, working closely with the leading donors. The Permanent Technical Secretariat for Round Table Follow-Up (STP) will continue to provide support and advice for the technical teams. It will gather information on progress made in programme implementation from all those involved and disseminate such information to these same parties. Executing agencies and donors will be asked to furnish such information on a regular monthly basis. The STP will identify any bottlenecks in the process and propose means of overcoming these.

16. The Review also provided an opportunity for the presentation of the Second Progress Report on the United Nations Trust Fund for Rwanda. This report describes the resources managed by UNDP within the context of the Fund, established by the Secretary-General of the United Nations in order to facilitate the mobilization of resources from the international community in support of Rwanda. Review participants have expressed their appreciation for the advantages offered by the Fund as an instrument which allows for a rapid response to the priorities of the Rwandese administration and Rwanda in general, as defined by the Government.

17. The donor community reaffirmed its support for the Programme of National Reconciliation and Socio-Economic Rehabilitation and Recovery, certain activities of which were discussed during the Review. Some donors also announced the resumption of their development programmes which had been suspended following the Kibeho incident. Most donors expressed their appreciation for the significant progress made to date and said they hoped that common objectives could be determined more precisely with a view to establishing a "strategic" framework for cooperation between the country and the international community.

18. Over and above the pledges made in Geneva, the donors have indicated that US\$ 267.5 million will be made available over the 1995-97 period. A large part of these additional resources will be allocated in support of Sub-Programme 2 (Social Reintegration of Refugees and Displaced Persons), thus covering the funding needs of the first phase of the new Plan of Action presented by the Rwandese authorities at the Review.

19. Concerning Financial Support (Sub-Programme I), funding for which was secured in Geneva, the donors have drawn up an estimated schedule for monthly disbursements. This schedule reveals that the Rwandese Republic could receive US\$ 117.3 million during the second semester of 1995, sufficient to cover the outstanding needs of the 1995 national budget, while stabilizing the country's external accounts. These disbursement estimates depend on the settling of arrears owed to the ADB (approximately US\$ 6.5 million) and on the availability of funds to cover a reduction in the interest rate for funds accessed from the IMF CCFF, which several donors stated they were prepared to support.

20. In conclusion, Rwanda's development partners have expressed their appreciation to the Government and UNDP for the decision to hold and the excellent organization of the Review, conducted in an atmosphere of frank and constructive dialogue. The Government of the Republic of Rwanda made a special point of thanking all the participants for the open and constructive nature of the discussions. The Government thanked the international community once again for its additional financial assistance pledged, and its commitment to accelerate disbursements with a view to achieving reconciliation and socio-economic recovery in the Rwandese Republic. Pursuant to the recommendation of the Prime Minister, the participants confirmed that the next Round Table Conference would be held in Geneva in January 1996.

Kigali, 7 July 1995



**REPUBLIC OF RWANDA**

**RWANDA ROUND TABLE CONFERENCE**

**MID-TERM REVIEW MEETING**

**(Kigali, 6-7 July 1995)**

DRAFT  
RWA/RT/MTR/1995/9bis  
3 July 1995  
Original: English

---

**Humanitarian Assistance in Rwanda**

**1 July 1994 - 31 May 1995**

**Ministry of Planning  
United Nations Development Programme**

**Humanitarian Assistance In Rwanda**  
**1 July 1994 to 31 May 1995**

**1. Brief Overview:**

Following a long history of political turmoil and conflict, events in Rwanda came to a brutal climax in 1994, culminating in the systematic slaughter of between 500,000 and one million unarmed civilians and the most sudden and largest exodus of people in refugee history.

By the end of November 1994, the Rwandese refugee population in Zaire, Uganda, Burundi and Tanzania was estimated at 1.9 million persons. As of mid-October 1994, more than 720,000 people were displaced inside Rwanda, mainly within an area in the southwest which had been protected by French Forces.

The civil conflict in Rwanda from April 1994 to July 1994, leading to the formation of a new Government, had devastating consequences on the country's infrastructure and productive sectors. The food supply situation was severely affected as the result of extensive loss of crops and massive displacement of rural populations. The breakdown in the water supply and sanitation systems also contributed to the increased threat of diseases and epidemics, resulting in deteriorating health conditions across the country. In addition, public and social services no longer functioned.

Following a "flash emergency appeal" earlier in 1994, the United Nations Department of Humanitarian Affairs (DHA) launched a United Nations Consolidated Inter-Agency Appeal in July 1994 in response to the crisis. The Appeal, which covered a six-month period through December 1994, requested US\$ 589.4 million to provide emergency assistance for vulnerable groups, including refugees and internally displaced persons. In particular, emergency food assistance was delivered to large numbers of Rwandese who had been most severely affected by the events of 1994. As of the end of December 1994, some 91% of the requirements identified in the Appeal had been met or pledged.

In addition to funds raised by UN Agencies, substantial donor funding was provided to non-governmental organisations (NGOs) for their own emergency programmes. As of November 1994, 114 international NGOs and 24 Rwandese organisations were operating in Rwanda.

The 1995 Humanitarian Assistance Programme, while continuing to ensure that the most critical emergency needs could be met, recognised the need to move beyond relief towards recovery. Hence, the overall goal of the 1995 United Nations Consolidated Inter-Agency Appeal was to create conditions conducive for the resettlement of displaced persons and refugees and begin to restore normal life in the country. The 1995 Humanitarian Assistance Programme was planned through extensive consultations with UN partners, Government and NGO representatives and took into account longer-term programmes envisaged by the Government and development agencies. Some US\$ 208 million was requested in the Appeal for relief and first stage recovery activities specifically within Rwanda.

In addition to UN Agency projects, US\$ 4.125 million was requested through the 1995 Appeal by some cooperating NGOs for their activities inside Rwanda. This US\$ 4.125 million was in addition to NGO funding requests from their traditional donors. The United Nations Appeal

also included a separate sub-region section requesting substantial assistance for Rwandese populations outside the country.

Fourteen months after the genocide and massacres began, the Government of Rwanda has moved steadily towards its goal of restoring the country to normality. However, major social, political and security challenges are still to be faced, and in spite of substantial pledges of financial assistance, the Government continues to lack adequate resources with which to govern effectively and to begin reconstruction. The slow response on the part of the international community in assisting the Government reestablish judicial and civilian law enforcement systems has also compounded the problems of instability and the maintenance of law and order throughout the region.

On the security front, the large numbers of former government troops and officials who are outside the country remain a continuous threat. Infiltration and terrorist-type activities continue to occur along Rwanda's borders, in the interior and in Kigali. These former government forces are reported to have been rearmed and retrained, with considerable external assistance. In addition, the worsening situation in Burundi may also result in further mass movements of people across the region and have severe repercussions on stability in Rwanda.

Although all remaining camps for displaced person inside Rwanda were closed in April 1995, the repatriation of the large number of Rwandese outside the country remains one of the country's most complex challenges. In this respect, issues of genocide and land tenure have been further complicated by the return to Rwanda of large numbers of long-time exiles from Uganda and Burundi. The arrival of many thousands of these former refugees in the northeast of Rwanda between April 1994 and June 1995, along with an estimated 400,000-800,000 head of cattle, has placed heavy strains on the capacity of land, grazing and water. While some programmes to alleviate the situation have been proposed, it has become increasingly clear that even with a variety of urgent actions, the situation can not be resolved in the short-term.

Since the outbreak of hostilities in 1994, coordination of UN humanitarian assistance has been undertaken through an inter-agency mechanism known as the United Nations Rwanda Emergency Office (UNREO). UNREO worked out of Nairobi until July 1994, when the office transferred its functions to Kigali. Initially, UNREO was led by the UNDP Resident Representative who also served as the UN Humanitarian Coordinator. With increased pressures on UNDP to rapidly move into rehabilitation and development, it was agreed in October 1994 that there would be a separate UN Humanitarian Coordinator.

Although the principal efforts of UN Agencies in Rwanda since late 1994 have been directed towards recovery, rehabilitation and development, there were also continuing needs for humanitarian coordination, focusing mainly upon assistance for the return home of internally displaced persons and for support to strengthen the emergency response capacities of the UN Resident Coordinator structure and the Government.

The following pages provide a summary of humanitarian assistance undertaken by individual United Nations Agencies and IOM since June 1994. Financial tables providing a breakdown of funds requested by respective agencies and the contributions which have been received are attached in Annex 1.

## **2. Summary of Humanitarian Assistance in Rwanda (By Agency):**

### **1. The United Nations High Commission for Refugees (UNHCR)**

In 1994, the funds requested by UNHCR for the region through the Inter-Agency Consolidated Appeal of July 1994 totalled US\$ 258,199,637. Through the Appeal, UNHCR requested resources to fund activities on a regional level to meet the needs of Rwandan and Burundi refugees and returnees for the period January to December 1994. Donor contributions amounted to some US\$ 258,971,656. Including the purchase of relief items distributed to returnees, between 1 August and 31 December 1994, UNHCR disbursed a total of US\$ 9,467,144 on projects inside Rwanda.

In 1995, UNHCR appealed for funds respectively for its sub-regional programmes and for Rwanda specifically. The funds requested for Rwanda for the period 1 January to 31 December 1995 totalled US\$ 44,275,500. In view of the poor response from donors and the reduced level of repatriation, UNHCR is obliged to revise the budget downwards to some US\$ 25,200,000 (see Annex 1).

UNHCR activities in Rwanda include direct assistance to returnee families, community assistance in communes, rehabilitation of infrastructure, including short-term development activities, and institutional assistance. Under its direct assistance to returnee families, UNHCR provides transport, relief items, agricultural items and shelter materials for temporary accommodation. Within its community assistance programmes, UNHCR is funding through implementing partners projects in shelter, health, water, education, family reunification/unaccompanied minors, crop production and livestock development.

UNHCR assistance to the "old caseload" returnees includes provision of construction materials, mainly timber and corrugated iron sheets, provision of brick making machines and other inputs for the construction of family house units. UNHCR is also rehabilitating existing water systems or responding to urgent water requirements in new settlement sites through Quick Impact Projects.

To enhance the capacity of line ministries, particularly those directly involved in the implementation of UNHCR projects, UNHCR has donated 47 vehicles and 34 motorcycles to the Ministry of Rehabilitation and Social Integration, the Ministry of Interior and Communal Development, the Ministry of Justice, the Ministry of Labour and Social Affairs, the Ministry of Health, the Ministry of Women and Family and the Ministry of Primary and Secondary Education. The Agency has also provided cash grants to some Ministries to enable them to meet running costs related to their work.

The overall objective of UNHCR's assistance strategy in Rwanda is to create an enabling environment conducive for the return of Rwandese refugees in neighbouring countries. The projects which receive UNHCR funding are mostly designed not only to benefit returnees but also the communities where they are implemented.

## 2. The World Food Programme (WFP)

Between July 1994 and May 1995, WFP appealed to donors for US\$ 117,215,811 to alleviate the food aid crisis in Rwanda. The response from donors was fairly positive. Between the period under review, US\$ 79,986,093 was received either through food or cash donations. It should be noted that the WFP Regional Bureau responsible for the sub-region approaches the Rwanda/Burundi Emergency globally and that all requests to donors are made on the basis that funds can be utilised in accordance with geographical needs. In the case of Rwanda, the coverage of needs has been amongst the highest in the sub-region (see Annex 1).

In spite of constraints imposed by civil conflict in April to July 1994, WFP succeeded in supplying food throughout this period to Rwanda. Most food assistance was delivered to the northwest region, but some quantities also reached the southwest and Kigali. Following the end of hostilities, the WFP Country Office was re-established in Kigali in July 1994 and since this time food aid has been continuously provided to all regions of Rwanda. Hence, in spite of the massive population movements which occurred in 1994 and the disruption of the agricultural sector, serious food shortages and hunger have largely been suppressed.

Since September 1994, WFP has distributed a total of 49,923 metric tonnes of food aid to a monthly average of 552,000 beneficiaries throughout Rwanda. Of this total, 9,019 mts were distributed to internally displaced persons in camps in Gikongoro (92,000 beneficiaries a month) until the closure of the WFP-supplied camps in January 1995. Returnees have also been provided with food through reception centres, way stations and other collective temporary facilities, as well as in their home communes. Some 8,331 mts of food supplies were utilised for these programmes, befitting a monthly average of 137,000 persons. General and targeted food aid distributions amounting to 10,351 mts of food have also been implemented for a monthly average of 152,000 resident populations in various part of the country.

In addition, WFP has paid particular attention to the revitalisation of the agricultural sector. Some 317,000 farmers and their families received rations totalling 9,573 mts under WFP's Seeds Protection Programme. WFP has also provided food for hospital patients (2,500 a month), orphans and unaccompanied children (9,700 a month), patients at supplementary feeding centres (12,000 a month) and students (12,500 a month).

Through its Food for Work projects, including civil servants, primary school teachers and people employed on various public works and income-generating activities, WFP provided 9,890 mts of food for a monthly average of 127,000 workers and their family members. Without these projects many current Food for Work beneficiaries would be fully dependant upon humanitarian aid. At present, 11,031 mts of food aid is stocked within Rwanda, with a further 23,397 mts in regional warehouses in Kampala, Isaka, Dar es Salaam and Mombassa. Additional quantities of food are currently on route or being purchased for Rwanda.

## 3. The United Nations Children's Fund (UNICEF)

In 1994, after the issuance of the flash appeal and the Consolidated Inter-Agency Appeal for Rwanda, UNICEF received US\$ 51 million in cash contributions and an additional US\$ 3.7 million in in-kind contributions. This total of US\$ 54.7 million in response to requests for US\$ 55 million was unprecedented for UNICEF and was clearly due to the wide coverage of the

horrors of genocide and the public and governmental response to this coverage.

In January 1995, UNICEF requested US\$ 55,650,000 for its emergency operations in Rwanda and an additional US\$ 11,162,000 for programmes in Eastern Zaire and Northern Tanzania refugee areas. US\$ 30,718,611 was carried over from the 1994 programme to 1995, in addition to US\$ 10,892,255 received against the January 1995 Appeal for Rwanda and the region. Together, a total of US\$ 41 million has been available for the 1995 programme (see Annex 1). An additional US\$ 8.5 million has been recently secured from donors and is in the process of being transferred by UNICEF headquarters to Kigali.

In the field of health and nutrition, UNICEF, together with WHO, has assisted in the rehabilitation of the health system in Rwanda, including a national survey on the breakdown of services, diseases outbreak control, reestablishment of EPI services and Vitamin A supplements. UNICEF has provided cold chains, vaccines, essential drugs and other medical equipment and has begun the rehabilitation of 150 health centres. Training, policy analysis and logistical support has been provided to MINISANTE (14 vehicles) and to MINFAPROFE (3 vehicles).

"Clean hands", water-borne diseases and HIV-AIDS campaigns have been mounted. UNICEF has also provided 700 mts of seeds and 100,000 hand hoes, along with credit schemes for rural women's associations and capacity building. A national nutrition survey has been undertaken and 40 nutrition field workers have been trained. MINIFAPROFE has been supplied with computers and office equipment. Supplementary feeding programmes have been provided for children, pregnant and lactating women in Rwanda and in refugee camps.

UNICEF water and sanitation projects include restoring the electricity and water supplies to 80% of the urban population in Rwanda through the provision of electric and water treatment equipment in conjunction with UNAMIR, GTZ and CIDA. Support in capacity building, training and logistics, including 17 vehicles, has been extended to MINITRAPE and ElectroGaz. Water and sanitation services have also been provided to 500,000 people in refugee and displaced persons camps, and to unaccompanied children's centres.

UNICEF, with UNESCO, has prepared and distributed 9,000 Teacher Emergency Packages, also named school-in-a-box, benefitting some 720,000 children. Some 11,500 teachers have been trained and more than 1,500 primary schools reopened. Capacity building, including installation of a data base and provision of computers and vehicles has also been extended to MINIPRISEC (12 vehicles) and MINISUPRES (2 vehicles). Two national awareness campaigns, on mines and cholera, have been launched.

UNICEF support to Children in Especially Difficult Circumstances has included assistance for 82 centres providing care for 30,000 unaccompanied children in Rwanda, support for family identification and tracing, and psycho-social support for traumatised children. A child trauma recovery programme has been launched in Rwanda through schools, community social workers and the mass media, and some 2,170 social workers have been trained. Equipment and logistical support have been provided to MINITRASO (4 vehicles), MINIREISO (one vehicle) and to enhance the rehabilitation of 11 communes. UNICEF has assisted in the restoration of essential national support services, including the provision of radio, transmitting equipment and seven vehicles to Radio Rwanda and MINNIFOR to facilitate the dissemination of messages

on preventative health and peace and reconciliation. Support has been extended for the demobilization of child soldiers in Rwanda and refugee areas and to children in prisons. This includes legal assistance and support for the establishment of a rehabilitation centre.

#### 4. Food and Agriculture Organisation (FAO)

In the July 1994 Consolidated Inter-Agency Appeal, FAO requested funding for projects totalling US\$ 8,990,000. US\$ 7,284,078 was received, enabling the Agency to undertake a variety of assistance including the re-establishment of agricultural production in and around camps for displaced persons and the provision of seeds and tools to displaced persons returning to their home communities, as well as to other populations affected by the crisis.

Response to the 1995 Appeal has been poor. Out of US\$ 18,531,700 requested by FAO for projects, only US\$ 905,516 has so far been received. Never-the-less, the US\$ 11,411,350 total needs for seeds and tools distribution in the B season was covered with the OSRO-RWA-408-NET project (the funding for which was claimed in the July-December 1994 Consolidated Appeal, but was received too late to be used in the A season) and with the intervention of other donors and NGOs.

As a result of limited funding, a number of important projects, including the establishment of a Food Security and Early Warning System and a variety of livestock programmes have not yet been started (see Annex 1) with the exception of the OSRO-RWA-501-SWE project. A veterinarian coordinator is directing this project on "Emergency Control of Animal Diseases" with a special emphasis on Mutara region.

With a World Bank grant of US\$ 4,000,000, FAO has moved from the supply of agricultural inputs to seed multiplication with an emphasis in the 1995 B season on beans, cassava and sweet potatoes. Within the framework of this project, a consortium of donors, Government officials and NGOs meet periodically to review priorities of the agricultural sector.

#### 5. The World Health Organisation (WHO)

Following the end of civil war, the WHO country office was reopened in 1994 under the responsibility of a Special Coordinator. In 1994, a number of emergency projects, including the provision of drugs, vaccines and technical support, were undertaken. Material and technical support was also extended to the local health services in countries hosting Rwandese refugees. This has continued in 1995. Other activities undertaken in 1995 are as follows:

Resumption of the National Pharmaceutical Office (OPHAR): WHO has assisted in the review of the pharmaceutical policy, provided material and operational support to the Office, including the appointment of a senior pharmacist as an adviser to the Ministry of Health. Drugs, vaccines and equipment have also been procured.

Strengthening the Health System: WHO has undertaken, with MINISANTE, a comprehensive assessment of the health system after the 1994 war and helped develop a national health system rehabilitation plan. A National Health Policy document was elaborated with MINSANTE. WHO has also appointed a health policy advisor to the Ministry of Health. Support for the rehabilitation of Ndera Hospital has been extended, including provision of materials, technical

equipment and drugs and the training of personnel. As regards environmental health, WHO has assisted in the training of personnel and has provided equipment for water quality control as well as financial and material support to enable the sanitary reburial of victims of genocide.

**Epidemiological Surveillance:** To establish national epidemiological surveillance, a senior epidemiologist was provided by WHO to the Ministry of Health. With equipment funded by WHO, a mapping and computerised data collection system and analysis was developed enabling a bi-monthly epidemiological bulletin to be published. Some 300 health personnel have been trained. With the rehabilitation of the Kigali Central Hospital's laboratory, identification and studies of antibiotic resistance of shigella has been undertaken, as well as basic information on the "Recognition and Early Response of Epidemiology". Medicines and vaccines, as well as other equipment, have also been provided as part of WHO's technical support to the programme.

**Blood Transfusion:** A review of the blood transfusion programme has been undertaken and personnel trained. Material support has been provided to the blood banking system, as well as for the rehabilitation of Ruhengeri Transfusion Centre.

**Safe Motherhood:** programmes have been undertaken to improve mother and child health on all levels of the national health system. This includes development of training modules and training of health personnel.

Other activities have included the reestablishment of a national Programme for the Control of Diarrhoeal Diseases and Acute Respiratory Infections, an assessment of the Mental Health System, technical support to EPI and to national Diseases Control programmes, including AIDS. Material support has also been provided to the national programme of water and sanitation (see Annex 1).

#### 6. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO)

In the Consolidated Inter-Agency Appeal of July 1994, UNESCO-PEER (Programme for Education for Emergencies and Reconstruction) issued a separate request for its emergency education proposals but received no donor support. In the Consolidated Inter-Agency Appeal for 1995, UNESCO-PEER launched a joint request with UNICEF for US\$ 9,850,000 for funding for Primary and Nonformal Education. Donor response to this request has been slow and only recently have funds to the tune of US\$ 630,000 been secured by UNESCO.

In addition, as part of the 1995 Appeal, UNESCO issued a separate request for US\$ 6,629,540 for the First Stage Rehabilitation of National Capacity in the Planning, Provision and Management of Secondary and Higher Education. To date, no donor response to this request has been forthcoming. UNESCO-PEER has hence supported its educational programmes through the use of regular programme funds, focused on the requirements of primary and non-formal education (see Annex 1).

Since July 1994, UNESCO has worked in close collaboration with UNICEF to assist in the re-establishment of primary education in Rwanda. This has included the translation, adaptation, production and distribution of the Teacher Emergency Packages and other educational materials, TEP-related training workshops, surveys of primary school rehabilitation needs and



other data collection, awareness campaigns, psychological/trauma education and the organisation and support of conferences, seminars and workshops in close collaboration with relevant Ministries. There is also ongoing collaboration with three Ministries on the design of a national framework for nonformal education. As well as distributions benefitting some 800,000 children inside Rwanda, UNESCO-PEER has contributed to over 300 TEP kits to refugee camps in Ngara, Tanzania and has provided associated teacher training and technical assistance in refugee camps in East Zaire and Tanzania.

#### 7. United Nations Volunteers (UNV)

In response to the Consolidated Appeal of July - December 1994, UNV received US\$ 486,669 against a request of US\$ 775,356. In respect of the 1995 Consolidated Appeal, UNV appealed for US\$ 1,327,064 and received less than one tenth, some US\$ 118,447.

In addition to contributions received in response to the Appeals, UNV also received US\$ 200,000 from the Government of Japan to support the UNDP Office in Kigali. One UNV Security Officer has also been fielded in Rwanda. Within the context of the Project of Support to the Human Rights Operation in Rwanda, UNV has fielded 34 Human Rights Monitors in Rwanda from contributions amounting to US\$ 1,029,000. Eight other Human Rights Monitors were fielded by UNV with a US\$ 280,000 contribution from Spain. The total contributions received by UNV for humanitarian assistance activities in Rwanda and the sub-region amount to US\$ 2,119,116 (see Annex 1). Out of funds received, approximately 90% have been committed/programmed.

In addition to the above UNV activities funded through various contributions, a total of 64 UNV specialists have been fielded since July 1994 to support UN Agencies and international organisations in implementing their emergency-relief and rehabilitation programmes in Rwanda and the sub-region. Funding for these UNVs has been ensured through the Agency's own financial resources. UNV specialists have been attached to WFP, UNHCR, UNOPS, FAO, UNICEF and DHA. UNV Air Traffic Controllers, UNV Aeronautical Information Service Officers and Communications Officers have assisted ICAO to ensure the functioning of the Kigali Airport.

#### 8. International Organisation for Migration (IOM)

For the period 1 July 1994 to the end of 1995, IOM has requested approximately US\$ 18 million for programmes inside Rwanda and the sub-region. To date, some US\$ 3.7 million has been received in direct contributions. In addition, IOM has also received sub-contracts from UNHCR (see Annex 1).

In both 1994 and 1995, IOM has been providing logistical support for returnees and displaced persons in conjunction with UNHCR. In addition to transporting people with a fleet of 140 buses and trucks, managed by IOM, the agency has also managed reception/transit centres, constructed overnight shelters and assisted with registration and medical screening. In the period ending 31 May 1995, IOM had transported 365,347 people (210,716 returnees and 154,631 displaced persons) to their home communes. IOM has also transported food and non-food items for UN Agencies and NGOs and has assisted FAO in logistics for its seeds programme in northwest Rwanda.

9. The Department of Humanitarian Affairs (DHA/UNREO)

In 1994, the Office of the Humanitarian Coordinator established itself as a focal point for the planning and coordination of efforts within the UN system and with Governmental partners and NGOs to promote consolidated emergency actions in response to the humanitarian crisis. In addition to a Flash Appeal in early 1994 to alert donors to the massive needs in Rwanda, two Consolidated Appeals, covering July to December 1994 and January to December 1995, have been launched under the direct supervision of the Humanitarian Coordinator. DHA, through the creation of the United Nations Rwandan Emergency Office, has supported the Humanitarian Coordinator to build relationships with its individual partners in the 1994 relief effort and has continued in 1995 to further improve coordination of efforts. This includes institution building and enhancing the capacity of the Government of Rwanda to manage future humanitarian emergencies.

DHA/UNREO has provided a reporting service for the humanitarian community in Rwanda and for international donors. UNREO has supported the integrated humanitarian effort which was established to assist displaced persons return to their home communes. DHA/UNREO has provided staff to the Integrated Operations Centre and served on the Integrated Displaced Persons Task Force which was established within the Ministry of Rehabilitation and Social Integration in November 1994. UNREO has also been instrumental in securing the services and support of Delorme Mapping for the IOC and its partners to enable tracking of populations and an enhanced reporting/data base system.

Against the May 1994 Consolidated Appeal, DHA/UNREO appealed for US\$ 941,000 in order to enhance coordination of the emergency programme and field in country support staff and field officers. A further US\$ 210,000 was requested to enable DHA/UNREO provide effective technical and programme support to the operations. In the 1995 Appeal, UNREO requested some US\$ 2,003,900 for similar activities. As of 13 May, some US\$ 900,209 had been received (see Annex 1).

10. United Nations Development Fund for Women (UNIFEM)

UNIFEM's African Women in Crisis Umbrella Programme initiated a reproductive health and trauma-management pilot project with the NGO Africa Humanitarian Action and UNICEF in 1994. The pilot project centred on returnee, displaced women and selected women's groups in Tare and Kabarondo, providing trauma management and reproductive health care services. No funds were received against the 1994 Appeal. However, with US\$ 133,690 donated by the Swedish Government, the project was extended up to 30 June 1995 (see Annex 1).

From January to June 1995, UNIFEM/AFWIC consulting psychiatrist has continued to provide psychiatric consultations to displaced and returning Rwandese women. UNIFEM/AFWIC has commissioned the Department of Psychiatry of the University of Nairobi, in collaboration with its consulting Rwandese psychiatrist and with technical advice of the Centre for Victims of Torture in Copenhagen, to develop a comprehensive training module and materials tailored to the needs of medical staff and social workers who work with traumatized Rwandese women. The training module is now being finalised. A six-week training course for 15-16 Rwandese nurses, social workers and doctors, will be implemented by the Department of Psychiatry in mid-August. Once trained the graduates will train other health professionals.

In addition, UNIFEM/AFWIC's consultant gynaecologist has conducted a maternal and reproductive health survey of women in Rwanda, as well as provided treatment. To complement these activities, a women's centre will be opened in Tare to provide training that will increase the self-reliance of the displaced and returnee Rwandese women.

#### 11. The United Nations High Commissioner for Human Rights (UNHCHR)

In 1994, no funds were requested by UNHCHR through the Inter-Agency Consolidated Appeal. Through other sources of funding, UNHCHR was however able to field staff in each prefecture within Rwanda. In the Consolidated Appeal for 1995, UNHCHR requested some US\$ 10,153,050 for its field operations, which included monitoring, confidence building and investigations into allegations of abuses. UNHCHR also requested funds to enable it to help the Government reestablish the administration of justice (see Annex 1).

During the first half of 1995 the UNHCHR, despite inadequate resources, strengthened its field operations. The Agency also provided approximately 10% of its vehicle fleet to the government to augment the justice system, completed an extensive needs analysis on the justice system, provided infrastructural and logistic support to the justice sector, including the development of a viable human rights education and promotion programme. Also during the first half of 1995, the UNHCHR gained a capacity to identify human rights problems and to work with the Government to define programmes for targeted interventions. The UNHCHR developed programmes with UNDP, UNHCR, UNESCO, and UNICEF, as well as with local and international NGOs to contribute to improving the human rights situation.

#### 12. Non-Governmental Organisations (NGOs)

Throughout 1994 and 1995, NGOs have played a major role in the relief effort in Rwanda, as well as laying the groundwork for rehabilitation and recovery. Although NGOs have continued to raise their own funds for individual programme through their traditional donor linkages, some NGO activities, totalling US\$ 4,124,913, were included in the 1995 United Nations Consolidated Inter-Agency Appeal. These programmes related to the health, agricultural and education sectors and included assistance to returnees and displaced persons. By May 1995, no information was available regarding funds which had been received by NGOs in response to the 1995 Appeal. However, outside the framework of the Consolidated Appeal, donations to NGOs, ICRC and other International Organisations of some US\$ 40 million had been reported to DHA-Geneva for programmes in Rwanda and the region. It should be noted, however, that this figure reflects only reported donations and, hence, does not encompass all of the funding received by these organisations.

**ANNEX 1**

**FINANCIAL TABLES**

UNHCR

JUL. 1994 - May 1995

Financial commitments by sector		Aug. - Dec. 1994	Jan. - Dec. 1995
	DISBURSEMENTS	BUDGET	
Food	\$4,313		\$13,764
Transport/Logistics	\$3,599,065		\$6,925,266
Domestic Needs	\$1,491,041		\$29,720
Water	\$90,600		\$2,420,000
Sanitation	\$1,470		\$34,570
Health	\$2,188,160		\$4,826,962
Shelter	\$180,080		\$5,647,451
Community Services	\$364,061		\$2,429,458
Education	\$0		\$570,225
Crop Production	\$290,878		\$70,000
Animal Husbandry	\$31,000		\$13,000
Forestry	\$0		\$0
Protection	\$418,083		\$968,519
Agency Support	\$810,593		\$1,251,072
Programme Delivery Costs	\$4,434,900		\$7,122,800
SUB-TOTAL OPERATIONS	\$13,904,244		\$32,322,807
Administrative Support Costs	\$317,700		\$516,900
GRAND TOTAL	\$14,221,944		\$32,839,707

WFP

July 1994 - May 1995

Project Activities	Requirements	Contribution	% Covered
Emergency Food Assistance (Food)	\$28,455,326	\$36,406,884	
Outside CAP (Food)	\$8,692,140		95%
Logistics and Monitoring (Cash)	\$2,923,253	\$4,866,837	
Outside CAP (Cash)	\$1,900,361		100%
Subtotal	\$41,971,080	\$41,273,721	98.3%
Emergency Ass. for Education (Food)	\$6,614,404	\$35,444,522	53%
Assistance to UAC and Hospitals (Food)	\$4,921,499		
Emergency Assistance to Pop. at Risk (Food)	\$16,515,134		
Assistance to Returnee Programme (Food)	\$1,296,699		
Agricultural Recovery Programme (Food)	\$32,884,055		
Short Term Assistance to Public Sector (Food)	\$2,370,598		
Monetization and Rehabilitation (Food)	\$2,269,584		
Outside CAP (Food)		\$642,178	
Logistics and Monitoring (Cash)	\$8,372,758	\$2,625,672	31.4%
Subtotal	\$75,244,731	\$38,712,372	51.4%
Total	\$117,215,811	\$79,986,093	68%

## UNICEF

July 1994 - May 1995

Year	Project Activities	Requirements			Contributions			% Covered
		Rwanda	Region	Total	Rwanda	Region	Total	
1994 (July to December)	Health care and disease control	14,000,000		14,000,000	13,950,000		13,950,000	100%
	Suppl. feeding and nutritional surveillance	8,000,000		8,000,000	7,418,034		7,418,034	93%
	Water & Sanitation	11,000,000		11,000,000	10,651,442		10,651,442	97%
	Basic education for survival	7,500,000		7,500,000	7,126,370		7,126,370	95%
	Children in Especially Difficult Circumst. (*)	9,500,000		9,500,000	9,156,545		9,156,545	96%
	Peace and human rights mobilization	500,000		500,000	108,817		108,817	22%
1995 (January to May)	Programme Support	4,500,000		4,500,000	4,900,000		4,900,000	109%
	Subtotal	55,000,000		55,000,000	53,311,208		53,311,208	97%
	Health	15,900,000		15,900,000	1,378,574		1,378,574	9%
	Nutrition & Household Food Security	6,550,000		6,550,000	933,762		933,762	14%
	Water & Sanitation	11,000,000		11,000,000	1,100,564		1,100,564	10%
	Education	9,850,000		9,850,000	451,837		451,837	5%
	Children in Especially Difficult Circumstances	4,900,000		4,900,000	3,071,946		3,071,946	63%
	Child Rights & Advocacy	4,700,000		4,700,000	1,133,799		1,133,799	24%
	Programme Support	2,750,000		2,750,000	1,377,955		1,377,955	50%
	Zaire Refugee Areas		8,162,000	8,162,000		1,243,818	1,243,818	15%
1994-1995	Tanzania Refugee Areas		3,000,000	3,000,000		200,000	200,000	7%
	Subtotal	55,650,000	11,162,000	66,812,000	9,448,437	1,443,818	10,892,255	16%
Total		110,650,000	11,162,000	121,812,000	62,759,645	1,443,818	64,203,463	53%

Note: Approximately 25 million was carried over from 1994 into the 1995 program, bringing the total funding level for 1995 to 36,610,866.

\* Relief and survival items

## FAO

July 1994 - May 1995

Year	Project Activities	Requirements			Contributions		% covered
		Rwanda	Region	Total	Rwanda	Region	
1994 (July to December)	Agricultural Production Around IDP Camps				125,000		
	Agricultural Production Around IDP Camps				222,400		
	Distribution of Agric. Inputs to IDP's				231,049		
	Distribution of Tools to Displaced People				150,000		
	Distribution of Agric. Inputs to IDP's				89,091		
	Distribution of Seeds and Tools to IDP's				193,811		
	Agric. Inputs to Populations Affected by Crisi				4,000,000		
	Agric. Inputs to Populations Affected by Crisi				* 2,272,727		
1995 (January to May)	Subtotal	8,990,000		8,990,000	7,284,078		81%
	Essential Inputs to Affected Populations	11,411,350		11,411,350	(see note **)		**
	Essential Inputs to Returning Refugees	2,814,350		2,814,350	631,720		22%
	Emergency Assist. for Animal Disease Ctrl	915,000		915,000	273,796		30%
	Logistical and other assistance to Minagri	470,000		470,000	0		0%
	Food Security and Early Warning System	632,000		632,000	0		0%
	Rehab. of central laboratory for seed control	140,000		140,000	0		0%
	Rehab of the national plant protection service	261,000		261,000	0		0%
	Development of livestock production	210,000		210,000	0		0%
	Rehab of national small ruminants program	175,000		175,000	0		0%
	Rehab of wooded areas damaged by IDPcam	303,000		303,000	0		0%
	Various programs	1,200,000		1,200,000	0		0%
1994-1995	Subtotal	18,531,700		18,531,700	905,516		5%
	Total	27,521,700		27,521,700	8,189,594		30%

Notes: \* The project OSRO-RWA-408-NET (US\$ 2,272,727) was in response to the 1994 Consolidated Appeal.

Funds became available for disbursement only in the 1995B season (Feb/June 1995).

\*\* This project was covered by funding sources from other donors. FAO is therefore no longer requesting funding.



WHO

1994-1995

Donors	Status			
	Contributions			
	Received	Funds promised but not yet received	Total	Expenditure/ Obligated
<b>1994</b>				
Emergency Assistance - all areas	\$56,818		\$56,818	\$57,609
Humanitarian Assistance				
All sites & FHE Project - Rwanda	\$1,287,624		\$1,287,624	\$1,219,583
Emergency Assistance (revolving funds - all site				
Emergency Response - Refugees	\$100,000		\$100,000	\$95,744
Emergency Humanitarian Assistance - Refugees	\$150,000		\$150,000	\$103,662
Environmental Health - Rwanda	\$285,715		\$285,715	\$133,389
Strengthening Health Infrastructure - all sites	\$649,254		\$649,254	\$142,674
Epidemiological Surveillance - Rwanda	\$252,100	\$252,900	\$505,000	\$651,709
Resumption of OPHAR - Rwanda	\$294,900	\$294,100	\$589,000	\$247,695
HIV Control - GPA	\$203,000	\$203,000	\$406,000	\$187,645
Miscellaneous	\$12,826		\$12,826	\$209,585
Emergency Support to Rwanda				\$12,828
Trough BHA	\$225,000		\$225,000	\$220,317
Trough AFRO	\$100,000		\$100,000	\$100,000
<b>Total</b>	<b>\$3,617,237</b>	<b>\$750,000</b>	<b>\$4,367,237</b>	
<b>1995</b>				
Women Health		\$510,000	\$510,000	\$0
Emergency disease control - sub-region	\$800,000		\$800,000	\$284,622
Rehabilitation of Ndera Hospital	\$510,000		\$510,000	\$58,673
Emergency Disease Control - sub-region	\$788,250		\$788,250	\$451,418
Emergency Epidemic Control - sub-region	\$630,600		\$630,600	\$273,128
<b>Total</b>	<b>\$2,728,850</b>	<b>\$510,000</b>	<b>\$3,238,850</b>	
<b>Overall Total for 1994 and 1995</b>	<b>\$6,346,087</b>	<b>\$1,260,000</b>	<b>\$7,606,087</b>	<b>\$4,450,281</b>

## UNESCO

July 1994 - May 1995

Year	Project Activities	Requirements			Contributions			% Covered
		Rwanda	Region	Total	Rwanda	Region	Total	
1994	Primary and Nonformal Education	\$250,000		\$250,000	0	\$110,000	\$110,000	44
[July to Dec]	Subtotal	\$250,000		\$250,000	0	\$110,000	\$110,000	44
1995	Primary and Nonformal Education	\$9,850,000	\$3,040,000	\$12,890,000	\$630,000	\$0	\$630,000	5
[January to May]	Secondary and Higher Education	\$6,629,540		\$6,629,540	0		0	0
	Subtotal	\$16,479,540	\$3,040,000	\$19,519,540	\$630,000	\$0	\$630,000	3
1994-1995	Total	\$16,729,540	\$3,040,000	\$19,769,540	\$630,000	\$110,000	\$740,000	4

- (1) Jointly requested by UNESCO-PEER and UNICEF  
(2) Received by UNESCO-PEER, additional to funds received by UNICEF  
(3) Separate request made by UNESCO

## UNV

July 1994 - May 1995

Year	Projects Activities	Requirements			Contributions			% Covered
		Rwanda	Region	Total	Rwanda	Region	Total	
1994	Flash appeal, UNV project	\$136,000		\$136,000	\$54,182		\$54,182	40%
[July to Dec]	Consolidated appeal	\$775,356		\$775,356	\$200,000		\$200,000	26%
					\$133,764		\$133,764	
					\$152,905		\$152,905	
	Subtotal	\$911,356		\$911,356	\$540,851		\$540,851	59%
1995	Consolidated appeal	\$1,327,064		\$1,327,064	\$118,447		\$118,447	9%
[January to Mar]	Subtotal	\$1,327,064		\$1,327,064	\$118,447		\$118,447	9%
1994-1995	Total	\$2,238,420		\$2,238,420	\$659,298		\$659,298	29%

## IOM

July 1994 - May 1995

Year	Projects Activities	Requirements			Contributions			Disbursed
		Rwanda	Region	Total	Rwanda	Region	Total	
	1994	\$7,400,000			\$3,348,386			*\$4,143,877
1994-1995	1995	\$10,539,800			\$359,047			*\$2,902,550

\* includes sub-contract funds received from UNHCR

Resource	Amount	Expenditure	Amount
Pro-memoria: Pledges			
\$8,435,373			
*1			
as at 22 June 1995			
Contribution			
as at 22 June 1995	\$6,557,100		
Advance CERF	\$3,000,000		
A - Staff Costs			
Salaries		\$1,621,200	
MSA & Travel		\$2,350,100	\$3,971,300
B - Operational Costs			
General operating expenses		\$552,700	
Supplies & Materials		\$164,100	
Furniture & Equipment		\$693,000	\$1,409,800
To be paid:			
Vehicles, Communication Equipment and other material supplied from DPKO & UNHCR			\$1,241,500
Total Operational costs			\$2,651,300
Sub-Total expenditure			\$6,622,600
Administrative Support Costs, 13%			\$860,900
Total costs			\$7,483,500
Balance *2			\$2,073,600
TOTAL	\$9,557,100		\$9,557,100

\*1 Excluding the European Union contribution consisting of 33 fully equipped field officers corresponding to ECU 5 million = US\$ 6,377,551

\*2 Does not include refund of the 3 million US\$ advance from CERF

NGOs

July 1994 - May 1995

Year	Projects Activities	Requirements			Contributions			% Covered
		Rwanda	Region	Total	Rwanda	Region	Total	
1994-1995	Total	\$4,124,913			\$0			0%

UN-DHA / UNREO

July 1994 - May 1995

Year	Projects Activities	Requirements			Contributions			% Covered
		Rwanda	Region	Total	Rwanda	Region	Total	
1994 [Jul. - Dec.]	Support staff and field officers	\$941,000		\$941,000				
	Technical and programme support	\$210,000		\$210,000				
	Subtotal	\$1,151,000		\$1,151,000	\$1,753,107.9		*\$1,753,107.9	
1995 [Jan. - May]	Support staff and field officers	\$2,003,900		\$2,003,900	\$900,209		\$900,209	45%
	Subtotal	\$2,003,900		\$2,003,900	\$900,209		\$900,209	

1994-1995	Total	\$3,154,900		\$3,154,900	\$2,653,316.9		\$2,653,316.9	
-----------	-------	-------------	--	-------------	---------------	--	---------------	--

\* Including funds carried over from the first half of 1994

UNIFEM

January 1995 - June 1995

Year	Projects Activities	Requirements			Contributions			% Covered
		Rwanda	Region	Total	Rwanda	Region	Total	
[Jan - June]	Comm. Health Care	\$1,350,000		\$1,350,000	\$133,690		133690	10%

REPUBLIQUE RWANDAISE

CONFERENCE DE TABLE RONDE

REVUE A MI PARCOURS

(Kigali, 6-7 Juillet 1995)

VERSION ORIGINALE  
RWA/RT/MTR/1995/7  
3 Juillet 1995  
Original: Français

---

Infrastructure et Secteurs Productifs

Ministère du Plan

Programme des Nations Unies pour le Développement

D'autres donateurs sont intervenus pour réhabiliter des bâtiments publics et/ou rééquiper les ministères et les administrations locales, soit, en réhabilitation:

- les Pays Bas (à travers les Fonds fiduciaires gérés par le PNUD), pour la réhabilitation et l'extension de prisons: 0,6 MUS\$
- la Minuar pour le Minitrape et l'aéroport de Kanombe: non chiffré
- le CICR pour la réhabilitation de la prison de Ntsinda: 0,3 MUS\$

et en rééquipement <sup>1/</sup>:

- les Etats Unis pour le rééquipement de huit ministères (Agriculture, Famille, Finances, Intérieur, Justice, Plan, Réhabilitation, Santé): 4 MUS\$
- le Royaume Uni pour le rééquipement de quatre ministères (Justice, Famille, Réhabilitation, Santé): 0,5 MLSt
- les Pays Bas (Fonds fiduciaires, projet en cours d'exécution): 2 MUS\$

Le projet de ramassage des ordures dans les centres urbains, dont le coût était estimé à 1,15 MUS\$ a connu un commencement de réalisation sur un financement de 100.000 US\$ des fonds fiduciaires néerlandais (nettoyage de la ville de Kigali) et par quelques interventions de l'UNICEF, de Care et de Prodeva, à Kigali également, dont le coût n'est pas connu.

#### 1.2.2. Priorités et perspectives

Une série de projets de réhabilitation sont prévus dans la cadre des Fonds fiduciaires des Pays Bas, certains déjà signés seront prochainement mis en oeuvre, d'autres sont encore en négociation:

- réhabilitation d'une vingtaine de bâtiments publics (RWA/94/010, signé): 1,7 MUS\$
- réhabilitation immeubles de la Justice: 0,6 MUS\$
- Université Nationale à Butare: 0,4 MUS\$
- bâtiments (et rééquipement) des communes: 3,0 MUS\$
- extension de la prison de Ntsinda: 2,0 MUS\$

à quoi s'ajoute la réhabilitation de l'ancienne école du M.R.N.D. (dite maison Conrad Adenauer) par l'Allemagne pour y abriter les services centraux du Ministère de la Justice: 0,3 MDM

Le coût global des travaux de réhabilitation des immeubles administratifs publics, y compris pour une large part ceux des préfectures et des communes, encore à réaliser est estimé à douze millions de dollars, dont sept sont encore à rechercher.

En ce qui concerne l'assainissement urbain, dans le cadre des projets de la Banque Mondiale, un marché de ramassage d'ordures sera passé avec un opérateur privé pour un montant de: 1,1 MUS\$

---

<sup>1/</sup> La gestion des équipements relève du Minitrape, mais les financements sont à imputer au programme 1, car ils sont considérés comme aide budgétaire.

### 1.3. Distribution d'eau potable

#### 1.3.1. Réalisations

Un certain nombre d'actions d'urgence ont pu être réalisées, certaines d'entre elles dès le lendemain de la guerre. C'est ainsi que l'UNICEF, le CICR et les gouvernements autrichiens et allemands ont uni leurs efforts pour la remise en état de fonctionnement de l'usine de traitement des eaux de Kimisagara et rétablir la distribution d'eau à Kigali. Le montant total de leurs contributions n'a pu être chiffré.

De son côté, l'Office Humanitaire de l'Union Européenne (ECHO) est intervenu sur:

- les stations de pompage alimentant les villes de Kigali et Butare pour: 23.000 ECU
- sept autres stations dans le pays pour: étude
- le réseau de distribution de Kigali: 269.800 ECU
- le système Yanze-Kimisagara: 500.000 ECU

Dans le secteur rural, les intervenants ont été très nombreux à travers tout le pays, notamment les ONG et les agences des Nations Unies. On citera:

- à Butare: l'International Action Against Hunger (AICF/USA),
  - à Byumba: l'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP),
  - à Gisenyi: l'AFVP,
  - à Gitarama: Coforwa,
  - à Kibungo: Oxfam/UK
  - à Kibuye: l'Australian Relief Programme (ARC),
  - à Kigali: l'Agence de l'Eglise adventiste (ADRA), l'OFDA/USAID et Oxfam/UK,
  - dans le Mutara: l'ADRA, l'American Refugee Committee, l'ARC et Oxfam/UK,
- et encore: Action Nord-Sud, l'IRC, Prodeva-Terre sans Frontières.

Les agences des Nations Unies (HCR, OMS, UNICEF) ont opéré dans tout le pays, l'aide allemande à Kigali et à Gikongoro.

Il est pour le moment impossible de chiffrer l'ampleur de ces interventions qui, dans la plupart des cas, ne sont pas suivies par les autorités nationales; la Direction de l'Eau ne dispose pratiquement d'aucune information à leur sujet.

On ne peut donc apprécier dans quelle mesure les besoins de financement pour la réhabilitation minimale des A.E.P. qui avaient été estimés à 3,85 MUS\$, ont été couverts.

#### 1.3.2. Priorités et perspectives

Par contre, plusieurs bailleurs ont manifesté un grand intérêt pour la construction de nouvelles adductions. Il s'agit d'ailleurs le plus souvent de la réactivation de projets déjà identifiés ou même en cours avant la guerre:

- dans le Bugesera Sud, un financement allemand d'un montant de: 33,2 MDM
- dans le Bugesera également, la relance du projet de l'Union Européenne pour un montant évalué à: 9,2 MECU
- dans le Mutara, réalisation d'AEP dans le cadre du Projet d'aménagement de la Banque Africaine, pour un montant à préciser
- dans le nord, le projet d'AEP de la Région des Laves, financé par la Banque Mondiale: 1,5 MUS\$

- et la Réhabilitation des adductions d'eau en milieu rural (RAEMR)  
pour: 14 MSWF  
- dans les chefs-lieux de huit sous-préfectures, des AEP pour: 1 MDM

Tous ces travaux pourraient être entrepris avant la fin de 1995.

Le Ministère des Travaux Publics envisage par ailleurs de:

- réparer et désabler la prise d'eau de la rivière Yanze alimentant Kigali, dont coût, pour les études et réalisation, environ: 1,1 MUS\$
- réaliser un forage alimentant l'usine de Kimisagara sur financement du Gouvernement autrichien: 4,7 MUS\$
- poursuivre la réhabilitation des systèmes d'AEP en milieu rural
- finaliser le Plan directeur des ressources en eau, qui était en cours sur financement autrichien, pour un montant de: 0,4 MUS\$

Enfin, le Gouvernement souhaite également relancer le projet d'AEP de Kibungo d'un montant global de 6,96 milliards de FRW qui était en négociation avec le Japon avant la guerre.

#### 1.4. Energie électrique

##### 1.4.1. Réalisations

Une contribution importante de l'Union Européenne (ECHO) permet aujourd'hui de disponibiliser 24 megawatts sur les 50 de capacité totale des six centrales qui alimentaient le Rwanda en électricité avant avril 1994. Trois d'entre elles (Gisenyi, 1.2 MW, Mukungwa, 12 et Rusizi I, 3.5) ont retrouvé leur pleine capacité, Gihira fonctionne à 75 % (0.9/1.2), Gatsata à 50% (1.2/2.4) et Rusizi II ne fournit que 5 MW sur 30. Le financement total de ECHO s'élève à 4,5 millions d'ECU (y compris certains travaux encore en cours).

Ces travaux ont permis d'alimenter à nouveau les localités de Kigali, Butare, Byumba, Cyangugu, Gikongoro, Gitarama, Kibungo, Kibuye, Ruhengeri et Rwamagana.

Le Canada de son côté est intervenu dans la réhabilitation à 90 % du réseau basse tension de la ville de Kigali et divers appuis à Electrogaz, pour un budget de 5 millions de dollars canadiens.

On notera que l'UNICEF a réduit de 2 millions à 500.000 dollars l'apport en matériel que l'organisation avait promis en octobre 1994, mais ce matériel n'est pas encore livré.

##### 1.4.2. Priorités et perspectives

La finalisation des réhabilitations est prioritaire. Elle concerne principalement la centrale de Ntaruka, sur laquelle des travaux sont déjà menés dans le cadre du programme ECHO. Ils seront complétés sur un financement de 9 millions de DM de l'Allemagne. La complète réhabilitation de Rusizi II devra également être poursuivie.

Un projet d'interconnexion avec l'Uganda a été initié sur financement direct d'Electrogaz. Une contribution de 500.000 DM contribuera à l'achèvement de la première tranche de 5 MW.



En conclusion, on notera que le programme de réhabilitation du réseau électrique est totalement couvert.

#### 1.5. Programme d'appui au Minitrape

Les besoins d'appui direct exprimés par le Ministère (cellules de gestion, assistance technique et formation des cadres) n'ont pour le moment pas de perspective de financement, exception faite d'une possibilité d'intervention de la Banque Mondiale dans le cadre du crédit d'urgence.

### 2. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Le programme du sous-secteur transports-communications veut favoriser l'intégration économique des diverses régions du pays, de façon à faciliter les échanges intérieurs, l'approvisionnement des producteurs et des consommateurs et l'écoulement de la production. Les services publics tels que les Postes et les télécommunications de même que les services d'information doivent redevenir complètement opérationnel dans un délai de un an, c'est-à-dire pour le début de 1996.

#### 2.1. Les transports

##### 2.1.1. Les transports en commun

Les transports en commun sont assurés par l'entreprise publique ONATRACOM et des transporteurs privés. Avant la guerre, la première disposait de 187 bus et on dénombrait 1.900 taxis privés (minibus).

Aujourd'hui, le réseau de transports publics se reconstitue lentement. Plus de onze-cent taxis ont été enregistrés au Ministère des Transports. L'ONATRACOM, de son côté, est parvenue à remettre en circulation 26 bus.

La situation de l'ONATRACOM mérite d'être analysée. Sa privatisation reste envisagée, mais ne saurait être réalisée avant que le processus général de privatisation des entreprises publiques n'ait été défini par la Commission Nationale établie à cet effet.

En attendant, l'ONATRACOM a réouvert 10 lignes dans la ville de Kigali (contre 25 avant avril 1994) et 23 lignes interurbaines au départ de Kigali, rétablissant ainsi le réseau reliant la capitale aux principaux centres du pays. Par contre, ni les liaisons interurbaines entre préfectures, ni les réseaux urbains de Butare (6) et Ruhengeri (1) n'ont repris.

Le personnel compte à ce jour 240 personnes, contre 640 avant avril. Cela donne une ratio défavorable de 9 personnes par véhicule contre 3 avant guerre. On doit cependant noter que l'ONATRACOM est chargé de l'entretien des véhicules de l'Etat. Les résultats de cette division sont positifs.

On notera avec intérêt que, depuis la reprise de ses activités fin juillet 1994 (avec cinq véhicules), la division Transports Publics de l'Office aurait dégagé une marge produits/charges positive dès le mois d'octobre pour une solde positif total de 30 millions de FRW fin avril (produits: 215,5 MFRW, charges: 185,9). Depuis le début de l'année, après la remise en état des véhicules, la marge brute moyenne est montée à plus de 40%. Cette division Transports est donc bénéficiaire, ce qui est

appréciable compte-tenu du mauvais état du parc. Il en est de même de la division garage et des services divers. Leurs résultats sont malheureusement annulés par le coût de services généraux sans doute pléthoriques.

L'ONATRACOM renouvelle sa demande d'acquisition de 40 véhicules neufs, pour un montant total de 10 millions de dollars, dont 20% de pièces détachées.

Le financement de la campagne de sensibilisation à la sécurité routière prévue dans le programme de réhabilitation sera inclus dans le Projet Transport de la Banque Mondiale pour 1,4 MUS\$ de même que la création d'un Centre de Contrôle Technique pour 1,5 million. Ces deux réalisations permettront d'améliorer la sécurité routière dont la dégradation devient préoccupante.

#### 2.1.2. Les transports de marchandises

Les transports de marchandises sont pris en charge par des opérateurs privés. Le Ministère des Transports ne dispose pas d'informations.

#### 2.2. L'aéronautique

##### 2.2.1. La Régie des Aéroports du Rwanda (R.A.R.)

En attendant les financements extérieurs, la R.A.R. a procédé à la réhabilitation de certaines installations sur ses propres fonds, soit:

- petites réparations des bâtiments de l'aérogare, du bloc technique, de l'Aérobare et de la centrale électrique pour: 3,75 MFRW
- réhabilitation du salon présidentiel et de la tour de contrôle et achats de deux véhicules pour: 0,13 MUS\$

Les résultats d'exploitation de la Régie sont disponibles pour les cinq premiers mois de l'année 1995. Ils montrent une balance négative avec des recettes de l'ordre de 480.000 US\$ pour 580.000 de dépenses.

En avril 1995, la R.A.R a estimé comme suit les besoins de réhabilitation des aéroports nationaux, pour un total de 1,578 milliard de FRW:

Bâtiments de l'aérogare de Kanombe:	0,181
Equipements:	1,274
dont - camions	546
- véhicules de service	54
- matériel informatique	8
- balisage (Kanombe)	4
- transmissions (Kanombe)	570
- trans. autres aérop.	72
- divers	20
Chaussées	0,122
dont - Kanombe	42
- Kamembe	80

soit, au cours de l'époque, 6,3 millions de dollars.

Les montants mis à disposition par les bailleurs (Union Européenne, 2,6 millions et Banque Mondial, projet Transports, 800.000 \$) ne permettant pas de couvrir ce

montant, il a été renoncé provisoirement à certains équipements en faveur des aéroports de province, pour une valeur estimée à 593 MFRW. Le total encore requis par l'administration est cependant, avec 3,4 MUS\$ encore quelque peu supérieur aux crédits disponibles. Ce projet sera finalisé dans les prochaines semaines.

#### 2.2.2. Le Service Météorologique

Les équipements du Service météorologique ont été quasi-totalement détruits. La demande de financement présentée dans le Programme de réhabilitation pour un montant de 250.000 dollars n'a pas été satisfaite.

#### 2.3. L'Office Rwandais d'Information (ORINFOR)

##### 2.3.1. Radio Rwanda

Radio Rwanda a repris ses émissions avec des ressources humaines et matérielles limitées.

Le Gouvernement allemand a accepté de contribuer à la réhabilitation de Radio Rwanda en deux phases de financement de 1,3 et 7 millions de DM. La première couvrira les besoins immédiats en matériel de studio et en moyens de transport, la seconde sera consacrée à la réhabilitation du réseau FM, à la fourniture de moyens de reportage et de sonorisation et d'un complément en moyens de transport.

##### 2.3.2. La presse écrite

Avant la guerre, le PECIPHO, le service de la Presse écrite et Ciné-photo de l'Orinfor publiait deux hebdomadaires "Imvaho" et "La Relève" et les nouvelles quotidiennes de presse de l'Agence Rwandaise de Presse "ARP". Les équipements du service ont été soit détruits ou endommagés soit pillés. Des soixante-trois journalistes et techniciens, dix seulement ont réintégré le service.

L'ORINFOR souhaite restaurer ce service, ce qui comprend plusieurs volets:

- la réhabilitation de l'atelier et du laboratoire,
- la reconstitution des équipements de reportage,
- la fourniture de moyens de transport,
- la formation des journalistes et techniciens.

##### 2.2.3. La télévision

ORINFOR fait état de besoins de même nature pour rendre la Télévision rwandaise pleinement opérationnelle:

- restauration des studios et ateliers,
- reconstitution des moyens de reportage,
- réhabilitation du réseau d'émission,
- la formation des journalistes et techniciens.

#### 2.4. Les télécommunications (RWANDATEL)

Dès août 1994, Rwandatel s'est attelée avec ses propres ressources au rétablissement des circuits nationaux et internationaux.

C'est ainsi que pour 12.600 abonnés avant avril 1994, on relève aujourd'hui à nouveau 8.250 abonnés raccordés et près de 1.000 raccordements en cours. La situation est totalement rétablie à Kigali et Kacyiru, où le nombre d'abonnés va même dépasser le nombre d'avant-guerre; elle est rétablie à 50% à Byumba, Gikongoro, Gitarama, Nyabisindu et Rwamagana, un peu moins à Butare et Ruhengeri. Quelques lignes provisoires ont été rétablies à Gisenyi. Seuls les réseaux de Cyangugu et Kibungu ne sont pas encore réhabilités.

Le service international a été rétabli au début de septembre 1994 avec 24 circuits.

La restauration progressive des communications téléphoniques a permis un relèvement rapide du chiffre d'affaires qui atteint mensuellement 160 millions de FRW, avec un taux de recouvrement de 75%. Rwandatel couvre elle-même ses charges d'exploitation, représentant environ 60% de son chiffre d'affaires) et consacre le solde à l'acquisition d'équipements et à l'apurement de ses dettes, surtout celles en rapport avec les communications internationales.

La reconstitution des effectifs du personnel suit la reprise des activités mais reste très modérée par rapport à la situation d'avant-guerre: on compte aujourd'hui 61 techniciens (pour 206 auparavant) et 189 agents administratifs (contre 500), soit moins de la moitié des effectifs antérieurs.

Le montant global des ressources sollicitées par Rwandatel demeure identique (aucun financement extérieur n'ayant encore été accordé), avec cependant des réajustements internes tenant compte des travaux auto-financés par Rwandatel (milliers de \$):

Centre nodal Jari	598	658
Immeubles	113	100
Ligne Jari-Tanzanie	114	75
Montage	498	498
Station terrienne	721	916
Réseau Cyangugu	430	272
Véhicules	45	36
Groupe Gitarama	36	
Total	2,555	2,555

Rwandatel estime en outre le coût de la formation de son personnel à 831.000 \$.

#### 2.5. Les services postaux (O.N.P.)

La situation de l'Office National des Postes n'a pas du tout évolué depuis le début de l'année. Seuls fonctionnent la Recette principale de Kigali et trois guichets annexes ainsi que trois centres de chèques postaux (Kigali, Byumba et Ruhengeri). Les effectifs de personnel ont été réduits de 65%, passant de 343 à 120 personnes (mais le nombre de cadres supérieurs a baissé de 35% seulement, de 12 à 8). Par rapport au volume de travail, les effectifs du personnel sont devenus pléthoriques.

Les résultats financiers de l'Office sont mal connus.

Aucune de ses requêtes n'ayant été satisfaite (réhabilitation et rééquipement de ses bureaux à Kigali et dans les préfectures), l'Office les réitère pour un montant restant fixé à 1,054 millions de dollars.

## LA RHEABILITATION DES ACTIVITES PRODUCTIVES

### ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

#### I- L'AGRICULTURE

##### 1-1: L'Evolution Récente du Secteur Agricole

47-Le secteur agricole a été marqué, depuis les événements d'avril 1994, par une chute importante de la production due principalement aux massacres et aux déplacements massifs des rescapés. Les pertes étaient de cinquante pour cent en moyenne pour la saison culturale 95-B. Plus de 80% du cheptel bovin, 90% des petits animaux et 95 de la volaille sont disparus. Des superficies de l'ordre de 50000 ha ont été endommagés. Les ressources humaines et matérielles du secteur ont été également sévèrement touchées avec des pertes de ressources humaines variant de 40 à 70% selon les catégories et une disparition de plus de 95% des moyens logistiques.

48-L'année agricole 1995 s'est déroulée donc dans des conditions particulièrement difficiles. Néanmoins , avec l'appui de la communauté internationale, la production annuelle pourra atteindre 55% de la production d'une année normale. Répondant à l'appel lancé par le Gouvernement, la communauté internationale s'est très vite mobilisée et les diverses coopérations multilatérales, bilatérales et les organisations non gouvernementales ont apporté une assistance humanitaire en vivres, semences, outillage agricole, engrais minéraux et pesticides. Ces intrants ont été distribués gratuitement à la population qui a généralement apprécié l'intervention des divers organismes. Les quantités reçues et distribuées pour les saisons 95A et 95B sont repris dans le tableau ci-après:

Tableau: Intrants Agricoles Distribués

Tableau: Intrants Agricoles Distribués

	95A	95B
TYPE D'INTRANTS	QUANTITÉS DISTRIBUÉES	QUANTITÉS DISTRIBUÉES
Semences de haricots	6.970 T	7.295 T
Semences potagères	8.894 kg	3.527 kg
Semences de maïs	1.707 T	781 T
Semence de soja	11 T	1.025 T
Engrais	507 T	1.256 T
Houes	612.225	899.457
Tridents	12.000	
Cordes de patates douces (1000)		3.000
Pulvérisateurs		126
Semences de petit pois		310 T
Haricots verts		1.025 T
Semences de sorgho		1.910 T
Pomme de terre		2.000 T
Rhizobium		3.000 kg
Dithane		113 T

49-Les efforts de relance des activités agricoles se sont essentiellement concentrés sur l'agriculture vivrière. Bien que des fonds Stabex importants de 9 millions d'Ecus sont engagés par l'Union Européenne pour la réhabilitation de la caféiculture et des plantations théicoles, le premier semestre 1995 n'a pas connu de réalisations concrètes sur le terrain. Toutefois, il faut souligner que pour la caféiculture un regain d'intérêt se manifeste dans certaines zones à hautes potentialités caféicoles suite à la décision du Gouvernement de multiplier le prix au producteur par 2.6. Il y a lieu d'espérer ainsi une reprise des activités d'entretien des caféiers. Pour la théiculture, l'office du thé se prépare à lancer une opération massive d'entretien des plantations à partir du mois de juillet 1995 dans l'objectif de synchroniser la période de récolte avec le démarrage des usines en réhabilitation, c-à-d en septembre 1995.

50. Après d'énormes pertes subies au cours du 2ème trimestre 1994, le secteur de l'élevage a enregistré des arrivées massives de bovins venus d'Ouganda, du Burundi et du Zaïre. L'effectif rentré dans le pays est estimé à 450000 têtes avec une concentration inquiétante au Mutara. La situation est inquiétante dans la mesure où la disponibilité en ressources fourragères ne peut guère suffire pour nourrir tout ce bétail pendant des saisons normales et encore moins pendant la saison sèche. De plus, ces animaux porteurs de plusieurs maladies contagieuses n'ont pas tous été vaccinés. L'opération de vaccination effectuée en novembre-décembre 1994 contre la péripneumonie contagieuse bovine n'a touché qu'un nombre réduit seulement à savoir 175000 têtes.

51-Enfin le sous-secteur forestier n'a pas connu d'amélioration et continue par contre à enregistrer des destructions importantes sur les massifs naturels de la Crête Zaïre-Nil par des défrichements et sur des boisements artificiels par des coupes anarchiques et illégales opérées dans tous les coins du pays.

52-L'appui financier total apporté par la communauté internationale pour la reprise des activités agricoles est évalué à 39.4 millions de dollars. Ce chiffre paraît très élevé comparé

à 46.5 millions de dollars présenté à Genève comme coût estimé des activités de réhabilitation du secteur agricole pour l'année 1995. En réalité, l'aide enregistrée à ce jour se situe dans le cadre de l'aide humanitaire d'urgence, utile certes, mais n'ayant pas encore permis de rétablir suffisamment le capital productif. En effet, sur 35 projets de réhabilitation du secteur rural et un programme d'appui institutionnel au MINAGRI présentés à la Table Ronde de Genève, l'appui de la communauté internationale n'a touché, en plus de l'appui au fonctionnement du Minagri, que deux projets à savoir la multiplication de semences et la fourniture d'intrants agricoles qui étaient programmés pour 15.5 millions de dollars. Si on regarde de très près les choses, on s'aperçoit que les besoins de réhabilitation restent énormes au delà des efforts déjà accomplis. De plus, bon nombre d'agriculteurs n'ont pas été touchés par les programmes en cours et le problème d'insuffisance des engrais, des pesticides, des semences de qualité et de matériel indispensable à l'extension et ou à l'intensification des cultures reste posé.

#### **1-2: Les Grands Problèmes Actuels du Secteur et les Priorités d'Action pour le Second Semestre**

53-Malgré une reprise des activités agricoles aussi bien au niveau des activités administratives qu'au niveau des exploitations agricoles, beaucoup de problèmes restent posés et devraient être résolus pour garantir, dans un proche avenir, la sécurité alimentaire de la population. Sans être exhaustif, les principaux problèmes qui se posent sont les suivants:

- La réduction importante de la main d'oeuvre agricole dans certaines régions et le manque d'intérêt d'occupants temporaires à investir dans des exploitations agricoles qui ne sont pas les leurs;
- La détérioration du pouvoir d'achat des agriculteurs qui sont dépourvus des moyens d'acquisition du bétail et autres facteurs de production;
- La carence des moyens pour assurer le destockage du bétail du Mutara;
- L'insuffisance du personnel technique à tous les niveaux;



- Les rizières aménagées à beaucoup de frais et qui sont abandonnées;
- La non application de la loi forestière;
- La reprise des activités des projets agricoles prend beaucoup de retard,

54-On estime que la phase d'urgence, qui a permis d'enregistrer les résultats assez satisfaisants, devrait dès à présent permettre d'entamer des actions de développement dont les priorités pour les prochains six mois s'intègrent dans les priorités de développement du secteur agricole à savoir:

- La mise à disposition des exploitants agricoles des semences améliorés, des plants et boutures, des fertilisants, des pesticides et matériel agricole;
- La réhabilitation des ouvrages hydro-agricoles, l'aménagement et la mise en valeur des marais;
- La réhabilitation des filières d'exportation (café et thé) et la diversification des produits d'exportation;
- Le repeuplement du territoire en bétail;
- La réhabilitation des structures d'appui à la production animale;
- La mise à la disposition des éleveurs des intrants vétérinaires;
- La relance des opérations de traitement du lait et de valorisation des sous-produits animaux (cuirs et peaux)
- La protection et la conservation des forêts naturelles et des boisements artificiels;
- La réhabilitation des boisements détruits et ou endommagés;
- La réhabilitation et la relance des activités de recherche agricole;
- Le renforcement des capacités de conception, de coordination, d'exécution et de suivi des différentes interventions dans le secteur agricole;

55-Le programme du Gouvernement pour la réhabilitation et la relance des activités agricoles répondant à ces différentes priorités est présenté de façon détaillée dans le tableau en

annexe. Ce programme est évalué à 142 millions de dollars dont 2.3 millions couverts par les actions en cours, 89.2 millions à mobiliser dans le cadre des projets agricoles existants mais restructurés et 50.6 millions à chercher. L'exécution de ce programme dépasse largement le cadre annuel et pourrait même s'étendre, pour certains projets comme le plan directeur du Mutara, sur plusieurs années.

## II-L'INDUSTRIE

### 2-1:Evolution Récente du secteur Industriel

56-L'évolution récente du secteur industriel a été sommairement décrite dans les paragraphes 5 à 7 où il est indiqué que seulement 29 entreprises manufacturières sur 100 qui tournaient avant avril 1994 ont pu reprendre leurs activités à un niveau moyen de production de 74.4% de la production antérieure. L'industrie minière, bien qu'ayant redémarré, n'exploite que quelques gisements et ne produit que 20% des quantités produites avant la guerre. Jusqu'à ce jour, les entreprises qui ont pu démarrer l'ont fait de leurs propres moyens sans appui quelconque du Gouvernement.

57-Le programme présenté à la Table Ronde de Genève proposait, pour le secteur industriel, la mise en place d'un Fonds spécial de réhabilitation et de relance de l'industrie dont le montant était de 50 millions de dollars. Hormis quelques lignes de crédits d'un montant total de 7.8 millions de dollars qui étaient en cours à la Banque Rwandaise de Développement et dont les bailleurs de fonds concernés ont accepté de reconduire, le projet de créer un Fonds Spécial de réhabilitation et de relance de l'industrie n'a pas encore vu le jour. Il faut signaler que ces lignes de crédits gérées par la Banque Rwandaise de Développement ne sont accessibles qu'aux conditions financières du marché peu adaptées aux prêts de réhabilitation des industries à faible rentabilité financière. Un projet important mérite toutefois d'être signalé à l'actif du Gouvernement. Il s'agit d'un programme de réhabilitation de l'industrie théicole financé par

V. BESOINS FINANCIERS POUR LES ACTIONS PRIORITAIRES

A. DU SOUS-SECTEUR DES PRODUCTIONS AGRICOLES

INTITULE DU PROJET	COUT DU PROJET (en US \$)	BESOINS FINANCIERS			BAILLEUR DE FONDS
		COUVERTS	PROMIS	A CHERCHER	
Multiplication et diffusion des semences	2.186.250	-	1.000.000	1.186.250	BANQUE MONDIALE, BELGIQUE, ONGS
Approvisionnement et distribution des intrants agricoles	15.648.000	-	1.850.000	13.798.000	BANQUE MONDIALE, U.E., JAPON
Relance de la production rizicole	3.412.000	-	2.000.000	1.412.000	BAD
Réhabilitation des centres de traitement du café	743.193	-	743.193	-	U.E.
Relance de la recherche agricole	2.530.000	-	-	2.530.000	FAD, FAO, GTZ, BM, SUISSE, BELGIQUE
Relance du plan directeur du Mutara	83.500.000	-	62.500.000	21.000.000	voir N.B.
<b>TOTAL</b>	<b>108.019.443</b>	<b>-</b>	<b>68.093.193</b>	<b>39.926.250</b>	<b>-</b>

N.B. : Les bailleurs de fonds pour le PDM sont : BAD; FKDEA; OPEP; PAM; CFD; ITALIE; CHINE  
(le Canada a annoncé qu'il se retirait dans le financement du PDM).

**B. DU SOUS-SECTEUR DES PRODUCTIONS ANIMALES (suite)**

INTITULE DU PROJET	COUT DU PROJET (en US \$)	BESOINS FINANCIERS			BAILLEUR DE FONDS
		COUVERTS	PROMIS	A CHERCHER	
Réhabilitation des abattoirs	335.000	-	28.000	307.000	BAD
Réhabilitation des laiteries	3.250.000	-	-	3.250.000	à chercher
Protection sanitaire du bétail	100.000	-	100.000	-	BAD, U.E
Programme cuirs et peaux	3.417.840	-	3.417.840	-	U.E.
Activités de pêche	610.000	-	610.000	-	B.M.
<b>TOTAL</b>	<b>17.471.730</b>	<b>225.160</b>	<b>9.879.570</b>	<b>7.367.000</b>	<b>-</b>

C. DU SOUS-SECTEUR DES PRODUCTIONS FORESTIERES

INTITULE DU PROJET	COUT DU PROJET (en US \$)	BESOINS FINANCIERS			BAILLEUR DE FONDS
		COUVERTS	PROMIS	A CHERCHER	
Approvisionnement et distribution des semences forestières	200.000	-	200.000	-	SUISSE, ICRAF
Reconstitution et réhabilitation des forêts endommagées I	2.600.000	-	2.600.000	-	U.E.
Reconstitution et réhabilitation des forêts endommagées II	550.000	-	550.000	-	B.M. (ERC&PSA)
<b>TOTAL</b>	<b>3.350.000</b>	<b>-</b>	<b>3.350.000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## D. DES ETUDES

INTITULE DU PROJET	COUT DU PROJET (en US \$)	BESOINS FINANCIERS			BAILLEUR DE FONDS
		COUVERTS	PROMIS	A CHERCHER	
Stratégie de développement agricole	81.100	-	81.100	-	B.M.
Programme de restauration et amélioration des sols	1.667.524	-	1.667.524	-	PAYS BAS, FAO
Schéma Directeur et aménagement des marais, conservation des sols et bassins versants	2.100.000	2.100.000	700.000	1.400.000	BAD
Etude filière lait et viande	2.100.000	-	-	-	BAD
Plans directeurs de développement des préfectures GISENYI, KIBUYE, CYANGUGU	1.142.755		-	1.142.755	BAD
Politique nationale intrants	38.400		-	38.400	U.E., BM, (PSA)
Recensement du bétail	89.966		20.000 69.966	-	FAO, BAD
Après projet lac Kivu	75.000	-	75.000	-	PNUD
Relance élevage Gishwati	75.000	-	75.000	-	FRANCE
Etude des filières	900.000	-	900.000	-	U.E.
<b>TOTAL</b>	<b>8.269.745</b>	<b>2.100.000</b>	<b>3.588.590</b>	<b>2.581.155</b>	<b>-</b>

## E. DE L'APPUI INSTITUTIONNEL.

INTITULE DU PROJET	COUT DU PROJET (en US \$)	BESOINS FINANCIERS			BAILLEUR DE FONDS
		COUVERTS	PROMIS	A CHERCHER	
Appui à la Direction de la Production Agricole	138.830	-	138.830	-	Banque Mondiale
Appui à la Direction de la Production Animale	168.800	-	168.800	-	Banque Mondiale
Appui à la Direction des Forêts	119.370	-	69.370	50.000	B.M., GTZ, SUISSE, U.E.
Appui à la Direction du Génie rural et Conservation des Sols	840.000	-	200.000	640.000	Banque Mondiale, FAO
Appui à la Direction de la Planification Etudes et Suivi	245.840 246.900 219.230	-	245.840 246.900 219.230	- - -	B.M., BAD, IRLANDE
Appui à la Division Suivi Evaluation	433.840	-	433.840	-	B.M. (PSA), BAD
Formation Professionnelle	1.099.920	-	1.099.920	-	B.M.
Appui aux Services Décentralisés du MINAGRI+Cabinet	1.471.324	-	1.471.324	-	B.M. (ERC & PSA)
<b>TOTAL</b>	<b>4.984.054</b>	<b>-</b>	<b>4.294.054</b>	<b>690.000</b>	<b>-</b>

**F. TABLEAU RECAPITULATIF DES BESOINS FINANCIERS**

RUBRIQUE	COUT DES PROJETS	BESOINS FINANCIERS		
		COUVERTS	PROMIS	A CHERCHER
Sous-secteur des productions agricoles	108.019.443	-	68.093.193	39.926.250
Sous-secteur des productions animales	17.471.730	225.160	9.879.570	7.367.000
Sous-secteur des productions forestières	3.350.000	-	3.350.000	-
Des études	8.269.745	2.100.000	3.588.590	2.581.155
De l'Appui institutionnel	4.984.054	-	4.294.054	690.000
<b>TOTAL (TOUS LES PROGRAMMES)</b>	<b>142.094.972</b>	<b>2.325.160</b>	<b>89.205.407</b>	<b>50.564.405</b>



l'Union Européenne pour 12.3 millions de dollars. Ce programme permettra aux quatre usines à thé détruites pendant la guerre de reprendre les activités avec le mois de septembre 1995.

58-Concient des pertes socio-économiques subies par le pays en laissant perdurer la situation actuelle du secteur industriel avec ce que cela signifie en termes de détérioration du capital productif et de pertes d'emploi, une étude importante d'identification du Programme de réhabilitation des petites et moyennes industries du secteur privé vient d'être effectuée. Le plan d'action proposé pour la réhabilitation du secteur industriel repose sur les conclusions et recommandations de cette étude.

## 2-2:Grands Problèmes Identifiés et Stratégie de Réhabilitation

59-L'étude citée ci-haut a permis d'identifier les faits ci-après comme constituant des obstacles majeurs à la reprise des activités industrielles:

- Le manque de disponibilité d'énergie électrique continue est un handicap majeur qui va forcer quelques entreprises non encore équipées à se doter de générateurs indépendants. Ce manque d'énergie obère sensiblement la possibilité d'une reprise soutenue et cause un préjudice grave non seulement aux entreprises, mais aussi, par manque de productivité, au produit national brut.
- La reprise rapide et complète de l'activité bancaire devient également un point essentiel de l'essor de l'activité industrielle. Elle permettra en effet aux entreprises de négocier les arriérés de dettes et de prévoir la façon de procéder pour l'avenir.
- Il y a également un gros problème de liquidité au niveau des entreprises car les réserves de liquidités ont été pillées. Tous les véhicules ont été dérobés et les moyens de transport sont à organiser.

-Les entreprises industrielles sont confrontées à un sérieux problème de ressources humaines. Seulement 30% des effectifs ont pu être reconstitués et la main d'oeuvre restante est généralement celle moins qualifiée. Ceci accroît encore le handicap et les pertes occasionnées par une production de plus faible qualité.

60-La stratégie de réhabilitation envisagée tient compte de ces différents problèmes et compte deux axes importants:

a) La formation des ressources humaines

Le plan d'action préconise plusieurs types de formation qui tiennent compte des besoins immédiats exprimés par les entreprises et les associations professionnelles. Un plan de formation détaillé a été élaboré pour un coût global estimé de 3 millions de dollars.

b) L'appui financier

L'enquête a évalué les besoins de réhabilitation du secteur industriel privé à 65 millions de dollars, y compris les besoins de formation. L'utilisation de ce crédit s'étalerait sur toute la période 95-97 à raison de:

.1995 : 10 millions de dollars  
.1996 : 30 millions de dollars  
.1997 : 25 millions de dollars

Le Fonds de réhabilitation sera financé par des dons ou des emprunts extérieurs à des conditions très favorables. Les fonds seront rétrocédés aux banques aux mêmes conditions. Sur les prêts qu'ells accorderont les banques percevront une rémunération de 4% , 65% de leur risque financier étant supporté par un Fonds de garantie ad-hoc à mettre en place. Les besoins de financement de ce Fonds de garantie sont estimés à 5 millions de dollars pour ce programme de réhabilitation. Bien que l'investigation a porté

sur les industries du secteur privé, les entreprises publiques industrielles d'un certain niveau de rentabilité pourront accéder à ce Fonds aux mêmes conditions que les entreprises privées moyennant aval de l'Etat.

### III-L'ENVIRONNEMENT ET LE TOURISME

#### 3-1: Evolution Récente et Problèmes

##### Fondamentaux

61-Le programme de Réhabilitation et Relance Socio-Economique adopté par la conférence de Table Ronde de Genève comprenait, en matière d'environnement et de tourisme cinq programmes de réhabilitation pour un coût estimé de 6.2 millions de dollars. Ces programmes sont rappelés ci-après:

- La relance des activités touristiques,
- La réhabilitation des milieux naturels,
- La promotion de l'habitat regroupé dans le cadre de la réinstallation des réfugiés,
- La sensibilisation du public à la protection de l'environnement,
- L'assainissement du milieu,

Le bilan des réalisations enregistrées dans ce secteur au 30 juin 1995 n'est pas très encourageant comme on peut le remarquer sur le tableau ci-après:

Tableau des Réhabilitations Enregistrées dans  
le Secteur de l'Environnement et du Tourisme

Activités	Coût	Bailleur de fonds
1-Réfection de l'hôtel Kiyovu	15.000\$	Locataire Privé
2-Réfection du site d'accueil de Kinigi	10.000\$	ONG PICG
3-Achat Matériel de Comm. Parc des volcans	20.000\$	ONG PICG
4-Rééquipement ORTPN	66.200\$	ORTPN/PICG
5-Etude d'Actual. Strat. Nation.de l'Env.	10.000\$	PNUE
T O T A L	121.200\$	

62- Comme on peut s'en apercevoir, les quelques activités entreprises n'ont pas réellement touché les réhabilitations de base du secteur tels que le Parc National de l'Akagera et autres milieux naturels. Les grands problèmes dès le lendemain de la guerre persistent et se sont même aggravés. La situation actuelle se présente brièvement comme suit:

a) L'occupation et l'exploitation abusives et anarchiques des réserves et milieux naturels avec risque de perturbation de l'équilibre des pluies dont bénéficie le pays; phénomène dont l'impact sur la production agricole et sur l'essor économique du Rwanda peut être catastrophique;

b) La destruction d'environ 16.000 ha de forêts naturelles occasionnée notamment par l'incendie lors des combats; le défrichement récent à l'absence du système de gardiennage; le déboisement en vue du bois de chauffe ou à des fins de construction des maisons de fortune pour les populations déplacées de l'intérieur du pays;

c) La présence des milieux des vaches des anciens réfugiés rwandais dans le domaine de chasse et le Parc national de l'Akagera; phénomène qui est de nature à dégrader de façon irréversible l'écologie fragile de la région du Mutara dont la capacité de charge est manifestement de loin inférieure au nombre de troupeaux qui s'y trouvent;

d) La non-reconstitution des services de gardiennage chargés de la surveillance continue des zones protégées, phénomène dû au manque de moyens matériels et financiers afin de recruter le personnel ad-hoc, reconstituer le matériel volé et reconstruire les bâtiments détruits pendant la guerre,

e) Les problèmes d'hygiène occasionnés par le manque de moyens pour assurer l'assainissement du milieu ( déchets ménagers, liquides, solides et restes des corps humains non encore enterrés );

f) Le manque d'une prise en compte du volet environnement dans le processus de réinstallation des réfugiés rwandais rentrant au pays;

g) Un faible niveau de formation et de sensibilisation des rwandais ( décideurs, planificateurs, faiseurs d'opinion... ) à la gestion efficiente des ressources naturelles limitées dont dispose encore notre pays;

### 3-2: Priorités du Plan d'action pour le second semestre 1995

63- Vu le faible niveau d'exécution du programme présenté à la Table Ronde, ce programme reste d'actualité et il couvre bien les problèmes les plus importants qui se posent dans le secteur tels qu'ils sont énumérés ci-haut. La protection et la réhabilitation du Parc National de l'Akagera constitue la priorité des priorités étant donnés les menaces qui pèsent sur cet écosystème et les conséquences socio-économiques de sa disparition. Le programme de promotion de l'habitat regroupé dans le cadre du processus de réintégration des réfugiés reste valable en termes de politique dans le plan d'action environnemental, l'évaluation des coûts et l'exécution proprement dit ne pouvant pas être séparées des autres composantes du programme de réintégration des réfugiés. Par ailleurs, étant donnée l'importance qu'il convient d'accorder à la protection de l'environnement dans le processus de développement et, vu que le Ministère de l'Environnement et du Tourisme est encore trop jeune pour remplir correctement sa mission, il s'avère très urgent de doter ce département d'un programme d'appui institutionnel afin d'élaborer et mettre en exécution un programme de travail compréhensible en la matière et sensibiliser le public rwandais sur la protection de l'environnement.

64-Les actions retenues dans le plan d'action pour le secteur de l'environnement et le tourisme sont les suivantes:

Les programmes	Coût
1) La relance des activités touristiques :	1.1 M USD
2) La réhabilitation du milieu naturel : (Parcs et forêts naturels)	3.0 M USD
3) L'assainissement du milieu :	0.1 M USD
4) L'appui institutionnel au Ministère de l'Environnement et du Tourisme :	0.5 M USD
<b>TOTAL</b>	<b>: 4.7 M USD</b>

Ces besoins sont couverts à 2/3 par les promesses de financement de l'Union Européenne ( 2.6 millions de dollars pour la réhabilitation des parcs ) et de l'Allemagne (0.5 million ) pour le programme d'appui institutionnel. De plus le secteur privé va continuer, comme c'est déjà commencé, à contribuer au programme de relance des activités touristiques en prenant notamment en charge la réhabilitation des hotels dans le cadre du programme de privatisation des entreprises publiques.

-----

REPUBLIC OF RWANDA

RWANDA ROUND TABLE CONFERENCE

MID-TERM REVIEW MEETING

(Kigali, 6-7 July 1995)

DRAFT  
RWA/RT/MIR/1995/6  
3 July 1995  
Original: English

---

Strengthening of the Administrative Capacity of the State

Ministry of Planning

United Nations Development Programme

## Introduction:

The objective of this report is to present a summary of progress to date and plans of action with regard to state-capacity building, for working group discussion at the Round Table Mid-Term Review. The report focuses on general management and administrative capacity-building, and does not cover specialised sectoral capacity-building initiatives. These will be discussed under the relevant sectoral working groups.

## A. ORIGINAL OBJECTIVES

1. The public sector was effectively paralysed by the 1994 crisis: almost 75% of the personnel in the civil service were killed or fled abroad, buildings were severely damaged and the stock of government equipment was completely depleted through looting or vandalism. The restoration of state capacity was identified as a vital prerequisite for reconstruction at the Rwanda Round Table Conference in January 1995.
2. The strategy for capacity-building addresses:
  - *the environmental context*: socio-economic and political conditions, the functioning of the labour market, and the standards of university and vocational training which determine the pipeline of skills available to the country;
  - *the public sector context*: the regulatory and legal framework and the pay and incentive system within the civil service;
  - *the task network*: the links between all institutions and organisations which carry out or support state activities;
  - *the organisation and its management*: the organisational structure, management systems and processes which affect recruitment, motivation, utilisation, recognition and retention of skilled people;
  - *the availability of skilled people*: quantity and quality of skilled people available to the organisation, and quality of training.
3. The "Programme of National Reconciliation, Rehabilitation and Socio-Economic Recovery", presented by the government at the January Round Table Conference, specified the following short-term objectives for 1995 in this area:
  - (a) To restore operational capacity to the civil service:
    - to improve organisational and administrative coordination at central and local levels;
    - to rationalise the management of human resources;
  - (b) To strengthen the capacity for policy analysis and development, programme design, management and implementation:
    - to strengthen economic management capacity;
    - to strengthen financial management capacity;
    - to strengthen sectoral programme management capacity

## B. CONTEXT

4. Since January 1995, efforts to restore and build capacity in the central administration have taken place under difficult conditions, characterised by
  - severe budgetary constraints,



- extremely low salary levels in the public sector despite the rise in the cost of living caused by the 50% depreciation of the Rwandan Franc (FRW)
- constant needs for crisis management and "fire-fighting", making it difficult to undertake longer term capacity building initiatives

5. The regional and local administrations, which also lack the most basic human and physical resources, have faced a rapid increase in the demand for services to address problems resulting from the war and genocide, including the need to support:

- the reintegration of refugees and displaced persons,
- the restoration of social peace and security;
- the administration of justice for those accused of crimes of genocide,
- the provision of assistance to victims of the genocide, for example widows and orphans.

#### C. AMENDMENTS TO THE ORIGINAL ROUND TABLE OBJECTIVES

6. The closure of the camps for the internally displaced has intensified the need to restore capacity to local structures, in order to provide for the reintegration of returnees

#### D. PROGRESS TO DATE

##### Financial

7. As of June 1995, pledges from donor countries in support of state capacity-building have reached \$US 42.4 million, with \$US 21 million programmed, \$US 9.5 million disbursed and \$US 4.8 million received in the country. Considering only the administrative and management aspect (excluding assistance to the Justice sectors), pledges now total \$US 16.4 million, with \$US 11.6 million programmed, \$US 6 million disbursed and \$US 1 million received in the country.

8. It should be noted that these figures do not include financial support for physical rehabilitation of office buildings and equipment, for example the assistance financed through contributions from Germany and the Netherlands, and counterpart funds from Belgium, Canada and the European Union for office rehabilitation and salary payments, which is classified under sub-programme 1 (Financial support).

##### Operational

9. *Restoration of basic operational capacity.* Significant progress has been made in restoring basic operational capacity since January. The rehabilitation of public buildings has been supported by the Netherlands through the UNDP Trust Fund. Equipment and vehicles have been provided through the support of the Germany, USAID, the Netherlands, the United Kingdom, NGOs and UN agencies. Total equipment at the disposal of the Government - for all Ministries - currently comprises the following:

	January	June
Vehicles	57	198
Computers	113	244

Whilst the equipment provided has greatly assisted in restoring capacity at the central administrative level, the Prefectures and Communes still lack the most basic office equipment and modes of transport necessary to carry out their functions.

In order to restore operational capacity to the regional and local structures of the state, it is necessary to accelerate delivery of this equipment.

10. With regard to human resources, staff levels have risen from 25% of pre-crisis levels to over 60%, above the 50% level announced by the Government as a target at the Round Table. Recruitment has been decentralised and somewhat ad hoc, according to the immediate needs of individual ministries. In addition, many of the new staff appointed since the crisis have little experience of public administration and lack the professional skills necessary to carry out their functions. **No training has yet been provided to Government staff through the Round Table programme, and this is a priority for the second half of the year.**

11. *Formulation and implementation of development programmes.* Considerable progress has been made in establishing effective coordination mechanisms within the Rwandan administration, to ensure efficient information flows and the compatibility of sectoral activities. To support the implementation of the Round Table programme, the Government has established:

- a Steering Committee of Government Ministers and donor representatives, chaired by the Prime Minister;
- Intersectoral Committees to facilitate communication, planning and monitoring within and between sub-programmes;
- a Permanent Technical Secretariat, based in the Ministry of Planning, to monitor implementation of the Round Table Programme.

Problems have been experienced in the functioning of the Intersectoral Committees, and it is suggested that these be reviewed after the Mid-Term Conference and restructured if necessary.

12. Progress has also been made towards the refinement of Government functions (organigrams completed for many Ministries, and senior personnel appointed). This process remains to be consolidated under an overall agreed definition of the role and missions of the State.

13. Assistance has also been provided by NGOs and UN agencies in the social sectors, to build capacity in policy formulation and programme design and implementation. However, capacity-building initiatives to date have been somewhat fragmented, and there is a need to ensure more integration. Management capacity in these sectors is particularly important in order to ensure the efficient provision of social services in support of refugee resettlement, a priority of the Government during the second half of the year.

#### **E. PROGRAMME OF ACTION**

14. The programme of action will be guided by the following objectives.

- to accelerate the restoration of operational capacity through the completion of supply of basic office equipment and vehicles,
- to ensure greater skills transfer to Rwandan nationals involved in the development process;
- to empower the Government to lead the formulation, management and monitoring of development projects;
- once the restoration of basic operational capacity is complete, to move away from crisis management interventions towards longer-term, integrated plans for capacity-building which tie capacity-building interventions more closely to the Government's strategic priorities.

### Short-term priorities

15. The Government will work closely with donors to accelerate the delivery of equipment to complete restoration of basic operational capacity:
- 50 vehicles: central administration (to reach 200 specified in the national budget)
  - 145 vehicles: 1 per commune (bourgmestre)
  - 145 motorcycles: 1 per commune (school inspectors)

16. The Government will implement a large-scale capacity-building programme to start in July 1995, funded by the United Kingdom, Belgium, Germany, UNDP, the IMF and the World Bank, at a total budget of \$US 9.5 million. The programme will cover:

- (a) Organisation design, management systems and human resource development.
  - \* role and mission of the state,
  - \* strengthening of coordination and management systems,
  - \* design of training strategies and development of programmes,
  - \* training of trainers;
  - \* rehabilitation of training centres;
  - \* centralisation of personnel management system.
- (b) Specialised technical assistance for economic and financial management
  - \* strengthening of macroeconomic tools and statistics;
  - \* enhancement of budgetary development and control, management of the Treasury, public accounts, money supply and debt management,
  - \* establishment of systems for the recovery of government receipts,
  - \* establishment of a study fund for needs assessment and feasibility studies;
  - \* training of national economic and financial personnel
- (c) Capacity building for local administration (preliminary activities)
  - \* study on local administration competences,
  - \* organisation design for local administration,
  - \* training for local administrative personnel

\$US 1,270,500 is still to be mobilised for this programme: \$US 290,000 for local administrative training and \$US 980,000 for central management and administrative training.

17. *Local administration.* Once the role and needs of the local administration have been fully assessed, there is an imperative to proceed quickly to rebuild local administrative capacity. It is particularly important to ensure that local administrative structures are empowered to plan and implement reconstruction programmes in a decentralised manner, based on their knowledge of local needs. The Government is therefore seeking to develop a substantial programme for local capacity-building, comprising:

- rehabilitation of buildings/equipment (budget estimate \$US 16.7 million),
- technical assistance to the local administration (budget to be assessed),
- reform and training of the Police Communale (budget estimate \$US 4.5 million),

18. *Peace and stability.* An immediate objective of the Government is to substantially reduce the size of the armed forces, from the current level of approximately 45,000 combatants. Addressing the problem of child soldiers is a particularly urgent concern. The Government therefore proposes, as a matter of urgency, the following programmes:

- demobilisation and education of child soldiers (budget: \$US 6.8 million)
- study on further demobilisation of approximately 20,000 members of the armed forces (assessment and programme to be completed)

19 *Capacity-building for the social sectors* The Government will also seek to launch a new integrated programme to build management capacity in the social sectors. The programme will address technical assistance needs in the Ministries of Rehabilitation and Social Integration, Women's Affairs, Youth, Family, Education and Health, Social Affairs. Needs assessments are currently being performed in this area, with the assistance of Canada and the Netherlands, in order to define a detailed programme and budget.

20. *Management of the reconstruction and development process.* Rwanda has an urgent need for skills and technical assistance to assist in reconstruction. However, it is important that the Government is empowered to lead and control this process, and that skills transfer and the development of sustainable national capacity is maximised. The government proposes to develop a project to cover:

- provision of training to key Government officials in programme and project design, management and monitoring,
- establishment of a bursary system for training of Government officials in management institutes in sub-Saharan Africa,
- in order to facilitate communication within the Government administration and contribute to national reconciliation, the provision of language training (French and English) to government officials as anticipated in the Arusha accords.

The Government is seeking support from donors for needs assessment in this area.

21 *Strengthening civil society.* Civil society groupings, which have started to rebuild spontaneously in the last five months, have an urgent need for capacity building. Several donor countries are working directly with local NGOs to provide equipment and technical assistance, and these efforts should be further promoted. One of the most important vehicles to promote participation in the development process is the restoration of the popular media to full working capacity. In this area, the Government proposes

- strengthening print media (budget estimate: \$US 800,000),
- rehabilitation of Rwanda Television (budget estimate \$US 9.2 million),
- rehabilitation of Radio Rwanda (budget 8.3 million DM, to be funded by Germany)

#### **Medium-term priorities (last quarter of 1995, through 1996)**

22. The Government proposes to ensure that each Government Ministry and Prefecture will develop, where this is not already in place, medium-term strategic plans and one-year programmes of action. These programmes will include, clearly linked to the strategic priorities identified, capacity-building programmes geared to the needs of specific sectors.

23. With regard to the global public sector context, and in line with the five-step process outlined in section 1, the Government will develop proposals on

*the environmental context:*

- \* the return of skilled staff from overseas
- \* support to university and vocational training

*the public sector context*

- \* personnel complement (staff numbers and job descriptions)
- \* pay and incentive structures

*the task network:*

- \* development of stronger delivery links with national NGOs,
- \* support of training and capacity building in civil society organisations,

*the organisation and its management:*

- \* code of conduct for transparency and equity in recruitment and promotion,
- \* standardised human resource (competency) model as a basis for recruitment, promotion and training

*the availability of skilled people:*

- \* development and implementation of human resource development strategies based on agreed core competences.

REPUBLIQUE RWANDAISE

---

CONFERENCE DE TABLE RONDE

REVUE A MI-PARCOURS

(Kigali, 6-7 Juillet 1995)

VERSION PROVISOIRE  
RWA/RT/MTR/1995/5  
3 Juillet 1995  
Original: Français

---

Réhabilitation du Système Judiciaire

Ministère du Plan

Programme des Nations Unies pour le Développement

## SOMMAIRE

### I. INTRODUCTION

### II. SITUATION ACTUELLE

### III. OBJECTIFS DE DÉPART

- A. LE PROGRAMME NATIONAL
- B. PRIORITÉS DU PLAN D'ACTION À COURT TERME

### IV. ACTIVITÉS DU PREMIER SEMESTRE

#### A. PROGRÈS ACCOMPLIS ET ASSISTANCE EN COURS

- 1. Réorganisation de l'appareil judiciaire
- 2. Poursuite en justice des présumés coupables du génocide
- 3. Renforcement du système de sécurité par la création d'une police judiciaire nationale
- 4. Réhabilitation du système pénitentiaire
- 5. Réforme de la législation
- 6. Renforcement des capacités de gestion du Ministère de la Justice

#### B. CONTRAINTES RENCONTRÉES

### V. PROGRAMME D'ACTIVITÉS DU SECOND SEMESTRE

#### A. PROGRAMME D'ACTIVITÉS

- 1. Procès des présumés coupables du génocide
- 2. Mise en oeuvre d'un programme de formation
- 3. Construction et équipement
- 4. Renforcement de la Cellule de coordination et de gestion
- 5. Droits de la personne
- 6. Réforme de la législation

#### B. BESOINS FINANCIERS NON ENCORE COUVERTS

## I. INTRODUCTION

La Table Ronde de Genève a identifié, en janvier 1995, plusieurs objectifs en matière de réhabilitation et de réorganisation du système judiciaire. Conscient de la nécessité qu'il y avait d'agir sans tarder, le Ministère de la Justice de la République Rwandaise présentait, dès le mois de mars 1995, un plan d'action détaillé visant à prendre en main la situation.

Or, plusieurs des mesures préconisées dans le plan d'action de mars 1995 ont déjà été réalisées ou sont sur le point de l'être. On peut citer, à titre d'exemple, la création d'une Commission d'experts juristes nationaux qui, dans le cadre de l'édification d'un État de Droit et ce, depuis septembre 1994, procède à la réforme de la législation rwandaise à la lumière de l'Accord d'Arusha et des conventions internationales. Autre exemple : les quelque 600 agents du personnel judiciaire qui, d'ici à peine quelques mois, auront déjà été formés ; au nombre de ceux-ci, on compte environ 300 inspecteurs de police judiciaire, 120 magistrats non-juristes, 30 substituts, 50 greffiers et 50 secrétaires de parquet qui sont déjà formés ou qui le seront d'ici octobre 1995.

Quant aux tribunaux militaires, c'est-à-dire le Conseil de guerre et la Cour militaire, ils ont déjà commencé à siéger.

En outre, la réhabilitation et l'agrandissement de plusieurs bâtiments judiciaires et centres pénitentiaires sont terminés ou en voie d'achèvement. Une commission nationale a identifié 7 bâtiments précis pouvant accueillir très prochainement plusieurs milliers de détenus, ce qui aura



pour effet de désengorger les centres pénitentiaires majeurs. De plus, des commissions de triage sont actuellement à l'oeuvre dans chacune des préfectures et élargissent régulièrement des détenus contre lesquels les preuves à charge sont insuffisantes. Enfin, des mesures ont été prises afin de ~~séparer des adultes les enfants de 14 ans et moins, pénalement irresponsables. Une partie de ces~~ enfants ont déjà été transférés au Centre de rééducation et de production de Gitagata.

Par ailleurs, pour coordonner les efforts des nombreux bailleurs de fonds, il est nécessaire de prévoir des structures appropriées, dont une d'ailleurs a déjà été mise en place, soit la cellule de gestion des projets du Ministère qui exerce ses activités au sein même du département.

Des progrès importants ont été accomplis, certes, mais beaucoup reste à faire. Le pouvoir judiciaire a été, dans le passé, marginalisé. Cette situation, aggravée par les événements dramatiques qu'a connus le pays, demande une réhabilitation et une modernisation complètes. La justice, rappelons-le, est un préalable incontournable à la réconciliation nationale.

## II. SITUATION ACTUELLE

En février 1994, sur les quelque 785 magistrats, seuls 47 avaient une licence ou un doctorat en droit, et ~~340 magistrats n'avaient même pas un diplôme d'enseignement secondaire.~~ Les bâtiments judiciaires étaient et sont toujours dispersés, et, le plus souvent, peu ou pas appropriés à l'exercice des fonctions judiciaires. Les magistrats travaillaient dans des locaux exigus, délabrés, malpropres et vétustes. La situation déplorable dans laquelle se trouvait la justice rwandaise est aujourd'hui amplifiée par l'insuffisance des moyens matériels, financiers et surtout humains.

Sur les 785 magistrats en place avant avril 1994, il n'en reste actuellement que 256, dont 16 juristes de formation. Les quelques équipements et la documentation dont disposaient les juridictions ont, dans la plupart des cas, été pillés. Les bâtiments judiciaires ont été gravement endommagés ou tout simplement détruits. Sur les 314 greffiers en place avant avril 1994, seuls 77 sont en fonction actuellement, et 70 dactylographes sur les 388 en place en mars 1994.

Sur les 17 prisons existantes avant la guerre, treize fonctionnent actuellement et leur situation est précaire. En date du 30 mai 1995, la population carcérale est estimée à plus de 40 000 prisonniers. Elle était de 25 000 au début du mois de mars 1995. La prison centrale de Kigali compte plus de 9 000 détenus alors qu'elle a la capacité officielle d'en recevoir un maximum de 2 000. Moins d'un mètre carré est donc alloué par détenu. La prison de Gitarama comprend plus de 7 000 prisonniers alors qu'elle a une capacité officielle de 750. Il en va de même pour la prison de Butare qui renferme également plus de 6 500 prisonniers, alors que sa capacité est de 1 000 détenus. La réhabilitation ou l'extension des centres de détention existants et l'ouverture immédiate de nouveaux centres de détention sont des solutions envisagées dans le cadre du premier projet de réhabilitation déjà en cours d'exécution.

Les magistrats du Parquet de Kigali chargés de l'instruction des dossiers des détenus à la prison centrale de Kigali sont très peu nombreux. Le nombre de dossiers à traiter constitue une très lourde charge compte tenu du peu de moyens dont disposent ces magistrats. Bref, l'institution judiciaire n'est pas pour le moment à même de mener à bien les enquêtes dans des conditions acceptables au regard des normes nationales et internationales des droits de la personne.

### III. OBJECTIFS DE DÉPART

#### A. LE PROGRAMME NATIONAL

Le Programme de Réconciliation Nationale et de Réhabilitation et Relance Socio-économique, préparé en vue de la Table Ronde de Genève de janvier dernier, fixe, en matière de réhabilitation et de réorganisation du système judiciaire, les quatre objectifs suivants:

1. Réorganiser l'appareil judiciaire;
2. Traduire en justice les auteurs présumés du génocide;
3. Réformer les lois;
4. Remettre en état le système de sécurité.

Le Programme identifie les actions suivantes à mettre en oeuvre :

- a. Réorganisation du système judiciaire, s'appuyant sur une réelle séparation des pouvoirs et la concrétisation de l'indépendance de la magistrature.
- b. Renforcement en moyens humains des cours et tribunaux.
- c. Renforcement des attributions, des structures et des moyens de la police en tant qu'organe chargé de la sécurité, de la tranquillité et de la salubrité publiques.
- d. Mise en oeuvre d'un programme de formation/perfectionnement du personnel, notamment pour des magistrats, auxiliaires de justice et inspecteurs de police judiciaire.
- e. Installation des institutions prévues par l'Accord d'Arusha, en l'occurrence la Cour Suprême et le Conseil Supérieur de la Magistrature.
- f. Réhabilitation des conseils d'arbitrage coutumier, dits "gacaca", pour les contentieux en matière civile à l'échelon local, afin d'alléger les contraintes pesant sur l'administration de la justice.
- g. Définition des modalités de collaboration avec les instances mises en place par le Conseil de Sécurité des Nations Unies pour traduire en justice les responsables présumés du génocide.
- h. Adaptation de la législation rwandaise actuelle aux dispositions de l'Accord d'Arusha et aux conventions internationales.
- i. Élaboration de certains textes relatifs notamment au statut du personnel judiciaire, au code pénal, au code de procédure pénale et à la création d'une Commission des droits de l'homme et d'un Barreau.

#### B. PRIORITÉS DU PLAN D'ACTION À COURT TERME

Le Plan d'action couvre tout le système judiciaire du Tribunal de Canton à la Cour Suprême. Dans le but d'accroître l'efficacité du programme d'activités, le Ministère considère que l'accent doit être mis sur :

- a) la formation du personnel local;
- b) la recherche du matériel et de l'équipement nécessaires au fonctionnement des instances judiciaires;



- c) l'installation des institutions prévues dans l'Accord d'Arusha, et en l'occurrence la Cour Suprême et le Conseil Supérieur de la Magistrature, et le début des procès des présumés coupables du génocide;
- d) la réhabilitation du système pénitentiaire;
- e) l'amélioration des conditions salariales du personnel judiciaire.

Ce choix de priorités repose sur cinq raisons principalement:

1. Seul un programme de formation permettra au Ministère de reconstituer son personnel. La venue d'experts étrangers ne constitue qu'une solution temporaire au problème de fond.
2. La réfection des bâtiments est insuffisante en elle-même, de même que la mise en place du personnel si les services ne sont pas suffisamment équipés. Le démarrage des activités du système de la justice reste hypothétique sans cet équipement.
3. Le système judiciaire repose sur la Cour Suprême et le Conseil de la Magistrature. Ces instances sont responsables de la nomination de la magistrature rwandaise, qui à leur tour, sont responsables du bon déroulement des procès.
4. Vu la surpopulation des centres de détention existants, ceux-ci doivent être aménagés et agrandis. L'aménagement et la construction d'autres centres de détention s'imposent de toute urgence.
5. Une des conditions de l'édification d'un État de droit est que le personnel judiciaire dispose d'un statut administratif et pécuniaire acceptable afin d'éviter la démotivation et toute tentation de corruption.

#### **IV. ACTIVITES DU PREMIER SEMESTRE**

##### **A. PROGRÈS ACCOMPLIS ET ASSISTANCE EN COURS**

Le bilan des activités effectuées à ce jour peut être présenté sous forme de 6 objectifs prioritaires, à savoir : 1) la réorganisation de l'appareil judiciaire; 2) la poursuite en justice des présumés coupables du génocide; 3) le renforcement de la sécurité par la création d'une police judiciaire nationale; 4) la réhabilitation du système pénitentiaire; 5) la réforme de la législation ; 6) le renforcement des capacités de gestion du Ministère de la Justice.

##### **1. RÉORGANISATION DE L'APPAREIL JUDICIAIRE**

###### **1.1 Réhabilitation des bâtiments endommagés et approvisionnement en matériel de bureau et de fonctionnement pour les cours, parquets et autres administrations judiciaires**

L'**USAID** a affecté plus d'un million de dollars à la réhabilitation des parquets, cours et tribunaux et à l'achat de matériel pour l'Administration Centrale du Ministère de la Justice et les parquets. Cette assistance comprend notamment des véhicules et de l'équipement informatique. Le gouvernement des États-Unis entend accroître cette aide jusqu'à concurrence de 4 millions de dollars pour le système judiciaire.

Le **PNUD**, en collaboration avec **UNHCDH**, **UNV** et **USAID**, vient de démarrer un projet de "Réhabilitation du système de la Justice - II" (5,2 M). Ce projet vise la formation du personnel local, la réhabilitation et l'équipement des instances judiciaires, et la venue de 50

magistrats étrangers enquêteurs, substituts au procureur et juges. Le projet est financé par les Pays Bas (3 M), le Royaume Uni (1 M), le Canada (350 000 \$), l'USAID (450 000 \$ - Réhabilitation de bâtiments) et la Suisse (450 000 \$). L'USAID, avec la collaboration de l'ONG ~~International Rescue Committee~~, a démarré les travaux de réfection. Les devis ont été préparés et payés dans le cadre du projet Rwa/95/003. La commande des équipements au niveau international est passée (100 motos, 14 véhicules, stencilleuses, fax etc.) et le matériel pour les bureaux des IPJ, parquets et Tribunaux de Première Instance est commandé sur le marché local.

Le *HCR* a fourni un lot de 10 motos aux IPJ et 3 véhicules ont été attribués au Ministère de la Justice. Ces véhicules ont été attribués aux parquets. Un financement de 154 088 \$ US est accordé à la seconde formation des IPJ et enfin un budget global de 100 000 \$ US est accordé à leurs bureaux sur le terrain pour l'appui aux initiatives locales, notamment des séminaires et formations pour la justice locale et les juridictions militaires. À ce titre, 10 000 \$ US seront accordés à la Faculté de Droit de l'Université de Butare.

Le *gouvernement du R.-U.* a apporté du matériel de bureau et des machines à écrire (200) pour l'équivalent de 0,5 million de dollars américains (matériel reçu en partie). 1,3 million de dollars a été alloué au Fonds fiduciaire des Nations Unies dont 1 million a été affecté au projet RWA/95/B07 - APPUI À LA RÉHABILITATION DU SYSTÈME DE LA JUSTICE.

Lors de la Commission mixte germano-rwandaise à Kigali, le *gouvernement allemand* a annoncé une contribution au secteur de la Justice de 3 millions de marks. Ces fonds seront dirigés entre autres pour la réhabilitation du Ministère et le soutien à la formation du personnel rwandais.

Le *gouvernement de Norvège* entend réhabiliter, dans la préfecture de Cyangugu, le Tribunal de 1ère Instance et le Parquet de la République .

Le *gouvernement de la Suisse* envisage d'entreprendre plusieurs actions dans le secteur de la Justice: appui à la réhabilitation de l'école de magistrature de Nyabisindu, appui à des séminaires de formation/sensibilisation, participation à la formation de la police judiciaire, etc.. Une contribution de 500 000 francs suisses a été accordée au projet RWA/95/B07. Un appui considérable reste encore à définir.

La *gouvernement de la Belgique* a prévu une première enveloppe d'environ 200 000 USD pour la réhabilitation du Ministère et pour la fourniture d'équipements aux différents services relevant du Ministère.

La *MINUAR* a mis à la disposition du Gouvernement des ingénieurs civils afin d'appuyer les travaux de réfection des établissements pénitentiaires (terrassement Nsinda, 7 nouveaux sites temporaires, etc.).

#### 1.2 Mise en place du personnel nécessaire / formation

La *Belgique* organise la formation de 120 magistrats rwandais non-juristes à partir de juillet 1995.

L'ONG *Réseau des citoyens*, grâce au financement de l'Union Européenne, de la Belgique, de l'Allemagne, de l'USAID, du HCR, etc., a déjà assuré la formation des directeurs et directeurs adjoints des établissements carcéraux et a débuté récemment la formation de greffiers, de secrétaires de parquet et de substituts.

Le Projet RWA/95/B07 "Appui à la réhabilitation du système de la Justice - II" prévoit une

enveloppe de 450 000 \$ US pour l'appui à la formation du personnel national (250 000 \$ sont actuellement disponibles).

## **~~2. POURSUITE EN JUSTICE DES PRÉSUMÉS COUPABLES DU GÉNOCIDE~~**

Le Tribunal International a commencé ses travaux en novembre 1994. La Cour Spéciale pour le Rwanda a été installée le 27 juin 1995.

En ce qui concerne le renforcement temporaire des instances judiciaires nationales en vue de la poursuite en justice des présumés coupables du génocide, une révision de la législation a été élaborée afin de permettre l'affectation temporaire de magistrats étrangers, laquelle a été transmise à l'Assemblée Nationale pour étude et adoption.

Il est à noter que le projet RWA/95/B07, dont certains volets sont en cours d'exécution, prévoit déjà la venue de 50 magistrats étrangers enquêteurs, substituts au procureur et juges.

## **3. RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ PAR LA CRÉATION D'UNE POLICE JUDICIAIRE NATIONALE**

*L'ONG Réseau des Citoyens* a également assuré la formation de 150 Inspecteurs de Police Judiciaire et une deuxième formation de 150 autres IPJ est en cours. D'autres formations sont également planifiées.

*La Police Civile de la MINUAR* est engagée dans la formation des OPJ Gendarmes. En date de juin 1995, environ 450 gendarmes ont déjà été formés.

## **4. RÉHABILITATION DU SYSTÈME PÉNITENTIAIRE**

L'*UNICEF* a engagé 500 000 \$ US afin de mettre sur pied des installations de détention pour les enfants et faciliter l'élaboration de mesures de protection légale pour les mineurs.

*La Coopération Belge* entend également accroître son soutien aux établissements carcéraux, notamment par la fourniture de médicaments et de nourriture ainsi que par une assistance juridique pour les détenus.

Le *projet RWA/95/003* - Appui à la réhabilitation du système de la Justice - I, exécuté par le Gouvernement avec l'assistance du PNUD et la collaboration du CICR, de la MINUAR et du UNHCDH, vise la réhabilitation/extension minimale des prisons dans le but de permettre le désengorgement des prisons centrales et des cachots communaux. Après la réfection des prisons de Kibuye, Gisenyi, Nyanza (réfection et extension), Byumba (réfection et extension) et de Ruhengeri, la réhabilitation des prisons de Butare, Rilima, Gitagata et Kigali est en cours. L'extension des prisons de Cyangugu, Butare, Kibuye, et Kigali est également prévue. Les transferts de prisonniers dans ces prisons réhabilitées ont dû être temporairement arrêtés faute d'espace suffisant suite aux arrestations des derniers mois.

Dans le cadre de ce projet, les travaux de construction d'un nouveau site de détention à Nsinda pouvant accueillir environ 5 000 détenus ont également débuté. La fin des travaux est prévue dans 5 semaines. Le CICR finance et supervise l'aménagement temporaire intérieur (tentes, latrines, cuisines). Le périmètre de sécurité est financé par le projet RWA/95/003 et la construction permanente du bâtiment sera prise en charge par les Pays-Bas.

## 5. RÉFORME DE LA LÉGISLATION

Une Commission d'adaptation de la législation rwandaise a été mise sur pied afin d'adapter la législation rwandaise à l'Accord d'Arusha et d'élaborer de nouveaux textes nécessaires à l'édification d'un État de droit. Les avant-projets relatifs notamment à la *Loi portant organisation et compétence judiciaires*, au *Statut de la magistrature assise*, à la *Loi portant création de l'École Nationale de la Magistrature*, à la *Loi portant création du Barreau* et à la *Loi portant création de la Commission Nationale des Droits de l'Homme* ont été préparés et terminés. Les textes constitutifs de la *Loi fondamentale* ont été coordonnés et traduits en kinyarwanda.

Le *gouvernement allemand* a alloué la somme de 26 000 \$ US (94-95) au Ministère de la Justice pour la réforme législative.

La *Belgique* soutient également le fonctionnement de la Commission Législative dans le cadre de l'appui institutionnel au Ministère.

## 6. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE GESTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*UNHCHR* a fourni au Ministère de la Justice 3 experts juristes de domaines différents. Trois autres arriveront prochainement. Le Ministère a également reçu 3 minibus, tandis qu'un appui logistique et technique a également été fourni pour l'évaluation des besoins de réhabilitation et la livraison du matériel dans les préfectures.

*La Coopération canadienne, la Coopération Belge et l'Union européenne* ont déjà accordé une assistance pour le paiement des salaires des fonctionnaires du Ministère de la Justice pour une période de 2 mois ainsi que pour l'alimentation des prisonniers (distribution effectuée par le PAM) et quelques travaux de reconstruction. Cette assistance a été renouvelée pour les quatre premiers mois de l'année 1995.

Le *gouvernement des Pays-Bas* entend, sur les 30 millions de dollars américains accordés au Gouvernement du Rwanda, utiliser 15 millions pour le Fonds fiduciaire des NU et 15 autres millions pour la Coopération Bilatérale, dont une somme de plus de 7 millions de dollars a été réservée pour le secteur de la Justice (3 M de dollars pour le projet RWA/95/B07, 3 M pour le Ministère et plus de 1 M pour le nouveau site de détention à Nsinda).

Le *gouvernement de la Belgique* a mis à la disposition du Ministère de la justice un expert en législation et gestion de l'administration, qui doit fournir un appui institutionnel.

*La Coopération Canadienne* assiste le Gouvernement, notamment par une assistance technique pour la coordination et la formation du personnel local jusqu'à concurrence d'environ 5 millions de dollars canadiens.

## B. CONTRAINTES RENCONTRÉES

La réorganisation du système judiciaire a notamment été freinée par un problème d'ordre juridique : la Loi fondamentale est en voie d'être amendée pour permettre la mise sur pied du premier Conseil Supérieur de la Magistrature qui doit procéder à la nomination des magistrats des cours et tribunaux. En ce qui concerne la venue des magistrats étrangers, un projet de loi, qui devrait permettre leur intégration dans le système judiciaire rwandais, a été présenté par le gouvernement à l'Assemblée Nationale où il est encore à l'étude.

D'autres contraintes majeures nuisent au démarrage des activités; citons, à titre d'exemple, le manque de ressources humaines qualifiées. En outre, ce problème est exacerbé par des conditions salariales précaires, ce qui amène certaines personnes, souvent parmi les plus compétentes, à rechercher des emplois plus rémunérateurs.

À cela s'ajoute le problème d'infrastructure et de matériel qui n'est pas encore accessible ou disponible.

Concernant la réfection des bâtiments du ministère, le retard des travaux s'explique par la priorisation de l'urgence humanitaire vis-à-vis du problème de surpeuplement des établissements carcéraux. Plusieurs centres pénitentiaires ont été réhabilités afin de permettre l'amélioration des conditions de détention des détenus et le désengorgement des prisons centrales (Projet RWA/95/003). La restauration des bâtiments se fera dans le cadre d'un autre projet (la phase II - RWA/95/B07) à concurrence de 450 000 \$US par l'USAID.

Le projet RWA/95/003 prévoyait le transfert de détenus de prisons surpeuplées vers des prisons récemment agrandies. Mais, entre-temps, de nouvelles arrestations ont eu pour effet de combler l'espace qui avait été ainsi créé. Sept nouveaux lieux de détention temporaire pourront accepter prochainement plusieurs milliers de détenus. À cela s'ajoute la capacité de 5 000 détenus de Nsinda, prison actuellement en construction avec la collaboration et la participation financière du CICR et des Pays Bas (fin des travaux prévue à la fin juillet).

## **V. PROGRAMME D'ACTIVITÉS DU SECOND SEMESTRE**

### **A. PROGRAMME D'ACTIVITÉS**

Voici une synthèse des priorités du Ministère pour les mois à venir.

#### **1. Procès des présumés coupables du génocide**

- i. **Mise en oeuvre d'un mécanisme d'identification des détenus**
  - . Livraison du matériel prévue au mois de juillet 1995 (RWA/95/B07)
  - . Début du processus d'identification au mois d'août 1995
- ii. **Nomination des magistrats debout : substituts, procureurs, etc. (août 1995)**
- iii. **Installation des institutions prévues par l'Accord d'Arusha**
  - . Cour Suprême : nomination de ses magistrats (août 1995)
  - . Conseil Supérieur de la Magistrature: nomination de ses membres (septembre 1995)
- iv. **Nomination des magistrats des cours et tribunaux par le Conseil Supérieur de la Magistrature (octobre 1995 : la première formation de 120 magistrats se terminera au cours de ce mois)**
- v. **Reprise des procès<sup>1</sup>: novembre 1995.**

<sup>1</sup> Il convient de rappeler que les procès d'avril ont été reportés à une date ultérieure, un défaut de ressources matérielles et humaines ayant empêché l'instruction complète des dossiers.

## **2. Mise en oeuvre d'un programme de formation**

Ce programme comprend notamment les catégories de personnel suivantes :

- . 30 substituts du Procureur de la République;
- . 50 secrétaires de parquet;
- . 200 magistrats non-juristes;
- . séminaire d'initiation aux fonctions du parquet pour les candidats juristes;
- . 50 greffiers.

La formation sera assurée en partie avec la collaboration de Réseau des Citoyens et la Coopération Belge. Leur financement est presque totalement acquis. Au cours de ce trimestre, il est également prévu de formuler un programme de formation à moyen et long termes.

## **3. Construction et équipement**

Voir le tableau en annexe.

## **4. Renforcement de la Cellule de coordination et de gestion.**

La Cellule a pour mandat prioritaire de poursuivre l'élaboration d'instruments de gestion, et notamment du plan financier global à court et moyen termes.

## **5. Droits de la personne**

Il existe déjà au sein du Ministère une division "Droits de l'Homme", qui assure une chronique hebdomadaire radiodiffusée. On prévoit le renforcement de cette division en vue de la sensibilisation et de l'éducation de la population en matière de droits de la personne, de concert avec les diverses associations oeuvrant dans le domaine.

## **6. Réforme de la législation**

La Commission d'adaptation de la législation rwandaise prévoit terminer la préparation de plusieurs textes législatifs, et notamment la révision du *Code de procédure pénale et du Code pénal*, ainsi que l'élaboration de divers textes, telles la *Loi portant régime pénitentiaire*, la *Loi portant organisation de la Police judiciaire* et la *Loi portant organisation du notariat*.

Le Ministère de la Justice participera à la finalisation des avant-projets de textes relatifs au *régime foncier*, aux *régimes matrimoniaux*, aux *successions* et à la révision du *Code de la famille*.

## **B. BESOINS FINANCIERS NON ENCORE COUVERTS**

La mise en place prochaine de la Cellule de coordination et de gestion au sein du Ministère permettra l'évaluation détaillée des besoins à combler. Des projets sectoriels sont en cours d'élaboration au sein du Ministère et s'inséreront dans le plan financier global du Département. Par exemple, l'amélioration des conditions de détention par l'aménagement de nouveaux centres de détention et la remise en activité des ateliers et champs pénitentiaires, la privatisation des fonctions de notaires et d'huissiers et la création d'un fonds de documentation juridique et judiciaire.

7 July 1995 / 09H38

## **RWANDA ROUND TABLE CONFERENCE**

**FRIDAY 7 JULY**

### **WORKING GROUPS (5 and 6) at the Mille Collines**

**8:00 - 9:30**      **5.      Sub-programme 2, "Social reintegration of refugees and displaced persons" (Minister of Social Reintegration and Rehabilitation, Mr. Jacques Bihozagara) - (Salle A)**

Discussion themes:

- i)      Progress report to 30/06/95
- ii)     Presentation of new action plans

**6.      Sub-programme 3, "Rehabilitation"**

- "Social sectors" (Minister of Health, Dr. Joseph Karemera, Minister of Education, Mr. Pierre Célestin Rwigema and Minister of Women's Affairs, Ms. Aloysie Inyumba) - (Salle B)

- Infrastructure and productive sectors" (Minister of Agriculture, Dr. Augustin Iyamuremye, Minister of Commerce, Mr. Prosper Higirow and Minister of Public Works, Mr. Charles Ntakirutika) - (Salle B)

Discussion themes:

- i)      Progress report to 30/06/95
- ii)     Presentation of new action plan

\*\*\* Coffee break \*\*\*

### **PLENARY SESSION (Mille Collines Hotel)**

**10:00 - 10:30**      **Coordination of Humanitarian Assistance (Working group)**

**10:00 - 12:30**      Presentation by workshop chair persons of conclusions and recommendations of the group discussions and; implementation mechanisms for the programme of national reconciliation, social integration and economic recovery

**12:45 - 14:15**      **Working Lunch hosted by UNDP Resident Representative at Hotel des Diplomates (by invitation only)**

7 July 1995 / 09H36

**PLENARY SEESION (Mille Collines Hotel)**

<b>14:30 - 15:00</b>	<b>Presentation of UN Trust Fund Progress Report</b>
<b>15:00 - 16:30</b>	<b>Donor statements on future programmes of action</b>
<b>16:30 - 17:30</b>	<b>Presentation by United Nations Agencies</b>
<b>17:30 - 18:30</b>	<b>CONCLUDING SESSION (Hotel Mille Collines)</b>  - Adoption of the final report - Closure by the Prime Minister  *** Break ***
<b>18:00</b>	Press Conference - UNDP conference room - (by invitation only)
<b>19:30 - 21:30</b>	<b>Heads of delegation dinner hosted by the Vice President and Minister of Defence, H.E. General Paul Kagame (Mille Collines Hotel)</b> (by invitation only)



**REPUBLIQUE RWANDAISE**  
**PROGRAMME DE RECONCILIATION ET DE REHABILITATION**

**SUIVI DES ENGAGEMENTS DES BAILLEURS DE FONDS (1)**

“  
- Mis à jour le 07 juillet 1995 -

DONATEUR	ANNONCES GENEVE	ANNONCES ADDITIONNELLES KIGALI
<b>BILATERAL</b>		
Allemagne	80.0	(note #2)
Australie		3.0
Autriche	1.7	0
Belgique	35.5	7.5
Canada	17.2	2.4
Espagne	9.5	3.8
Etats-Unis	59.8	4.5
France		11.0
Irlande	1.6	0
Italie		4.5
Japon	22.5	0.2
Pays-Bas	33.0	11.5
Royaume-Uni	3.0	6.9
Suède	3.0	1.0
Suisse	12.8	11.3
<b>TOTAL</b>	<b>279.5</b>	<b>67.5</b>
<b>MULTILATERAL</b>		
Agences des Nations Unies	14.0	0
Banque mondiale	75.0	75.0
Banque Africaine de Dévelop.	50.0	56.7
Commission Européenne	127.2	100.4
Fonds Intern. Dév. Agricole	15.0	0
Fonds Monétaire International	13.0	(note #3)
Org. Pays Exporteurs Pétrole	12.9	0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>307.1</b>	<b>232.1</b>
<b>CONTRIBUTIONS TOTALES</b>	<b>586.6</b>	<b>299.7</b>

**NOTES:**

- 1) Annonces décaissables sur plusieurs années, selon le rythme d'exécution du Programme.
- 2) Annonces officielles prévues pour fin juillet 1995.
- 3) Nouvel accès à la Facilité d'ajustement structurel renforcée pourrait avoir lieu début 1996.

11.07.1995 14:19

REPUBLIC OF RWANDA

RWANDA ROUND TABLE CONFERENCE

MID-TERM REVIEW MEETING

(Kigali, 6-7 July 1995)

---

Strengthening of the Administrative Capacity of the State

Ministry of Planning

United Nations Development Programme

## Introduction:

The objective of this report is to present a summary of progress to date and plans of action with regard to state-capacity building, for working group discussion at the Round Table Mid-Term Review. The report focuses on general management and administrative capacity-building, and does not cover specialised sectoral capacity-building initiatives: these will be discussed under the relevant sectoral working groups.

### A. ORIGINAL OBJECTIVES

1. The public sector was effectively paralysed by the 1994 crisis: almost 75% of the personnel in the civil service were killed or fled abroad, buildings were severely damaged and the stock of government equipment was completely depleted through looting or vandalism. The restoration of state capacity was identified as a vital prerequisite for reconstruction at the Rwanda Round Table Conference in January 1995.
2. The strategy for capacity-building addresses:
  - *the environmental context*: socio-economic and political conditions, the functioning of the labour market, and the standards of university and vocational training which determine the pipeline of skills available to the country;
  - *the public sector context*: the regulatory and legal framework and the pay and incentive system within the civil service;
  - *the task network*: the links between all institutions and organisations which carry out or support state activities;
  - *the organisation and its management*: the organisational structure, management systems and processes which affect recruitment, motivation, utilisation, recognition and retention of skilled people;
  - *the availability of skilled people*: quantity and quality of skilled people available to the organisation, and quality of training.
3. The "Programme of National Reconciliation, Rehabilitation and Socio-Economic Recovery", presented by the government at the January Round Table Conference, specified the following short-term objectives for 1995 in this area:
  - (a) To restore operational capacity to the civil service:
    - to improve organisational and administrative coordination at central and local levels;
    - to rationalise the management of human resources;
  - (b) To strengthen the capacity for policy analysis and development, programme design, management and implementation
    - to strengthen economic management capacity;
    - to strengthen financial management capacity;
    - to strengthen sectoral programme management capacity

### B. CONTEXT

4. Since January 1995, efforts to restore and build capacity in the central administration have taken place under difficult conditions, characterised by:
  - severe budgetary constraints;

- extremely low salary levels in the public sector, despite the rise in the cost of living caused by the 50% depreciation of the Rwandan Franc (FRW),
- constant needs for crisis management and "fire-fighting", making it difficult to undertake longer-term capacity-building initiatives

5. The regional and local administrations, which also lack the most basic human and physical resources, have faced a rapid increase in the demand for services to address problems resulting from the war and genocide, including the need to support:

- the reintegration of refugees and displaced persons;
- the restoration of social peace and security;
- the administration of justice for those accused of crimes of genocide;
- the provision of assistance to victims of the genocide, for example widows and orphans.

#### **C. AMENDMENTS TO THE ORIGINAL ROUND TABLE OBJECTIVES**

6. The closure of the camps for the internally displaced has intensified the need to restore capacity to local structures, in order to provide for the reintegration of returnees.

#### **D. PROGRESS TO DATE**

##### **Financial**

7. As of June 1995, pledges from donor countries in support of state capacity-building have reached \$US 42.4 million, with \$US 21 million programmed, \$US 9.5 million disbursed and \$US 4.8 million received in the country. Considering only the administrative and management aspect (excluding assistance to the Justice sectors), pledges now total \$US 16.4 million, with \$US 11.6 million programmed, \$US 6 million disbursed and \$US 1 million received in the country.

8. It should be noted that these figures do not include financial support for physical rehabilitation of office buildings and equipment, for example the assistance financed through contributions from Germany and the Netherlands, and counterpart funds from Belgium, Canada and the European Union for office rehabilitation and salary payments, which is classified under sub-programme 1 (Financial support).

##### **Operational**

9. *Restoration of basic operational capacity.* Significant progress has been made in restoring basic operational capacity since January. The rehabilitation of public buildings has been supported by the Netherlands through the UNDP Trust Fund. Equipment and vehicles have been provided through the support of the Germany, USAID, the Netherlands, the United Kingdom, NGOs and UN agencies. Total equipment at the disposal of the Government - for all Ministries - currently comprises the following:

	January	June
Vehicles	57	198
Computers	113	244

- Whilst the equipment provided has greatly assisted in restoring capacity at the central administrative level, the Prefectures and Communes still lack the most basic office equipment and modes of transport necessary to carry out their functions.

In order to restore operational capacity to the regional and local structures of the state, it is necessary to accelerate delivery of this equipment

10 With regard to human resources, staff levels have risen from 25% of pre-crisis levels to over 60%, above the 50% level announced by the Government as a target at the Round Table. Recruitment has been decentralised and somewhat ad hoc, according to the immediate needs of individual ministries. In addition, many of the new staff appointed since the crisis have little experience of public administration and lack the professional skills necessary to carry out their functions. **No training has yet been provided to Government staff through the Round Table programme, and this is a priority for the second half of the year.**

11. *Formulation and implementation of development programmes.* Considerable progress has been made in establishing effective coordination mechanisms within the Rwandan administration, to ensure efficient information flows and the compatibility of sectoral activities. To support the implementation of the Round Table programme, the Government has established:

- a Steering Committee of Government Ministers and donor representatives, chaired by the Prime Minister;
- Intersectoral Committees to facilitate communication, planning and monitoring within and between sub-programmes;
- a Permanent Technical Secretariat, based in the Ministry of Planning, to monitor implementation of the Round Table Programme.

Problems have been experienced in the functioning of the Intersectoral Committees, and it is suggested that these be reviewed after the Mid-Term Conference and restructured if necessary.

12. Progress has also been made towards the refinement of Government functions (organigrams completed for many Ministries, and senior personnel appointed). This process remains to be consolidated under an overall agreed definition of the role and missions of the State.

13. Assistance has also been provided by NGOs and UN agencies in the social sectors, to build capacity in policy formulation and programme design and implementation. However, capacity-building initiatives to date have been somewhat fragmented, and there is a need to ensure more integration. Management capacity in these sectors is particularly important in order to ensure the efficient provision of social services in support of refugee resettlement, a priority of the Government during the second half of the year.

#### **E. PROGRAMME OF ACTION**

14. The programme of action will be guided by the following objectives:

- to accelerate the restoration of operational capacity through the completion of supply of basic office equipment and vehicles;
- to ensure greater skills transfer to Rwandan nationals involved in the development process;
- to empower the Government to lead the formulation, management and monitoring of development projects;
- once the restoration of basic operational capacity is complete, to move away from crisis management interventions towards longer-term, integrated plans for capacity-building which tie capacity-building interventions more closely to the Government's strategic priorities.

### Short-term priorities

15. The Government will work closely with donors to accelerate the delivery of equipment to complete restoration of basic operational capacity

- 56 vehicles: central administration (to reach 200 specified in the national budget)
- 145 vehicles: 1 per commune (bourgmestre)
- 145 motorcycles: 1 per commune (school inspectors)

16. The Government will implement a large-scale capacity-building programme to start in July 1995, funded by the United Kingdom, Belgium, Germany, UNDP, the IMF and the World Bank, at a total budget of \$US 9.5 million. The programme will cover:

- (a) Organisation design, management systems and human resource development:
  - \* role and mission of the state;
  - \* strengthening of coordination and management systems;
  - \* design of training strategies and development of programmes;
  - \* training of trainers;
  - \* rehabilitation of training centres;
  - \* centralisation of personnel management system.
- (b) Specialised technical assistance for economic and financial management:
  - \* strengthening of macroeconomic tools and statistics;
  - \* enhancement of budgetary development and control, management of the Treasury, public accounts, money supply and debt management;
  - \* establishment of systems for the recovery of government receipts;
  - \* establishment of a study fund for needs assessment and feasibility studies;
  - \* training of national economic and financial personnel.
- (c) Capacity building for local administration (preliminary activities):
  - \* study on local administration competences;
  - \* organisation design for local administration;
  - \* training for local administrative personnel.

\$US 1,270,500 is still to be mobilised for this programme: \$US 290,000 for local administrative training and \$US 980,000 for central management and administrative training.

17. *Local administration.* Once the role and needs of the local administration have been fully assessed, there is an imperative to proceed quickly to rebuild local administrative capacity. It is particularly important to ensure that local administrative structures are empowered to plan and implement reconstruction programmes in a decentralised manner, based on their knowledge of local needs. The Government is therefore seeking to develop a substantial programme for local capacity-building, comprising:

- rehabilitation of buildings/equipment (budget estimate \$US 16.7 million);
- technical assistance to the local administration (budget to be assessed);
- reform and training of the Police Communale (budget estimate \$US 4.5 million);

18. *Peace and stability.* An immediate objective of the Government is to substantially reduce the size of the armed forces, from the current level of approximately 45,000 combatants. Addressing the problem of child soldiers is a particularly urgent concern. The Government therefore proposes, as a matter of urgency, the following programmes:

- demobilisation and education of child soldiers (budget: \$US 6.8 million)
- study on further demobilisation of approximately 20,000 members of the armed forces (assessment and programme to be completed)

19. *Capacity-building for the social sectors* The Government will also seek to launch a new, integrated programme to build management capacity in the social sectors. The programme will address technical assistance needs in the Ministries of Rehabilitation and Social Integration; Women's Affairs, Youth, Family, Education, and Health, Social Affairs. Needs assessments are currently being performed in this area, with the assistance of Canada and the Netherlands, in order to define a detailed programme and budget.

20. *Management of the reconstruction and development process* Rwanda has an urgent need for skills and technical assistance to assist in reconstruction. However, it is important that the Government is empowered to lead and control this process, and that skills transfer and the development of sustainable national capacity is maximised. The government proposes to develop a project to cover:

- provision of training to key Government officials in programme and project design, management and monitoring;
- establishment of a bursary system for training of Government officials in management institutes in sub-Saharan Africa;
- in order to facilitate communication within the Government administration and contribute to national reconciliation, the provision of language training (French and English) to government officials as anticipated in the Arusha accords.

The Government is seeking support from donors for needs assessment in this area.

21. *Strengthening civil society* Civil society groupings, which have started to rebuild spontaneously in the last five months, have an urgent need for capacity building. Several donor countries are working directly with local NGOs to provide equipment and technical assistance, and these efforts should be further promoted. One of the most important vehicles to promote participation in the development process is the restoration of the popular media to full working capacity. In this area, the Government proposes:

- strengthening print media (budget estimate: \$US 800,000),
- rehabilitation of Rwanda Television (budget estimate \$US 9.2 million),
- rehabilitation of Radio Rwanda (budget 8.3 million DM, to be funded by Germany).

#### **Medium-term priorities (last quarter of 1995, through 1996)**

22. The Government proposes to ensure that each Government Ministry and Prefecture will develop, where this is not already in place, medium-term strategic plans and one-year programmes of action. These programmes will include, clearly linked to the strategic priorities identified, capacity-building programmes geared to the needs of specific sectors.

23. With regard to the global public sector context, and in line with the five-step process outlined in section 1, the Government will develop proposals on

*the environmental context:*

- \* the return of skilled staff from overseas
- \* support to university and vocational training

*the public sector context:*

- \* personnel complement (staff numbers and job descriptions)
- \* pay and incentive structures

*the task network:*

- \* development of stronger delivery links with national NGOs,
- \* support of training and capacity building in civil society organisations,

*the organisation and its management:*

- \* code of conduct for transparency and equity in recruitment and promotion,
- \* standardised human resource (competency) model as a basis for recruitment, promotion and training

*the availability of skilled people:*

- \* development and implementation of human resource development strategies based on agreed core competences.

REPUBLIC OF RWANDA

RWANDA ROUND TABLE CONFERENCE

MID-TERM REVIEW MEETING

(Kigali, 6-7 July 1995)

DRAFT  
RWA/RT/MTR/1995/3  
3 July 1995  
Original: French

---

Financial Support

Ministry of Planning  
United Nations Development Programme



## 1. Aperçu du Programme présenté à Genève

### 1.1. Objectifs de politique économique initiaux

1. En préparant son "Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et de relance socio-économique", le Gouvernement s'était fixé comme objectif en matière de politique économique de "créer un environnement macro-économique qui réinstalle rapidement la confiance du secteur privé intérieur et extérieur en vue de stimuler l'investissement, moteur de la croissance économique" (page 9). Ce souci était fondé sur la volonté de consolider les acquis du Programme d'ajustement structurel et de restaurer à moyen terme les équilibres budgétaires et de la balance des paiements, ainsi que de maîtriser l'inflation, tout en garantissant un volume de crédits suffisant au secteur privé.

2. Afin d'atteindre ces objectifs le plan d'actions de la politique économique du gouvernement en 1995 couvrait cinq priorités qui paraissaient également essentielles afin d'assurer la cohérence d'ensemble du programme. Ces priorités sont:

- la mise en place des mesures nécessaires à la réactivation des activités du secteur financier qui conditionnent la reprise des activités dans le secteur formel de l'économie;
- la continuation du processus de libéralisation économique en levant tous les obstacles réglementaires à la libéralisation des marchés des biens, du travail et des capitaux;
- la redéfinition des missions confiées aux différents départements ministériels et l'accélération du désengagement de l'Etat des activités productrices et commerciales;
- la maîtrise des dépenses budgétaires afin, notamment, de réduire les distorsions économiques liées au volume important d'arriérés du Trésor envers les opérateurs économiques accumulés au cours des dernières années;
- la mise en place d'un cadre réglementaire transparent pour le secteur privé et l'amélioration de la coordination en matière de politique économique et de gestion de l'aide extérieure

### 1.2. Besoins de financement

3. Les besoins de financement exprimés lors de la Conférence de Table Ronde étaient de l'ordre de \$ 189,6 millions répartis comme suit:

Appui budgétaire (importations commerciales)	\$ 160,6
Stock stratégique de carburant	\$ 9,0
Médicaments	\$ 5,0
Aides alimentaires structurelles	\$ 15,0

4. Vu la déstructuration du cadre économique de référence, le Gouvernement n'a pu établir avec précision lors de la préparation de la Conférence de Table Ronde ni les besoins d'appui budgétaire ni ceux à la balance des paiements. A partir des données disponibles à cette époque, le Gouvernement a donc estimé les besoins en appui budgétaire, en fonction des prévisions de dépenses et de recettes et des besoins de remboursement des arriérés internes et externes, à \$ 160,6 millions (au taux de change de 1 \$ = 210 FFW). Il était souhaité que cette aide provienne surtout de la contrepartie d'un appui à la balance des paiements et qu'une partie prenne la forme d'un appui budgétaire direct sous forme de dons afin de répondre de façon urgente aux problèmes de trésorerie. Le besoin de recevoir des aides en marchandises d'une valeur de \$ 29,0 millions ne générant pas de fonds de contrepartie de façon immédiate a également été exprimé.

### 1.3. Contributions annoncées a Genève

5. L'appui au sous-programme 1 exprimé lors de la Conférence de Genève s'est élevé à \$ 176,1 millions, dont \$ 48,9 millions en provenance des donateurs bilatéraux et \$ 127,2 millions en provenance des donateurs multilatéraux. Comme pour les autres contribution annoncées lors de la Conférence les modalités précises d'utilisation de ces montants se devaient d'être définis ultérieurement conjointement entre les bailleurs et le Gouvernement. Certains bailleurs ont par contre clairement exprimé leur engagement à contribuer aux paiement des arriérés du Rwanda auprès de certaines institutions financières internationales.

### 2. Réalisations à ce jour

#### 2.1. Situation économique

6. L'économie rwandaise est aujourd'hui caractérisée par la quasi-paralysie de l'appareil productif; la production vivrière atteint à peine 55% d'une production normale; la production des principales cultures d'exportation n'atteindra que 40 % de la production normale; seulement 29 entreprises industrielles sur un total de 100 ont repris leurs activités; etc. Cette paralysie s'explique par divers facteurs tels que la contrainte financière auquel fait face les industriels, le manque de main d'oeuvre agricole et de main d'oeuvre qualifiée, les litiges de propriétés non résolus, etc.

7. Grâce à l'appui de l'assistance extérieure, on considère par contre que la reprise des services publics a atteint un niveau respectable. Cette offre de service semble s'être accommodé de la politique gouvernementale visant à restreindre de façon globale les recrutements à la fonction publique à 60% du niveau des effectifs d'avant guerre (enseignants non compris) afin de contenir le déficit budgétaire et rationaliser l'administration publique. En ce qui concerne le secteur privé, la reprise du activités du secteur des services (commerce, hôtels, banques, restauration, etc.) est aussi considérée comme satisfaisante.

8. Au niveau des prix et des salaires, la dépréciation du franc rwandais et une forte inflation s'est poursuivie au cours du premier semestre. Ainsi la valeur du franc rwandais, libéralisé depuis le mois de mars, est passée de 220 Frw/\$ en janvier à 300 Frw/\$ au 25 juin 1995 (soit une chute de 36.4% en francs rwandais) et la hausse des prix est estimé à 12,5% entre janvier et mai 1995 (contre 60,7% entre janvier 1994 et janvier 1995). Cette hausse des prix s'est traduite par une détérioration importante du salaire réel et donc une chute du pouvoir d'achat des salariés et des populations rurales.

9. En ce qui concerne les paiements extérieurs, les données -malheureusement incomplètes- disponibles indiquent un important déficit du commerce extérieur et une situation de déséquilibre entre la demande et l'offre de devises qui se traduit par la chute constante du taux de change évoquée plus haut. Le taux très bas de réserves officielles (environ \$ 17 millions, soit l'équivalent de deux semaines d'importations) ne permet pas à la Banque Centrale d'intervenir sur le marché des changes afin de stabiliser le franc rwandais et de contribuer à la maîtrise de l'inflation. Au niveau des politiques économiques, le Gouvernement a révisé la structure du tarif douanier, réduisant le taux maximum à 60% et le taux moyen à 25 - 30 %. Le Gouvernement a également, afin d'accroître ses revenus et de stimuler la production, décidé de libéraliser la filière café.

10. Finalement, les premières indications concernant la situation des finances publiques pour les 4 premiers mois de l'année indiquent un niveau extrêmement bas des recettes qui est le reflet du retard général de la reprise des activités économiques indiqué plus haut. D'un autre côté, on remarque que les dépenses engagées sur cette période ont été

contenues et que le recours à la création monétaire afin de financer le déficit a été évitée. En contrepartie, le stock d'arriérés s'est accru à cause du non paiement de certains salaires et des nouvelles échéances d'intérêts sur la dette intérieure et extérieure. La valeur totale des impayés sur la dette extérieure est passée de \$ 60 millions à \$ 69 millions de fin décembre 1994 à fin juin 1995 alors que les arriérés internes se chiffraient déjà à Frw 44.4 milliards au 12 décembre 1994 (dont Frw 30.2 milliards envers la Banque Centrale) et qu'aucun paiement n'a été fait depuis ce qui ne peut qu'handicaper la reprise économique.

## 2.2 Nouvelles prévisions budgétaires

11. S'agissant des prévisions budgétaires pour l'ensemble de l'année fiscale, le Gouvernement vient de terminer le travail de préparation du budget 1995 qui indique de façon plus précise les besoins d'appui financier externe pour l'année. Selon les dernières prévisions budgétaires, les grandes lignes du tableau des opérations financières de l'Etat seraient les suivantes:

TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT  
(En Milliards de FRW)

	1995 (janv.)	1995 (juin)
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>10.30</b>	<b>19.41</b>
Salaires	12.50	13.04
Défense		6.96
Civil		6.08
Biens et Services	10.50	15.38
Défense		6.16
Civil		9.22
Intérêts sur la dette	7.80 <sup>*</sup>	3.60
internes		1.70
externes		1.90
Transferts et subsides	3.20	3.63
<b>S/T Dépenses</b>	<b>34.00</b>	<b>35.65</b>
<b>Déficit (base engagements)</b>	<b>-15.90</b>	<b>-16.25</b>
Réduction (-) Arriérés	-17.80	- 8.33
<b>Déficit (base caisse)</b>	<b>-33.70</b>	<b>-24.58</b>
<b>Financement</b>		<b>24.70</b>
Intérieur (fonds de contrepartie)		3.60
Extérieur net		<b>21.10</b>
Amortissement dette extérieure		- 5.60
Financement extérieur net		26.70

<sup>\*</sup> Comprend également le remboursement du capital (amortissement)

Note: "1995 / janvier" indique les prévisions faites lors de la préparation de la Table Ronde de janvier. Le taux de change utilisé à cette époque était de Frw 210/\$ contre Frw 250/\$ aujourd'hui.

12. Le nouveau budget fait état de prévisions de recettes passablement supérieures à ce qui était envisagé au début de l'année. Cette hausse s'explique par l'application de nouvelles mesures fiscales décidées récemment et par la prise en compte de l'effet de la modification du taux de change sur certains postes de recettes. Au niveau des dépenses, le niveau global reste approximativement le même mais la structure a été profondément modifiée. Ainsi, les dépenses en biens et services ont augmenté suite à l'évaluation à la hausse de la valeur des réhabilitations d'urgences et le service de la dette a également légèrement augmenté suite à la dépréciation du franc rwandais. Ceci ramène la prévision du service de la dette pour 1995 de Frw 7.8 milliards à Frw 9.2 milliards (dont Frw 7.5 milliards pour la dette externe et 1.7 milliards pour la dette interne).

13. S'agissant des arriérés, la situation financière délicate du Gouvernement le forcera à ne rembourser dans un premier temps que ceux accumulés auprès de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement et auprès des salariés de l'Etat et des militaires. En ce qui concerne plus spécifiquement le reste de la dette publique intérieure, le Gouvernement pourrait amorcer en 1995 l'apurement des arriérés envers certains créanciers internes, sérieusement confrontés à des problèmes de liquidité, notamment les banques commerciales.

14. Le nouveau budget fait donc état de besoins d'appui extérieur de l'ordre de près de Frw 25 milliards (soit environ \$ 99.1 millions).

15. Il doit également être fait remarquer que compte tenu de la situation financière difficile, il a été décidé que tous les investissements publics à effectuer en 1995 seront financés à 100% par l'aide extérieure. Le Gouvernement est à ce titre reconnaissant de l'effort fourni par la communauté internationale afin d'éviter d'alourdir ses finances publiques.

### **2.3. Précisions des engagements de Genève des bailleurs de fonds**

16. Les indications actuelles des engagements des bailleurs de fonds au titre de l'appui budgétaire pour l'année 1995 indiquent que, sauf imprévus graves, le déficit budgétaire sera comblé. L'appui externe prévu au budget est le suivant:

- appui de l'ordre de \$ 13.0 million sous forme de dons pour le paiement des arriérés aux institutions financières internationales (Banque Africaine de Développement et Banque Mondiale);
- appui sous forme de dons de l'ordre de \$ 35.5 millions (dont près de \$ 10.0 millions versés au travers du mécanisme du Fonds Fiduciaire des Nations Unies) pour le rééquipement des ministères, la réhabilitation des bâtiments de l'administration centrale et locale, le paiement des salaires aux fonctionnaires, etc.;
- aide d'urgence sous formes de crédit de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement de l'ordre de \$ 39.1 millions représentant la contrepartie de crédits d'un appui à la balance des paiements et couvrant des importations effectuées depuis novembre 1994;
- l'équivalent en francs rwandais de \$ 12.4 millions de fonds de contrepartie générés avant les événements d'avril 1994.

17. Même si tous ces engagements à supporter le budget de l'Etat devraient se concrétiser au cours des semaines à venir, à l'heure actuelle seul les fonds de contrepartie générés avant la guerre (Frw 3.6 milliards), l'appui au remboursement des arriérés (\$ 12.0 millions) et une partie de l'appui à la réhabilitation et au rééquipement ont été versés ou mobilisés par le Rwanda (\$ 6.5 millions). Par rapport à des besoins exprimés de l'ordre de près de \$ 100 millions, l'appui budgétaire à recevoir par le Rwanda au cours de l'année 1995 afin de lui permettre de combler son déficit de financement totalise donc environ \$ 67 millions. Le Gouvernement exprime le souhait que cet appui budgétaire soit versé rapidement afin d'éviter d'aggraver ses problèmes de trésorerie au cours de l'année.

### **3. Programme d'action second semestre 1995 et au-delà**

#### **3.1. Objectifs de la politique économique**

18. La politique économique du Gouvernement au cours du second semestre s'attachera à consolider les acquis des mesures mises en oeuvre au cours du premier semestre et à compléter ces mesures. Le Gouvernement concentrera ainsi ses efforts sur la résolution des problèmes suivants: le retard qu'accuse la reprise des activités

économiques; l'instabilité du taux de change et la perte du pouvoir d'achat de la population; l'apurement des arriérés du trésor et la couverture des dépenses publiques sans recourir au financement monétaire.

19. Dans ce contexte, les objectifs suivants ont été fixés par le Gouvernement pour le second semestre:

- la réalisation d'un niveau de production vivrière équivalent à au moins 70% de la production d'une année normale d'avant la guerre (il est espéré que cet objectif soit atteint notamment grâce à l'augmentation des prix aux producteurs de certaines cultures de rentes);
- le redémarrage des activités de toutes les entreprises industrielles dont le promoteur est disponible;
- la poursuite du processus de privatisation des entreprises publiques et le démarrage de la réflexion sur la révision des missions de l'Etat ;
- la hausse, notamment grâce à l'appui financier extérieur, du niveau des réserves officielles à \$ 36 millions d'ici fin 1995 afin de donner à la Banque Centrale les moyens d'intervenir sur le marché des changes et de stabiliser le taux de change entre Frw 280/\$ et 300/\$;
- le paiement des arriérés des salaires et des arriérés envers la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement (l'apurement des arriérés envers les banques commerciales sera aussi réalisé si la situation du trésor le permet).

### 3.2. Appui financier nécessaire

20. Au niveau de l'appui externe nécessaire pour atteindre les objectifs de stabilisation du taux de change et d'équilibre de la balance des paiements, il est estimé que le Rwanda a besoin d'une aide hors projet de \$ 143 millions. Cet appui a été évalué en fonction des hypothèses formulées sur les principales variables des paiements extérieurs (importations, exportations, réduction des arriérés, etc.). L'hypothèse d'apurement des arriérés extérieurs retenue dans ce scénario est une hypothèse minimale où seuls les arriérés envers la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement, c'est-à-dire les institutions financières qui planifient d'entreprendre des investissements importants au pays en 1995, sont considérés. Comme les promesses des bailleurs de fonds d'appui à la balance des paiements se chiffrent actuellement à \$ 161.2 millions, le problème qui se pose n'est pas un problème de mobilisation des fonds mais de leur mobilisation au Rwanda au cours de l'année 1995. Le Gouvernement demande à cet effet un effort particulier des bailleurs de fonds.

21. Un appui du Fonds Monétaire International offert dans le cadre de la Facilité de Financement Compensatoire et pour Imprévus (CCFF) de l'ordre de \$ 13.0 millions est également prévu. Cet appui permettra à la Banque Centrale d'augmenter ses réserves des changes.

22. En ce qui concerne l'appui budgétaire, il a été précisé que les engagements à ce niveau laissent espérer que l'appui global demandé est largement couvert et que le problème qui reste à résoudre n'est donc plus qu'un problème d'accélération du décaissement des crédits engagés pour rencontrer le calendrier de dépenses du Gouvernement. Afin de faciliter ses décaissements, le Gouvernement s'est déjà engagé à rembourser ses arriérés auprès de la BAD et de la Banque Mondiale.

**STATEMENT OF THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS, READ  
BY THE SPECIAL REPRESENTATIVE TO THE SECRETARY-GENERAL IN RWANDA,  
H.E. AMBASSADOR SHAHARYAR M. KHAN**

**YOUR EXCELLENCY MR JUVENAL NKUSI PRESIDENT OF THE NATIONAL  
ASSEMBLY,  
PRIME MINISTER FAUSTIN TWAGIRAMUNGU,  
MADAM CHAIRPERSON, M. JOHNSON SIELEAF  
EXCELLENCIES,  
DISTINGUISHED DELEGATES,  
LADIES AND GENTLEMEN**

IT IS INDEED AN HONOR FOR ME TO REPRESENT THE SECRETARY-  
GENERAL OF THE UNITED NATIONS AND TO READ A STATEMENT ON HIS  
BEHALF TO THIS AUGUST GROUP OF REPRESENTATIVES OF DONOR  
COUNTRIES AND INTERNATIONAL ORGANISATIONS WHO ARE GOING TO  
SPEND THE NEXT TWO DAYS ASSESSING THE PROGRESS MADE SINCE THE  
ROUND TABLE CONFERENCE WAS HELD IN GENEVA IN JANUARY 1995.  
THE STATEMENT READS:

"THE SUBSTANTIAL PROGRESS MADE ALONG THE PATH OF  
RECOVERY AND DEVELOPMENT IN RWANDA, JUST ONE YEAR AFTER THE  
END OF THE CIVIL WAR AND GENOCIDE, IS A TESTAMENT TO THE WILL  
AND FORTITUDE OF THE RWANDAN GOVERNMENT AND PEOPLE. THE  
ROUND TABLE PROCESS LAUNCHED BY THE GOVERNMENT IN GENEVA IN  
JANUARY HAS PROVED TO BE A SUCCESSFUL MECHANISM TO  
COORDINATE AID INTERVENTIONS AND DEVELOPMENTAL ACTIVITIES,  
AND THE PROCESS HAS FACILITATED A HIGH LEVEL OF CONSENSUS AND  
COOPERATION WITHIN THE INTERNATIONAL COMMUNITY IN ITS  
RESPONSE TO THE AFTERMATH OF THE RWANDAN CRISIS. THIS MEETING  
OFFERS AN OPPORTUNITY TO AFFIRM THE ACHIEVEMENTS OF THE  
GOVERNMENT IN IMPLEMENTING THE PROGRAMME AND TO DISCUSS  
FURTHER SUPPORT WHICH THE INTERNATIONAL COMMUNITY MAY  
PROVIDE IN THE MONTHS TO COME.

IT IS ALSO AN OCCASION FOR ALL PARTIES TO REAFFIRM THEIR  
COMMITMENT TO THE ACTIONS AGREED AT THE GENEVA CONFERENCE.  
THE GOVERNMENT HAS PLEDGED ITS COMMITMENT TO A POLITICAL

**PROGRAMME OF NATIONAL RECONCILIATION AND STABILIZATION, AND THE ACHIEVEMENT OF THESE GOALS REMAIN VITAL FOR LONG-TERM STABILITY AND DEVELOPMENT. THE INTERNATIONAL COMMUNITY HAS PLEDGED ITS SUPPORT FOR REHABILITATION, AND WE MUST ENSURE THAT THIS ASSISTANCE IS DELIVERED ON THE GROUND IN RWANDA IN A TIMELY MANNER.**

**FOR INSTANCE, THERE IS AN URGENT NEED FOR A GENDARMERIE AND A COMMUNAL POLICE FORCE, FOR BASIC EQUIPMENT AND TRANSPORT TO ASSIST THE ADMINISTRATION IN PERFORMING ITS FUNCTIONS AND FOR THE REPAIR AND RESTRUCTURING OF ROADS, TRANSPORT, BRIDGES, CLEAN WATER AND POWER FACILITIES IN A PROGRAMME OF ESSENTIAL STABILIZATION FOR THE COUNTRY.**

**IN PARTNERSHIP WITH THE GOVERNMENT, THE INTERNATIONAL COMMUNITY HAS ALSO DEVELOPED PROGRAMMES IN PARTICULAR AREAS WHERE RAPID FINANCIAL AND TECHNICAL ASSISTANCE MAY PREVENT DESTABILIZATION OF THE FRAGILE SUB-REGIONAL EQUILIBRIUM. THESE INCLUDE THE RESTORATION OF STATE CAPACITY AND PRODUCTIVE ECONOMIC ACTIVITIES WITHIN THE COUNTRY, THE QUESTION OF REFUGEE SETTLEMENT, AND THE PROVISION OF SUPPORT TO THE PROCESSES OF JUSTICE ARISING FROM THE GENOCIDE AND CIVIL WAR. WITH REGARD TO THE LATTER, IT IS VITAL THAT BOTH THE INTERNATIONAL TRIBUNAL AND THE NATIONAL JUSTICE SYSTEM ARE EMPOWERED TO QUICKLY COMPLETE THEIR PRELIMINARY INVESTIGATIONS AND CONCLUDE PROSECUTIONS OF THE ORGANIZERS OF THE GENOCIDE.**

**I WISH THE UNDP MID TERM REVIEW CONFERENCE EVERY SUCCESS IN ITS DELIBERATIONS".**

---



YOUR EXCELLENCIES, DISTINGUISHED LADIES AND GENTLEMEN, PERMIT ME TO ADD A FEW WORDS TO THIS ALL-IMPORTANT ADDRESS.

AS YOU RECALL, ALL OF US WHO ATTENDED THE GENEVA CONFERENCE WERE ENCOURAGED BY ITS MAJOR ACHIEVEMENT IN MOBILIZING IN TERMS OF PLEDGES AN IMPRESSIVE AMOUNT OF FINANCIAL RESOURCES. THE GOVERNMENT THEN WAITED DURING THE NEXT FEW MONTHS EXPECTING THAT MOST OF THE PLEDGED RESOURCES WILL AUTOMATICALLY FLOW TO RWANDA AND TO MEET THE COSTS OF SALARY PAYMENTS AND REHABILITATION TASKS. THEIR INITIAL HOPE WAS NOT READILY REALIZED AS THE DONOR COUNTRIES AND INTERNATIONAL ORGANIZATIONS MOVED THROUGH THE TIME CONSUMING PROCESS OF MAKING COMMITMENTS, PROGRAMMING, DISBURSEMENT AND DELIVERY. THE GOVERNMENT HAD ALSO TO REALIZE THAT MUCH OF DONOR CONTRIBUTIONS CONTINUE TO FLOW TO THE HUMANITARIAN RELIEF ACTIVITIES IN SUPPORT OF INTERNALLY DISPLACED PERSONS AND REFUGEES INSTEAD OF THOSE WHO HAVE RETURNED TO THEIR COMMUNES IN NEED OF REHABILITATION. IT WAS, THEREFORE, NATURAL THAT SOME LEADERS OF THE GOVERNMENT AND THE COUNTRY BEGAN TO AIR THEIR FRUSTRATION AND OPENLY EXPRESS THEIR DISAPPOINTMENT.

WE ALSO RECALL THAT IN MARCH AND APRIL, THE DONOR COUNTRIES AND INTERNATIONAL ORGANIZATIONS WERE CONCERNED AS THE NUMBER OF ARRESTS AND THE SECURITY SITUATION BEGAN TO DETERIORATE IN MANY PARTS OF THE COUNTRY. MUTUAL DOUBT REACHED ITS PEAK AT THE TIME OF THE OUTBREAK OF THE KIBEHO EVENTS IN LATE APRIL. IT WAS FOLLOWED BY AN INDEPENDENT ASSESSMENT OF THE CAUSES OF THE TRAGEDY, AND ALSO QUIET BUT EFFECTIVE REFLECTION OF THE RELATIONSHIP BETWEEN THE GOVERNMENT AND THE INTERNATIONAL COMMUNITY IN DEFINING THE ROLES OF EACH OTHER, PRIORITIZING THE OBJECTIVES OF MUTUAL



UNDERTAKINGS AND IN PROGRAMMING THE IMPLEMENTATION OF SPECIFIC PROJECTS AND PROGRAMMES.

MR. PRESIDENT

IN MY VIEW, WHAT HAPPENED DURING THE FOLLOWING TWO MONTHS OF MAY AND JUNE WERE POSITIVE AND REMARKABLE IN TWO WAYS.

FIRST, THE GOVERNMENT AND THE INTERNATIONAL COMMUNITY REALIZED THAT THEY BOTH WISHED TO SEE GENUINE PROGRESS TOWARDS NATIONAL RECONCILIATION AND SUSTAINABLE REHABILITATION AND DEVELOPMENT OF THE COUNTRY. SPECIFIC CORRECTIVE STEPS, TAKEN BY THE GOVERNMENT TO RESTORE SECURITY AND CONFIDENCE, WERE APPRECIATED BY THE INTERNATIONAL COMMUNITY, WHILE THE GOVERNMENT BEGAN TO REALIZE THAT THE DONOR COUNTRIES AND THE INTERNATIONAL ORGANIZATIONS WERE MAKING EFFORTS TO CUT RED TAPE AND OVERCOME BUREAUCRATIC PROCEDURAL REQUIREMENTS IN ORDER TO SPEED UP THE DISBURSEMENT.

THE POSITIVE OUTCOME OF THIS MATURING RELATIONSHIP CAN BE CLEARLY SEEN IN THE RAPID INCREASE THAT STARTED TAKING PLACE IN THE LEVEL OF DISBURSEMENT AND DELIVERY OF AID RESOURCES IN LATE MAY AND JUNE. THE LEVEL OF DISBURSEMENT, I AM PLEASED TO LEARN, HAS REACHED ALMOST 30 PERCENT WHAT WAS PLEDGED IN GENEVA, AND THE ACTUAL LEVEL OF DELIVERY OF AID RESOURCES IN RWANDA HAS ARISEN TO MORE THAN \$100 MILLION, 17 PER CENT OF THE GENEVA PLEDGE. THESE ARE REMARKABLE ACHIEVEMENTS FOR BOTH RWANDA AND THE INTERNATIONAL COMMUNITY.

THE SECOND SIGNIFICANT DEVELOPMENT IS THE CHANGES THAT BEGAN TO TAKE PLACE IN RWANDAN PERCEPTIONS OF THE ROLE OF UNAMIR AND THE INTERNATIONAL ORGANIZATIONS. THE DECISION TAKEN BY THE SECURITY COUNCIL IN EARLY JUNE ENABLED UNAMIR TO EXERCISE ITS CONSTRUCTIVE ROLE IN SUPPORT OF REHABILITATION AND

RECONCILIATION EFFORTS MADE BY THE GOVERNMENT, AND SUPPORTED BY THE BILATERAL DONORS AND THE INTERNATIONAL ORGANIZATIONS. THE PARTNERSHIP BETWEEN UNAMIR AND OTHER UN AGENCIES, PARTICULARLY UNDP, HAS BEEN STRENGTHENED FOR THE BENEFIT OF THE COUNTRY. FOR EXAMPLE, UNAMIR AND UNDP ARE NOW EMBARKING UPON THE REHABILITATION OF THE NATIONAL COMMUNAL POLICE AND GENDARMERIE TRAINING CENTRES IN GISHALI AND RUHENGERI. UNAMIR IS ASSISTING THE GOVERNMENT TO IMPROVE THE PHYSICAL CONDITIONS OF PRISONS AND DETENTION CENTRES. THE CLOSE WORKING RELATIONSHIP THAT EXISTS BETWEEN UNAMIR AND OTHER UN AGENCIES IS A SHINNING EXAMPLE FOR UN OPERATIONS IN OTHER PARTS OF THE WORLD.

MR. PRESIDENT

THE ROUND TABLE PROCESS LAUNCHED BY THE GOVERNMENT IN GENEVA AND SUPPORTED BY UNDP HAS PROVED TO BE A SUCCESSFUL MECHANISM TO REMIND ALL OF US THAT WE HAVE MUCH TO GAIN THROUGH MUTUAL CONSULTATIONS. A SERIES OF CO-ORDINATING MEETINGS CALLED UPON BY THE PRIME MINISTER AND THE MINISTER OF PLAN ENABLED US TO ASCERTAIN THE ROLE OF EACH AGENCY AND DONOR WITHIN THE OVERALL FRAMEWORK AND REQUIREMENT. THERE IS NO DOUBT THIS MID-TERM REVIEW MEETINGS HA ENERGIZED THE DONORS AND INTERNATIONAL ORGANIZATIONS TOWARDS TAKING PROACTIVE PROGRAMMING MEASURES TO INCREASE THE DISBURSEMENT AND DELIVERY OF GOODS AND SERVICES THEY HAVE PROMISED. IF SOME OF THEM ARE PUT IN AN EMBARRASSING POSITION, IT IS NOT THEIR FAULT. BUT THANKS TO THE POSITIVE EFFECT OF THE ROUND TABLE PROCESS, IT IS, THEREFORE, CRITICALLY IMPORTANT THAT WE AFFIRM THE VALIDITY OF THIS PROCESS AND APPRECIATE THE ACHIEVEMENTS OF THE GOVERNMENT AND IN THE NEED TO RECOGNIZING THE COMPLEXITY OF AID MANAGEMENT AND IN THE NEED TO BUILD UP THEIR OWN IMPLEMENTATION CAPACITY. LET US MAINTAIN THIS

**POSITIVE MOMENTUM CREATED BY THE ROUND TABLE PROCESS.**

**AS WE MOVE FORWARD WITH THE ROUND TABLE PROCESS WITH THE ROUND TABLE PROCESS, I WISH ALSO TO TOUCH UPON THE USEFUL ROLE PLAYED BY UNDP IN CONVENING THE WEEKLY INTER-AGENCY MEETINGS, AND SPECIAL CONSULTATIVE MEETINGS ORGANIZED FROM TIME TO TIME ON SUCH AN ISSUE AS THE REHABILITATION OF THE JUDICIAL SYSTEM HELD UNDER THE CHAIRMAN OF THE UN RESIDENT CO-ORDINATOR FOR OPERATIONAL ACTIVITIES FOR DEVELOPMENT. I AM QUITE SURE THAT AMBASSADORS AND REPRESENTATIVES OF AID AGENCIES BASED IN KIGALI HAVE BENEFITTED FROM EXCHANGE OF INFORMATION AND VIEWS ON VARIOUS SUBJECT MATTERS THAT ARE DISCUSSED DURING THESE MEETINGS.**

**FINALLY, MR. PRESIDENT, IT WOULD BE INCOMPLETE AN ASSESSMENT OF THE ROUND TABLE PROCESS IF I DID NOT MENTION THE IMPORTANCE OF THE UN TRUST FUND MANAGED BY UNDP. FINANCIAL RESOURCES CONTRIBUTED BY THE NETHERLANDS, THE UNITED KINGDOM, SWITZERLAND AND CANADA HAVE BEEN PUT INTO USE IN A MOST EFFICIENT MANNER. I UNDERSTAND THAT NEARLY 60 PERCENT OF THE FUNDS RECEIVED WITHIN THE LAST FEW MONTHS HAVE ALREADY BEEN DISBURSED. I AM PLEASED TO NOTE THAT TRUST FUND RESOURCES WILL NOW BE USED FOR REHABILITATING THE POLICE TRAINING CENTRES I HAVE ALREADY MENTIONED, AND ALSO FOR THE ACQUISITION OF UNAMIR TRANSPORTATION AND COMMUNICATIONS EQUIPMENT AND OTHER ITEMS THAT MAY BE USED FOR REHABILITATION PURPOSES. THROUGH THIS LATEST ARRANGEMENT, THE REAL VALUE OF TRUST FUND RESOURCES WILL BE MULTIPLIED SEVERAL TIMES AS SUCH EQUIPMENT WILL BE USED FOR PRODUCTIVE PURPOSES WITHIN THE COUNTRY AND THE INTERNATIONAL COMMUNITY WILL BE REIMBURSED FOR THEIR REMAINING VALUE.**

IN CONCLUSION, I CONGRATULATE THE GOVERNMENT OF RWANDA AND UNDP IN HAVING PURSUED THE ROUND TABLE PROCESS AND CONVENED, AS SCHEDULED, THIS MID-TERM REVIEW MEETING AS IT WILL NOT DOUBT REAFFIRM THE COMMITMENT OF THE INTERNATIONAL COMMUNITY TO CONTINUE SUPPORTING RWANDA IN ITS EFFORT TO REALIZE NATIONAL RECONCILIATION AND RECOVERY - AND EVENTUALLY SUSTAINABLE GOVERNANCE AND DEVELOPMENT. WHEN THE SECRETARY-GENERAL VISITS RWANDA NEXT WEEK, I WILL NOT FAIL TO REPORT TO HIM IN DETAIL THE OUTCOME OF THIS MEETING AND ANY SPECIFIC RECOMMENDATIONS THAT MAY ARISE OUT OF IT.

THANK YOU.